

75280

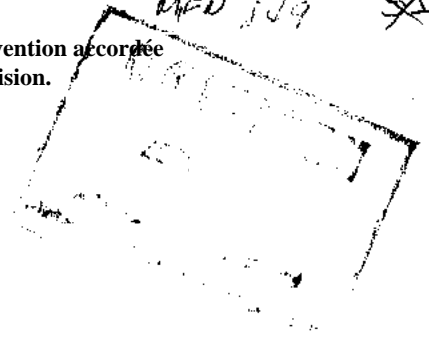
SS-POP
3-P82-024685

MEU 109 SX

Ce rapport est présenté tel qu'il a été reçu par le CRDI du(des) bénéficiaire(s) de la subvention accordée pour le projet. Il n'a pas fait l'objet d'un examen par les pairs ni d'autres formes de révision.

Le présent document est utilisé avec la permission de Juan F. Schoemaker.

© 1987, Juan F. Schoemaker.



UNIVERSITE DE MONTREAL

STRATEGIES DE SURVIE ET PROCREATION: UNE ETUDE DES
BIDONVILLES D'ASUNCION (PARAGUAY)

PAR

JUAN F. SCHOEMAKER

DEPARTEMENT DE DEMOGRAPHIE

FACULTE DES ARTS ET DES SCIENCES

THESE PRESENTEE A LA FACULTE DES ETUDES SUPERIEURES

EN VUE DE L'OBTENTION DU GRADE DE

PHILOSOPHIAE DOCTOR (Ph.D)

ARCHIV
512 (892)
53

JANVIER, 1987



A Jessuina, Emmanuel,
Camille et Dorothée.
Les résultats d'un processus
de procréation lié à
aucune stratégie de survie

TABLE DE MATIERES

Table de matières	iii
Liste des tableaux	vi
Liste des graphiques	xi
Sommaire	xii
Remerciements	xv
Chapitre 1: L'hypothèse de stratégies de survie	1
1.1 Introduction	1
1.2 Le concept de stratégies de survie	4
1.2.1 Antécédents	4
1.2.2 Qui doit développer des stratégies de survie?	10
1.2.3 Les concepts de marginalité et de secteur informel	13
1.2.4 Des actions quotidiennes, lesquelles doivent être considérées stratégiques?	21
1.3 Le rapport entre la pauvreté et la fécondité: les diverses théories	35
1.4 La relation entre la mortalité infantile et la fécondité	45
1.5 L'unité d'analyse	49
1.6 Les hypothèses de travail	55
Chapitre 2: Les données et la méthodologie	60
Chapitre 3: La situation économique des marginaux	71
3.1 D'où viennent les marginaux?	71
3.2 Une vue d'ensemble de la population marginale	80
3.2.1 La scolarité accomplie	82

3.2.2 La participation économique	87
3.2.3 Le revenu mensuel	91
3.2.4 Le chômage et le sous-emploi	96
3.3 Le revenu familial	109
3.3.1 Le revenu mensuel per capita	112
3.3.2 Le revenu mensuel moyen par personne active	118
3.3.3 L'aggravation de la pauvreté et l'intensification de l'activité économique	122
3.3.4 La participation économique des adolescents	130
3.4 Conclusion	135
Chapitre 4: Attitudes envers les enfants et taille désirée de famille	141
4.1 Concepts généraux	141
4.2 Attitudes à l'égard du travail des enfants	152
4.3 Aide prévue des enfants	165
4.4 Nombre d'enfants désirés	171
4.5 Conclusion	183
Chapitre 5: Le comportement procréateur	188
5.1 Les niveaux de fécondité	188
5.2 La régulation de la fécondité	190
5.2.1 La connaissance et l'utilisation de contraception	190
5.2.2 L'utilisation actuelle de la contraception	202
5.2.3 Nombre d'enfants survivants au commencement de la contraception	208
5.3 Les facteurs associés à la fécondité	219

5.4 L'âge à la première naissance	234
5.5 La pratique de la contraception, la fécondité	241
5.6 Le comportement reproducteur des générations plus jeunes: la naissance de nouvelles stratégies de survie?	255
5.7 Conclusion	261
Chapitre 6: Conclusions finales	266
Bibliographie	279
Annexe	305

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 3.1	75
Pourcentage de la population marginale native de la capitale, selon la relation de parenté avec le chef du ménage et la zone de résidence, 1984.	
Tableau 3.2	83
Asuncion: Distribution en pourcentage des populations totale et marginale, selon scolarité. Population de 12 ans ou plus ayant un emploi. 1982, 1984.	
Tableau 3.3	90
Asuncion: Distribution en pourcentage des catégories du statut professionnel, selon degré de scolarité. Populations marginale et totale de 12 ans ou plus ayant un emploi. 1982, 1984.	
Tableau 3.4	103
Asuncion: Distribution en pourcentage de la population marginale et totale de 12 ans ou plus ayant emploi, selon nombre d'heures de travail par semaine et sexe, 1982, 1984.	
Tableau 3.5	105
Asuncion: Distribution en pourcentage des heures travaillées par semaine dans la population totale et marginale, selon degré de scolarité. Population de 12 ans ou plus ayant un emploi. 1982, 1984.	
Tableau 3.6	116
Analyse de classification multiple: Moyennes non-ajustées et ajustées du revenu familial mensuel per capita selon plusieurs variables sélectionnées. 1984.	
Tableau 3.7	120
Analyse de classification multiple: Moyennes non-ajustées et ajustées du revenu mensuel par personne active dans la famille selon plusieurs variables sélectionnées. 1984.	
Tableau 3.8	123
Asuncion: Nombre moyen de personnes actives dans les familles résidant dans les bidonvilles, selon revenu mensuel moyen par personne active. 1984.	
Tableau 3.9	126
Asuncion: Nombre moyen de personnes actives dans les familles résidant dans les bidonvilles, selon revenu mensuel moyen par adulte actif. 1984.	

Tableau 3.10	127
Analyse de classification multiple: Moyennes non-ajustées et ajustées du nombre de personnes actives dans les familles résidant dans les bidonvilles, selon plusieurs variables sélectionnées, la taille de la famille étant contrôlée. 1984.	
Tableau 3.11	131
Asuncion: Pourcentage d'adolescents actifs dans les familles résidant dans le bidonvilles, selon revenu mensuel moyen par adulte actif et sexe du chef de ménage. 1984.	
Tableau 3.12	134
Analyse de classification multiple: Moyennes non-ajustées et ajustées du nombre d'adolescents actifs par ménage, selon plusieurs variables, le nombre d'adolescents étant contrôlé. 1984.	
Tableau 4.1	149
Asuncion: Pourcentage de femmes selon leur desir d'avoir ou non plus d'enfants et le nombre d'enfants survivants par rapport au nombre désiré. Femmes fertiles vivant en union et femmes enceinte. 1984.	
Tableau 4.2	155
Asuncion: Pourcentage des femmes qui pensent que les enfants devraient travailler, selon revenu mensuel moyen et scolarité moyenne des adultes actifs. 1984.	
Tableau 4.3	156
Asuncion: Pourcentage des femmes qui pensent que les enfants devraient travailler, selon secteur d'activité économique et scolarité de la femme, 1984.	
Tableau 4.4	160
Analyse de classification multiple: Moyennes non-ajustées et ajustées de l'âge auquel les enfants devraient commencer a travailler d'apres l'opinion des femmes résidant dans les bidonvilles, selon plusieurs variables sélectionnées, l'âge de la femme étant contrôlé. 1984.	
Tableau 4.5	163
Analyse de classification multiple: Moyennes non-ajustées et ajustées du nombre d'années de scolarité accomplie prevue pour leurs enfants d'apres l'opinion des femmes résidant dans les bidonvilles, selon plusieurs variables sélectionnées, l'âge de la femme étant contrôle. 1984.	

- Tableau 4.6 174
Analyse de classification multiple: Moyennes non-ajustées et ajustées du nombre d'enfants désirés par les femmes résidant dans les bidonvilles, selon plusieurs variables sélectionnées, l'âge de la femme étant contrôlée. 1984.
- Tableau 4.7 178
Analyse de classification multiple: Moyennes non-ajustées et ajustées du nombre d'enfants désirés par les femmes résidant dans les bidonvilles, selon plusieurs variables sélectionnées, l'âge de la femme étant contrôlée. 1984.
- Tableau 4.8 181
Asuncion: Nombre d'enfants désirés, selon que les femmes aient subi ou non le décès d'un enfant et le nombre d'enfants nés vivants. 1984.
- Tableau 4.9 182
Asuncion: Pourcentage de femmes fécondes qui déclarent vouloir plus d'enfants selon qu'elles aient subi ou non le décès d'un enfant et le nombre d'enfants nés vivants. Femmes en union se croyant fertiles et femmes enceinte. 1984.
- Tableau 5.1 194
Asuncion: Pourcentage de femmes aux âges fertiles ayant utilisé au moins une méthode anticonceptionnelle, selon l'âge. Population totale et marginale. 1979, 1984.
- Tableau 5.2 195
Asuncion: Pourcentage de femmes résidant dans les bidonvilles ayant utilisé des contraceptifs, selon le type utilisé. Femmes non célibataires seulement. 1984.
- Tableau 5.3 201
Asuncion: Pourcentage de femmes non-célibataires résidant dans les bidonvilles ayant utilisé des contraceptifs modernes, selon la scolarité de la femme et des adultes actifs dans la famille. 1984.
- Tableau 5.4 203
Asuncion: Pourcentage des femmes exposées au risque de conception pratiquant actuellement la contraception, selon l'âge. Population totale et marginale. 1979, 1984.
- Tableau 5.5 206
Asuncion: Pourcentage de femmes pratiquant actuellement la contraception, selon l'opinion sur l'âge auquel les enfants devraient commencer à travailler, l'âge, la scolarité et le nombre d'enfants survivants. 1984.

- Tableau 5.6 206
Asuncion: Pourcentage de femmes pratiquant actuellement la contraception, selon le nombre d'années de scolarité prévu pour les enfants, l'âge, la scolarité, et le nombre d'enfants survivants. 1984.
- Tableau 5.7 213
Analyse de classification multiple: Moyennes non-ajustées et ajustées du nombre d'enfants survivants au commencement de la contraception, selon revenu moyen par adulte actif, la scolarité et l'âge de la femme. 1984.
- Tableau 5.8 215
Asuncion: Rapport P/F des femmes de 15 a 49 ans résidant dans les bidonvilles. 1984.
- Tableau 5.9 222
Analyse de classification multiple: Moyennes non-ajustées et ajustées du nombre d'enfants nés vivants selon les attitudes de la femme a l'égard du travail des enfants, l'âge et la scolarité de la femme étant contrôles. 1984.
- Tableau 5.10 225
Analyse de classification multiple: Moyennes non-ajustées et ajustées du nombre d'enfants nés vivants selon la condition socio-économique de la famille et le secteur d'activité de la femme, l'âge et la scolarité de la femme étant contrôles. 1984.
- Tableau 5.11 230
Analyse de classification multiple: Moyennes non-ajustées et ajustées du nombre d'enfants nés vivants selon les attitudes de la femme a l'égard du travail des enfants, l'âge et la scolarité de la femme étant contrôles. Femmes de 35 ans et plus seulement. 1984.
- Tableau 5.12 232
Analyse de classification multiple: Moyennes non-ajustées et ajustées du nombre d'enfants nés vivants selon la condition socio-économique de la famille et le secteur d'activité de la femme, l'âge et la scolarité de la femme étant contrôles. Femmes de 35 ans et plus seulement. 1984.
- Tableau 5.13 237
Analyse de classification multiple: Moyennes non-ajustées et ajustées de l'âge a la naissance du premier enfant, selon plusieurs variables sélectionnées, l'âge de la femme étant contrôle. Femmes fécondes de 35 ans et plus. 1984.

- Tableau 5.14 239
Analyse de classification multiple: Moyennes non-ajustées et ajustées de l'âge a la naissance du premier enfant, selon les attitudes de la femme a l'égard du travail des enfants, l'âge et la scolarité de la femme étant contrôles. Femmes fécondes de 35 ans et plus. 1984.
- Tableau 5.15 244
Asuncion: Nombre moyen d'enfants par femme, selon l'âge a la naissance du premier enfant et l'utilisation de la contraception. Femmes fécondes de 35 ans ou plus. 1984.
- Tableau 5.16 248
Asuncion: Distribution en pourcentage de l'utilisation de moyens contraceptifs, selon le revenu moyen par adulte actif. Ensemble des femmes non célibataires. 1984.
- Tableau 5.17 250
Asuncion: Pourcentage de femmes ayant commencé la contraception avant le troisième enfant, selon le revenu moyen par adulte actif et l'âge de la femme. Ensemble des femmes non célibataires. 1984.
- Tableau 5.18 253
Asuncion: Nombre moyen d'enfants par femme, selon l'utilisation des moyens contraceptifs et le revenu moyen par adulte actif. Femmes non célibataires de 35 ans et plus. 1984.
- Tableau 5.19 257
Asuncion: Distribution en pourcentage de l'utilisation de contraceptifs, selon l'âge de la femme. Ensemble de femmes non célibataires. 1984.
- Tableau 5.20 258
Asuncion: Nombre moyen d'enfants vivants au commencement de la contraception, selon l'âge et la scolarité de la femme. Femmes non célibataires ayant pratiqué la contraception. 1984.

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 3.1	85
Asuncion: Pourcentage de personnes qui ont de quatre ans ou plus de dix ans de scolarité. Populations marginale et totale. 1982, 1984.	
Graphique 3.2	92
Asuncion: Revenu moyen des personnes de 12 ans ou plus ayant un emploi, selon le degré de scolarité et le sexe. 1982, 1984.	
Graphique 3.3	98
Asuncion: Pourcentage des personnes ayant un emploi selon l'âge et le sexe. Populations totale et marginale. 1982, 1984.	
Graphique 4.1	168
Asuncion: Pourcentage de femmes marginales qui s'attendent à avoir beaucoup d'aide de leurs enfants, selon scolarité. 1984.	
Graphique A.3.1	306
Asuncion: Pyramide des âges des populations marginale et totale. 1982, 1984.	

SOMMAIRE

Cette thèse essaie de montrer que la haute fécondité qui caractérise les populations marginales urbaines du Tiers-monde, peut être expliquée par l'hypothèse de stratégies de survie. Selon cette hypothèse, le comportement reproducteur des femmes marginales est le résultat d'une stratégie de survie consciente qui vise à accroître la taille de la famille pour que les sources potentielles d'aide et de soutien soit ainsi plus nombreuses. Cela veut dire que leur haute fécondité ne s'explique pas par l'irrationalité de leur comportement ou par leur méconnaissance en matière de méthodes anticonceptionnelles.

L'évaluation empirique de cette hypothèse est faite à partir des données d'un enquête réalisée dans les bidonvilles d'Asuncion, la capitale et la ville la plus importante du Paraguay. Cette enquête a été menée dans le but précis de tester l'hypothèse que nous proposons. Non obstant, à cause de sa nature très complexe, l'évaluation de cette hypothèse demeure une tâche difficile, qui doit être faite de façon indirecte et approximative.

Dans le premier chapitre, la signification et les implications de l'hypothèse de base sont traités en profondeur. On discute également des concepts qui sont étroitement liés à la notion de stratégies de survie, à savoir ceux de marginalité, de secteur informel et de la famille en tant qu'unité d'analyse de base.

Le troisième chapitre fait une description de la population marginale, en la comparant, quand les données secondaires le permettent, à l'ensemble de la population de la ville.

L'analyse des hypothèses se fait dans les quatrième et cinquième chapitres. Le quatrième envisage certaines attitudes qui, vraisemblablement, sont associées aux comportements procréateur. Nous avons constaté, qu'en général, les attitudes que ces femmes manifestent vont dans le sens de notre hypothèse. En effet, il appert que l'aggravation de la pauvreté modifie après des femmes, la perception qu'elles ont du rôle de l'enfant au sein de la famille. Celui-ci est apperçu dans un rôle économique plus important.

Dans le cinquième chapitre, nous examinons le comportement reproducteur comme tel, c'est-à-dire la fécondité et la pratique de la contraception. Nos résultats nous amènent à penser que ce comportement a, en effet, une base ration-

nelle. D'abord, presque toutes les femmes aux âges fertiles, même les plus jeunes et les moins instruites, sont au courant des méthodes anticonceptionnelles modernes. L'utilisation de moyens contraceptifs est aussi très répandue. Deuxièmement, la fécondité augmente avec la détérioration de la situation économique de la famille, indépendamment du niveau de scolarité de la femme. Cette augmentation ne semble pas être aléatoire, mais plutôt le résultat d'un choix qui s'exprime dans le comportement de ces femmes à l'égard de la contraception.

REMERCIEMENTS

Cette thèse a été rendue possible grâce à l'aide de plusieurs personnes et institutions que je tiens à remercier. Le Centre de recherche pour le développement international (Ottawa), a fourni une subvention importante pour la réalisation de l'enquête et pour le stockage des données. Le programme ACDI/CELADE m'a donné une bourse grâce à laquelle j'ai pu me consacrer à l'élaboration du cadre théorique et à l'analyse des données pendant deux ans et demi. Je remercie également mes co-directeurs de thèse, Evelyne Lapierre-Adamcyk et Victor Piché, qui m'ont accompagné et orienté au cours de ce travail et ce toujours avec la meilleure volonté. Finalement, je remercie tous les amis et amies qui ont patiemment lu la première version de cette thèse et ont contribué à ce que la version finale soit écrite en un français acceptable, ainsi que Jock Mullin, qui a travaillé plusieurs jours pour rendre ma base de données effectivement exploitable.

CHAPITRE I

L'HYPOTHESE DE STRATEGIES DE SURVIE

1.1 Introduction

Au cours de leurs travaux, les chercheurs arrivent quelquefois à se trouver face à des situations et à des processus de la réalité sociale qui ne peuvent pas s'expliquer ou être saisis par les concepts et les théories interprétatives existant. Face à cela, ils parviennent parfois à développer de nouveaux concepts, lesquels, en principe, aident à mieux comprendre la réalité qu'ils essaient d'étudier. Mais pour qu'un concept ainsi conçu devienne un instrument efficace de recherche et d'analyse, il faut qu'il décrive et délimite la réalité à laquelle il fait référence. Il doit également aider à saisir et à mesurer cette réalité, au moins d'une façon approximative.

La notion de 'stratégie de survie' représente le cas d'un concept qui est né des efforts de recherche. Il a trouvé tellement d'acceptation dans la littérature et l'in-

vestigation latino-américaines qu'il est devenu un sujet de recherche prioritaire du PISPAL (Programa de Investigacion Social para Politicas de Poblacion en América Latina; PISPAL, 1978), et un de ses critiques l'a appelé "un petit fantôme qui parcourt tous les séminaires, rencontres, réunions de travail, ateliers, etc." (Arguello, 1981:190). En effet comme Arguello (1981:190) le signale bien: "Si l'on veut étudier les problèmes des paysans, il n'y a rien de mieux que de proposer un projet sur leurs 'stratégies de survie'; et c'est la même situation pour les travailleurs agricoles, les marginaux urbains et même pour des groupes sociaux qui ont des problèmes très différents des précédents, tel que divers groupes et couches de la bourgeoisie".

Bien qu'il soit un sujet de plus en plus important dans la socio-démographie de l'Amérique latine (et aussi dans une certaine mesure dans d'autres pays du Tiers-Monde) le concept de stratégies de survie doit être élaboré et précisé avant de devenir un outil d'analyse fructueux. De plus, il est légitime de mettre en question l'utilité de ce concept et il est nécessaire de justifier les efforts pour l'incorporer au lexique de la socio-démographie, car il existe déjà diverses approches, comme celle de la valeur des enfants ou même de la théorie micro-économique de la fécondité (New Home Economics), à partir desquelles on pourrait essayer de

développer un cadre théorique pour interpréter le comportement démographique des couches sociales plus défavorisées.

Compte tenu de cette dernière interrogation, on peut suggérer que le fait même que le concept ait été développé constitue une réponse à une inquiétude pour interpréter et saisir un phénomène d'une façon patente et frappante dans tous les pays non-développés, celui de l'existence de vastes couches marginales qui ont été exclues des progrès économiques de leur pays et qui doivent chercher des moyens d'assurer leur subsistance ou d'atténuer leur condition d'extrême pauvreté. Il ne s'agit pas, comme le suggère le commentaire d'Arguello sur 'le petit fantôme', d'une simple mode intellectuelle. Les efforts pour développer et préciser un concept montrent l'intérêt de comprendre une réalité trop évidente pour être ignorée. Nous croyons donc qu'un tel concept mérite une discussion approfondie.

Dans les paragraphes qui vont suivre, nous allons nous efforcer d'examiner le concept de stratégie de survie, la position de divers auteurs à son sujet, sa validité, c'est à dire sa capacité d'appréhender avec assez de précision une certaine dimension de la réalité et, finalement, la possibilité de le rendre opérationnel pour mesurer cette dimension de la société d'une façon relativement satisfaisante.

1.2 Le concept de stratégie de survie

1.2.1 Antécédents

Dès le début, la notion de stratégie de survie a été associée à la population la plus défavorisée. En général, on cite l'ouvrage de Duque et Pastrana sur les stratégies économiques de survie dans les 'campamentos' de Santiago, Chile, comme point d'origine de ce concept. Les 'campamentos' constituent une forme particulière d'établissement urbain par laquelle un groupe de familles sans logement occupent et s'approprient des terrains pour y construire des habitations provisoires. Selon ces auteurs, "les stratégies familiales de survie économique se manifestent principalement par intensification de l'exercice des fonctions économiques pour la totalité ou la plupart des membres qui constituent les unités familiales" (Duque et Pastrana, 1973:21). En d'autres mots, la stratégie de survie économique consiste à maximiser le nombre de personnes qui participent aux activités rentables dans l'unité domestique. Cette définition, on peut le remarquer, fait référence uniquement à l'aspect économique des stratégies de survie, sans inclure les autres dimensions qui pourraient accompagner de telles stratégies. Bien qu'elle ait été élargie par la suite afin d'inclure aussi le comportement démographique (comme on le verra plus loin), il faut mentionner que la

définition de Duque et Pastrana a été implicitement adoptée dix ans plus tard par Mathias dans son analyse sur l'aggravation de leur situation de pauvreté dans le contexte urbain d'Amérique latine (Mathias, 1983).

Dans un premier essai sur ce thème, Torrado propose la définition suivante de 'stratégie de survie familiale'(SSF):

Le concept de SSF fait référence au fait que les unités familiales appartenant à chaque couche sociale, à partir des conditions de vie qui résultent de telle appartenance, développent, d'une façon qui peut être délibérée ou non, des comportements orientés vers la reproduction matérielle et biologique du groupe...De ce point de vue, les SSF constituent un aspect fondamental de la dynamique de la reproduction des diverses couches sociales dans une société concrète. (Torrado, 1978:345)

Dans ce contexte, 'reproduction matérielle' veut dire "la reproduction quotidienne de l'énergie dépensée par les membres du groupe dans la production économique et les tâches domestiques nécessaires pour la consommation familiale", tandis que la 'reproduction biologique' fait référence à "la création, survie et usure des individus membres de l'unité familiale" (Torrado, 1978). En d'autres mots, la première englobe les activités qui visent à assurer la subsistance de la famille, et la deuxième fait référence principalement au processus de procréation.

Cette définition a le mérite d'élargir celle de Duque et Pastrana par l'incorporation de la dimension démographique des stratégies de survie. En effet, cette auteure suggère qu'on peut inclure la participation économique et la migration comme partie intégrante du processus de reproduction matérielle, et la nuptialité et fécondité comme partie du processus de reproduction biologique. On suppose qu'en général le comportement de toutes les familles dans toutes les couches sociales vise à minimiser la mortalité. Mais comme l'a signalé Vlassoff (1983), Torrado ici ne fait qu'affirmer ce qui est déjà plutôt évident: toutes les familles développent certains types de stratégies économiques et démographiques pour assurer leur survie, et ces stratégies peuvent varier selon la classe sociale d'appartenance.

Avant de poursuivre cette discussion, il faut remarquer que la notion de 'reproduction' présentée ici diffère légèrement de celle utilisée dans la plus grande partie de la littérature démographique. Dans cette dernière, le mot 'reproduction' fait référence au processus de renouvellement des générations, mais en tenant compte seulement des facteurs biologiques. Ainsi, on parle de reproduction brute ou nette, selon que l'on fasse ou ne fasse pas abstraction de la mortalité. Mais pour les auteurs qui adoptent un cadre d'analyse marxiste (par exemple, Bertaux, 1975; Meillassoux,

1975; Gregory et Piché, 1981; Singer, 1978; Dierckxsens, 1982; Torrado, 1981; et plusieurs autres) la notion de reproduction prend un sens plus large. En plus de l'aspect biologique ou de procréation proprement dite, elle comprend aussi les activités quotidiennes visant à rétablir l'énergie dépensée pendant la journée (dans ce sens, il y a une reproduction quotidienne de la force de travail) et à pourvoir les membres de la famille des éléments nécessaires à leur subsistance (nourriture, vêtements, logement, etc.). C'est ainsi que la survie de la famille se produit et que la reproduction générationnelle est assurée.

On peut noter ici que la reproduction quotidienne et générationnelle ne constituent que deux aspects d'un même processus, puisqu'il doit y avoir une reproduction quotidienne, dans le sens exposé ci-dessus, pour que les enfants eux-mêmes arrivent à la période fertile et puissent ainsi accomplir le cycle de reproduction générationnelle.

Pour revenir à la discussion sur les stratégies de survies, Torrado, dans un article ultérieur s'interroge sur l'utilité du terme "survie": étant donné qu'il implique une référence à un comportement associé exclusivement à la subsistance minimale, cela limite son application aux groupes sociaux les plus défavorisés. Elle propose plutôt l'expression "stratégie familiale de vie" (SFV), dont la significa-

tion reste essentiellement celle de stratégie de survie qu'on a vu auparavant, sauf qu'elle ajoute un élément d'optimisation. Cet élément est inévitable si l'on veut que le concept englobe toutes les couches sociales. Selon cette nouvelle définition, "les SFV constituent l'ensemble des comportements -- socialement déterminés -- à travers lesquels les agents sociaux assurent leur reproduction biologique et optimisent leurs conditions matérielles et non matérielles d'existence." (Torrado, 1981:212). Mais même avec cet ajustement du concept, la critique de Vlassoff mentionnée plus haut demeure valide. De plus, on peut ajouter que cette définition a une envergure tellement étendue qu'elle devient difficilement applicable au travail de recherche. Elle englobe, en effet, tant les démarches d'un homme d'affaires qui s'enrichit grâce à la spéculation immobilière que celles d'une mère qui mutilé son enfant pour qu'il devienne mendiant.

Afin de contourner cette limitation, Torrado soutient que l'on doit élaborer une définition appropriée pour chaque cas concret (c'est-à-dire, pour chaque groupe social dans chaque société spécifique) par l'énumération exhaustive des comportements associés soit à la reproduction biologique, soit à l'optimisation des conditions d'existence. Mais cette solution entraîne un problème méthodologique difficile à résoudre, celui de pouvoir déterminer quelles actions

quotidiennes peuvent être considérées comme 'stratégie familiale de vie' et lesquelles ne sont que des comportements dictés par l'environnement socio-culturel. Cette question devient encore plus nébuleuse si l'on prend en considération que, selon cette auteure, "la logique d'une stratégie de vie peut ne pas être délibérée ou consciente...mais elle peut être détectée par la connaissance des comportements familiaux, indépendamment du fait que ses acteurs soient conscients de la poursuite de certains buts" (Torrado, 1981: 212). D'après cette affirmation, on doit conclure que c'est la responsabilité du chercheur de décider quels sont les comportements qui révèlent d'une 'stratégie' et ceux qui ne sont que des réponses conditionnées. Ceci n'est pas une tâche aisée du point de vue opérationnel et risque de devenir facilement biaisée par la position théorique du chercheur. Il semble très paradoxal, d'ailleurs, de parler d'une stratégie inconsciente, étant donné que le premier mot implique la réalisation d'actions soigneusement envisagées et coordonnées, tandis que le deuxième indique un comportement irréfléchi et automatique.

Une chose qui apparaît évidente à la lumière de cette discussion est qu'il y a plusieurs questions à éclaircir si l'on veut doter ce concept d'un contenu et définir ses limites. C'est cette tâche que nous entreprenons au cours des paragraphes qui suivent.

1.2.2 Qui doit développer des stratégies de survie?

Comme on l'a déjà vu, Torrado propose une définition qui englobe toutes les couches sociales, position qui est, dans une certaine mesure, partagée par Simmons (1984) dans sa présentation de la notion de 'stratégies démographiques', qui se manifestent lorsque les ménages exercent un contrôle sur la migration, la fécondité et la mortalité des membres de la famille en poursuivant des buts de survie, de production et de sécurité. Comme nous pouvons l'apprécier, cette dernière définition fait référence à toutes les couches sociales et, en fait, a été conçue par l'auteur à cette fin.

Mais d'un autre côté, il y a plusieurs auteurs qui limitent l'utilisation du concept pour qu'il fasse référence seulement à certains sous-groupes qui n'arrivent pas à s'insérer d'une façon stable dans le noyau dynamique du système économique. Ainsi, Arguello propose que les groupes qui doivent mettre en place des stratégies de survie soient déterminés dans le cas spécifique de chaque société, mais il présente une définition assez générale:

[ces groupes seront] en général des éléments de la petite bourgeoisie urbaine et rurale (petits artisans et petits propriétaires) avec des moyens de production insuffisants pour survivre, ce qui les amène à recourir à des mécanismes hétérodoxes par rapport à leur position de classe, tel que la

vente temporaire de leur force de travail, l'emploi de leurs enfants mineurs pour compléter le revenu, etc. (Arguello, 1981:196).

Mangulis, Randon et Pedrero, en étudiant les 'colonies populaires' (bidonvilles urbains) à Reynosa, au Mexique, utilisent une définition analogue à celle d'Arguello. Selon eux, les personnes qui doivent développer des stratégies de survie sont celles qui ne trouvent pas d'emplois dans le secteur capitaliste et qui subsistent moyennant des rapports non-capitalistes (Mangulis, Randon et Pedrero, 1981:265). Valdés et Acuna écrivent:

[Quand] une partie ou des couches entières de la société voient s'aggraver ou se détériorer leur niveau de vie, au point de sentir leur reproduction matérielle et biologique sérieusement menacée... il est raisonnable de parler de 'stratégies de survie' comme phénomène social, tant que ces couches développent un ensemble des comportements visant à "résister" aux forces ou processus de détérioration (Valdés et Acuna, 1981:235).

Il devient évident à partir des positions exposées par ces auteurs que les groupes sociaux qui doivent mettre en place des stratégies de survie sont ceux qui sont exclus des bénéfices des progrès économiques de leur société d'une façon quasi définitive. Cette exclusion amène à une situation où leur entretien matériel et même biologique se voit

sérieusement menacé, ce qui les oblige à développer des moyens 'inhabituels' pour assurer la subsistance du groupe.

Sans aucun doute, il est également raisonnable de concevoir que des stratégies s'organisent aussi parmi les groupes sociaux plus favorisés. En fait, on a déjà relevé les concepts plus généraux de 'stratégie familiale de vie' et 'stratégies démographiques'. Mais vraisemblablement, de telles stratégies seront orientées vers l'optimisation et la promotion sociale dans les familles de la classe moyenne et vers la conservation de leur position privilégiée pour celles appartenant à la classe dominante. Cependant, pour parler de "stratégies de survie" proprement dites, nous partageons l'opinion des auteurs qui maintiennent qu'elles doivent faire référence à certains comportements des couches marginales, dont la survie même est en danger.

1.2.3 Les concepts de marginalité et de secteur informel

Les réflexions exposées dans les paragraphes précédents débouchent sur une autre discussion qui est elle-même assez controversée: celle du concept de 'marginalité' et de 'couches marginales'. En effet, d'un côté on trouve ceux qui mettent en question l'idée marxiste d'une 'armée indus-

truelle de réserve' comme l'équivalent de la surpopulation relative. Ainsi, selon Nun (1969:185) "[dans le système capitaliste] on ne peut pas considérer toute surpopulation comme une armée industrielle de réserve, catégorie qui implique une relation fonctionnelle de cet excédent avec le système dans sa totalité". Il allègue que la surpopulation relative est fonctionnelle au système capitaliste, puisqu'elle constitue une armée de réserve pendant la phase compétitive du capitalisme. En premier lieu, elle fournit la force de travail nécessaire pour les étapes ascendantes du cycle économique, où l'intensification de la production donne lieu à une augmentation parallèle de la demande de main-d'oeuvre; en deuxième lieu, elle réduit les coûts de production par la dévalorisation de la force de travail qui résulte de la concurrence des travailleurs qui veulent s'intégrer à l'activité économique. Par contre, dans un état plus avancé du capitalisme, l'étape monopoliste, les mécanismes du libre marché sont disloqués et les possibilités de maximiser le profit dépendent de l'efficacité de la technologie et de la capacité de manipuler le marché plutôt que de la disponibilité de main-d'oeuvre. 1/ Par conséquent, une partie très importante de la surpopulation relative devient superflue, non-fonctionnelle ou même disfonctionnelle au système économique, et c'est ce groupe qui constitue la 'masse marginale'.

Selon Hugon (1980:236), "L'absorption des travailleurs par le développement du secteur moderne paraît illusoire pour des pays connaissant un taux de croissance démographique supérieure à 2,5 pour cent". Il y a alors un décalage entre l'offre et la demande de travail, donnant lieu à la croissance de ce qu'il appelle le secteur 'non structuré' ou 'informel'. Cette opinion est partagée par plusieurs auteurs. Ainsi, Quijano (1971:71) parle d'un 'pôle marginal', formé par "ceux qui ont été rejetés par le marché du travail et privés de ressources". Selon Singer (1973) et Turain (1977), les marginaux urbains sont le produit de la crise que la pénétration du capitalisme suscite dans la paysannerie, laquelle se voit forcée d'émigrer vers les villes à la recherche de nouvelles sources d'emploi, et de l'incapacité du système industriel urbain-d'absorber cette force de travail immigrante.

D'un autre côté, on trouve aussi un certain nombre d'auteurs qui s'opposent au concept de marginalité et défendent la thèse marxiste classique, selon laquelle la surpopulation relative ne constitue qu'une armée industrielle de réserve au sens strict. Par conséquent les marginaux n'existent pas comme tels. Ils ne sont que des travailleurs qui n'arrivent pas à vendre leur force de travail, mais qui, en principe, deviendront salariés quand le capital en aura

besoin (voir, par exemple, Cardoso, 1971; Toranzo, 1977; Johnson, 1979; Kowarick, 1981; Dierckxsens, 1982).

Comme ce débat a été amplement discuté ailleurs, nous nous limiterons à définir la position théorique adoptée pour l'étude que nous envisageons. Nous acceptons la notion proposée par Nun, selon laquelle la surpopulation relative ne constitue pas qu'une armée industrielle de réserve, car dans les pays non-développés une portion importante de la force de travail n'arrive jamais à s'insérer dans le noyau capitaliste de l'économie, même pendant les périodes de croissance plus rapide où le secteur capitaliste demande un maximum de main-d'oeuvre. Cette affirmation s'avère particulièrement fidèle à la réalité dans les cas d'Asuncion, car son niveau d'industrialisation est extrêmement faible. Et nous croyons qu'il est justifiable de qualifier de "marginal" ce secteur de la population dépossédé de façon permanente.

Mais, d'autre part, il est fallacieux de concevoir que ce 'pôle marginal', comme l'a nommé Quijano, est exclu du reste du système et qu'il devient non fonctionnel ou disfonctionnel, comme l'a suggéré Nun. Nous sommes d'accord avec la position de Morice (1979:95-96) quand il affirme que l'instabilité et la sous-intégration qui caractérisent le secteur marginal "loin d'être anoniques... deviennent des

éléments organiques de l'exploitation du travail urbain" parce que pour compenser la faiblesse de leur salaire "les prolétaires urbains...sont contraints de s'appuyer sur leur partie surnuméraire, c'est-à-dire non employée par les grandes entreprises, pour assurer leur reproduction: les activités dites 'informelles' ou 'marginales' sont avant tout des activités de reproduction"

Autrement dit, étant donné l'insuffisance du salaire que les ouvriers reçoivent, même s'ils sont employés dans le secteur capitaliste, eux-mêmes ou leur famille sont forcés d'assurer leur subsistance par des sources 'informelles'. Cela signifie aussi que les entreprises peuvent maximiser leur profit en rémunérant les ouvriers par des salaires inférieurs au coût de reproduction de leur force de travail. Les marginaux urbains jouent aussi un rôle important en fournissant des services (domestiques, jardiniers, cuisiniers, etc.) à très bon marché à la classe moyenne et à la petite bourgeoisie, ce qui permet à ces groupes sociaux d'améliorer leur niveau de vie considérablement.

Bref, la marginalité totale est une impossibilité. Ceux qui sont définis comme marginaux le sont par rapport à certaines dimensions, particulièrement par rapport à la précarité de leurs ressources économiques. Ce secteur marginal n'est pas, pourtant, dissocié du système économique

global, mais il s'articule avec ce dernier et l'un contribue ainsi à perpétuer l'existence de l'autre.

Nous concevons donc le système économique urbain comme composé de deux sous-systèmes. D'une part on trouve le secteur formel qui consiste en: a) l'appareil administratif de fonctionnaires et bureaucrates qui dépendent des ressources de l'Etat et, à certains niveaux, contrôlent son fonctionnement; b) la bourgeoisie, propriétaire des moyens de production et c) les travailleurs du secteur formel dont les relations de travail sont protégées par une législation du travail et qui, en général, sont organisés en syndicats. Bien que normalement ces éléments du secteur formel se trouvent en situations de conflit, ils ont en commun la sécurité du travail et l'assurance d'un revenu, même s'il est minimal dans certains cas.

Face à ce secteur existe le secteur informel ou marginal, caractérisé par la faiblesse de son revenu et l'absence d'organisation des travailleurs qui en font partie. Cette absence d'organisation entraîne un manque de garanties dans le travail, de protection sociale et de sécurité en matière de santé. Toutes ces déficiences associées à la faiblesse grave du revenu, contribuent à l'incertitude qui fait partie de la vie de ceux qui sont insérés dans ce secteur.

Mais, au niveau empirique, la ligne de démarcation qui sépare les secteurs formel et informel n'est pas toujours facile à tracer, surtout si l'on considère le ménage comme unité d'analyse, car dans le même ménage peuvent se retrouver des membres qui appartiennent aux deux secteurs. De plus, même s'il était possible d'arriver à une distinction précise entre ces deux secteurs, la ligne de séparation entre la population marginale et non marginale demeurerait nébuleuse. En effet, il n'est pas évident qu'il y ait un dualisme distinct 'secteur informel-marginalité-pauvreté', d'un côté, et 'secteur formel-non marginalité-prospérité', de l'autre. Kowarick (1981), par exemple, montre dans son étude concernant la surexploitation de la force de travail à Sao Paulo (Brésil), que ce sont les travailleurs dans le secteur formel, souvent engagés dans les entreprises les plus dynamiques, qui ont été les plus dépossédés des bénéfices de la croissance économique pendant le soit disant "miracle brésilien". Entre autres choses, leur niveau de rémunération était nettement inférieur à celui des travailleurs autonomes du secteur informel.

La discussion des paragraphes précédents montre qu'il n'y a pas de moyen évident et direct d'arriver à une définition de la marginalité. Une définition utilisée fréquemment se fonde sur un critère écologique. Suivant ce critère, la population marginale est constituée par celle qui habite

dans les quartiers périphériques, dont les marques distinctives sont le manque de services essentiels (des rues pavées, de l'eau courante, des égouts, etc.), la très mauvaise qualité des logements et l'insécurité des terrains où ils sont installés, soit pour des raisons légales ou écologiques. En effet, dans la plupart des cas, ils occupent des lots qui n'appartiennent pas légalement aux occupants et beaucoup sont situés sur des terrains exposés à des inondations périodiques, à des écroulements, etc. Une des limitations associée à une définition de la marginalité par l'approche écologique est qu'il n'y a pas nécessairement une correspondance exacte entre la marginalité écologique et socio-économique. En d'autres mots, on peut trouver dans les quartiers marginaux, des employés, des commerçants et même des professionnels qui ne sont pas marginaux du point de vue économique ou social. De la même manière il est possible qu'il y ait des gens marginaux socio-économiquement, mais qui n'habitent pas les bidonvilles. Malgré cette limitation, nous avons opté pour le critère écologique. On peut raisonnablement supposer que la grande majorité des résidants des bidonvilles se trouvent, en effet, dans une situation de marginalité sociale et économique, et que la plupart des marginaux de la capitale sont installés dans les bidonvilles. Il doit y avoir une correspondance assez étroite entre le fait de résider dans les bidonvilles et la situation de marginalité. En outre, c'est

le seul critère à partir duquel on peut définir 'à priori' ceux qui sont des marginaux, et cette définition 'a priori' est indispensable pour entreprendre un travail d'enquête qui s'applique à cette population.

1.2.4 Des actions quotidiennes, lesquelles doivent être considérées "stratégiques"?

Chaque jour, les gens accomplissent plusieurs actions, mais toutes n'ont pas une valeur stratégique. On peut de plus imaginer qu'il existe des actions qui sont en réalité 'anti-stratégiques', dans le sens qu'elle contribuent plutôt à la détérioration des conditions de vie de la famille, telles que s'adonner à la boisson ou au jeu, par exemple. Cela veut dire que pour avancer dans ce domaine, on devrait être en mesure de déterminer quelles sont les actions de tous les jours qui conduisent à une minimisation du risque d'un appauvrissement plus critique ou à une plus grande probabilité d'assurer la subsistance du groupe familial.

Signalons, par ailleurs, un autre point lié au précédent, qu'on doit prendre en considération aussi: ces straté-

gies de survie sont-elles conscientes ou inconscientes? Plusieurs auteurs soutiennent qu'elles peuvent être non-délibérées et inconscientes (par exemple, Torrado, 1981; Simmons, 1984), mais accepter une telle position signifierait la reconnaissance d'une espèce de fonctionnalisme où les individus et les ménages s'ajustent aux facteurs structurels en adoptant des comportements fonctionnels d'une façon mécanique et automatique.

Certes, on doit concéder que les marginaux n'ont pas les moyens d'élaborer des plans détaillés pour les réaliser plus tard. Un tel 'planning' serait impossible simplement parce qu'ils n'ont presque aucun contrôle sur les événements qui dominent leur vie (leur situation économique, la santé des membres de la famille, la qualité de l'environnement contigu, etc.) et les options sur lesquelles ils peuvent compter pour influencer le cours de ces événements sont extrêmement limitées. Mais même avec ces restrictions, nous trouvons plus plausible l'hypothèse supposant que les marginaux sont capables de percevoir rationnellement (peut être avec une rationalité différente de celle appliquée par les couches sociales plus favorisées) les avantages de certains comportements comme des mécanismes qui visent à minimiser les risques d'extinction ou augmentent les possibilités d'assurer la subsistance, même si de tels comportements ne

sont pas toujours des réussites.

Elaborer une liste exhaustive des comportements qui peuvent être interprétés comme 'stratégiques', comme Torrado (1981) l'a suggéré, est pratiquement irréalisable. Pour pouvoir y arriver, il faudrait connaître non seulement toutes les activités quotidiennes des membres de la famille, mais aussi on devrait être en mesure d'évaluer ces activités en leur attribuant la qualité d'être stratégiques ou non, ce qui est presque impossible du point de vue opérationnel. Malgré cela, on peut essayer de décrire, dans les grandes lignes, quelques-unes des actions qui peuvent avoir une certaine valeur stratégique, en se fondant sur les résultats d'autres recherches ou sur quelques hypothèses de base. Etant donné que les stratégies de survie peuvent recouvrir une gamme de comportements assez vaste, ces actions sont réunies en quatre groupes selon leur contenu essentiel soit, social, politique, économique, ou démographique. Cette classification n'est ni exhaustive ni mutuellement exclusive. Cela veut dire qu'on accepte qu'il soit possible qu'il y ait certains comportements stratégiques qui échappent aux catégories envisagées et, sans doute, on trouvera une liaison étroite et un certain chevauchement entre les actions comprises dans chacune de ces catégories.

a) Stratégies sociales

L'importance que les réseaux sociaux peuvent avoir pour les populations marginales a été corroborée par plusieurs auteurs (par exemple, Safa, 1974; Lomnitz, 1977; Butterworth et Chance, 1981). Il semble que, comme il a été signalé par Lomnitz (1977:204), lorsqu'il existe une base de subsistance incertaine, peu abondante ou irrégulière, la solidarité sociale est mobilisée comme une ressource pour la survie.

Ces réseaux n'ont pas une simple fonction sociale, mais ils jouent surtout un rôle économique décisif dans les communautés appauvries, comme mécanismes amortisseurs dans les moments où la carence s'approche d'un seuil critique. Ils constituent aussi le seul moyen de s'assurer un certain appui et une solidarité pour compenser l'insécurité qui imprègne tous les aspects de la vie des marginaux. Il n'est pas nécessaire que l'appui se matérialise en argent ou en nature, mais très souvent il peut se manifester sous forme d'aide dans les travaux domestiques, aide pour s'occuper des petits enfants, etc., ce qui peut avoir une valeur économique indirecte assez importante.

Il faut mentionner que pendant notre travail sur le terrain, nous avons observé que très souvent une famille

confie les enfants les plus petits à une autre famille dont la situation économique est moins grave, pendant plusieurs mois, voire plusieurs années. Nous ne pouvons pas l'affirmer avec certitude, mais d'après notre expérience, il semble que ce phénomène se produit plus fréquemment dans les ménages monoparentaux. La valeur économique et les conséquences indirectes sur la fécondité d'un tel comportement sont évidentes, puisqu'il réduit le coût d'élever les enfants à zéro ou presque zéro. Cela offre un exemple concret de comment le fait de pouvoir compter sur l'aide extra-domestique peut avoir des conséquences non négligeables sur l'économie, et peut-être aussi sur le comportement reproducteur de la famille.

Pour récapituler les notions exposées dans les paragraphes précédents, il semble qu'au niveau social les stratégies de survie consistent à déployer et à consolider les réseaux de contacts personnels et familiaux afin de compter, dans une certaine mesure, sur une solidarité et un soutien qui aident à surmonter les moments de crise.

b) Stratégies politiques

Dans ses essais célèbres sur la culture de la pauvreté, Oscar Lewis se montre un peu surpris par l'absence d'esprit contestataire chez les marginaux urbains (voir, Lewis, 1969). En effet, plusieurs travaux démontrent la passivité et l'apathie qui caractérisent les groupes marginaux. Ces caractéristiques répondent, d'après quelques auteurs, à ce que Max Weber a appelé "la rationalité d'autoconservation", plutôt qu'à une passivité innée (Quijano, 1972; Cornelius, 1974; Montano, 1976). Ainsi, Montano (1976:51) cite une enquête selon laquelle plus des deux tiers des habitants des bidonvilles de Santiago, Chili, disent qu'ils n'appuieraient pas une révolution parce que "on nous tuerait ou nous crèverions de faim". Loin d'être contestataire, la participation des marginaux dans la politique en est une d'accommodation et de manipulation, dans un jeu où évidemment ils jouent le rôle le plus faible, mais moyennant lequel ils peuvent arriver à obtenir quelques bénéfices, tels que de l'eau courante, de l'électricité ou peut-être même un poste de petit fonctionnaire dans un bureau gouvernemental.

Selon Cornelius (1974:1137), "pour les habitants à faible revenu des villes d'Amérique latine, les demandes [au gouvernement] normalement n'impliquent pas de réclamations,

de manifestations, de protestations ou d'autres formes de comportement agressif". Dans l'ouvrage déjà cité de Butterworth et Chance, les auteurs arrivent à des conclusions semblables, et Safa décrit en détail comment les résidents des bidonvilles de San Juan donnent leur appui aux représentants du gouvernement en échange d'emplois, biens et services. "La tâche principale du 'comisario' [chef de police au niveau local], c'est de pourvoir des services pour ceux qui sont loyaux au parti -- des pierres pour les chemins, du bois pour réparer les maisons, des cautions pour ceux qui sont en prison -- en échange des votes le jour des élections" (Safa, 1974:74).

Dans le cas d'Asuncion, les options politiques des marginaux sont extrêmement limitées et les tentatives de confronter l'ordre politique sont violemment réprimées (voir, par exemple, Lewis, 1980; Vinocour, 1984; Amnistie Internationale, 1984). Par conséquent les mécanismes comme ceux mentionés ici deviennent encore plus indispensables et plus évidents. En fait, ils constituent, pour les marginaux, la seule voie accessible quand ils veulent obtenir des services essentiels comme l'eau courante, l'électricité, le titre légal du terrain occupé illégalement, etc. La réussite de ces démarches ne dépend pas de la légitimité de la demande mais de la bienveillance des autorités. Et cette bienveillance est dispensée dans la mesure où les sollici-

teurs se montrent loyaux au gouvernement et disposés à militer en sa faveur.

Bref, la dimension politique des stratégies de survie se manifestent par l'adaptation, l'accommodation et même le militantisme dans les rangs du parti au pouvoir en vue d'obtenir quelques bénéfices qui ne pourraient pas être acquis autrement.

Ici, comme c'est le cas pour les stratégies sociales, il faudrait une étude très approfondie pour saisir les mécanismes d'opération de ces stratégies, ce qui échappe aux possibilités d'une enquête par échantillonnage. C'est pourquoi nous ne tiendrons pas compte de cette dimension-ci, même si elle est, sans doute, importante.

c) Stratégies économiques

Comme on l'a déjà remarqué, le travail de Duque et Pastrana se préoccupait uniquement de la dimension économique des stratégies de survie, pour lesquelles "le trait dominant consiste en un ré-aménagement des fonctions à l'intérieur de l'unité familiale, en accentuant la participation économique de tous ou de la plupart des membres: la mère, les enfants aînés et mineurs, les co-résidents, voire les

parents proches" (Duque et Pastrana, 1973:177). En d'autres mots, la dimension économique des stratégies de survie se manifeste principalement par la multiplication des fonctions productives dans la famille.

Singer (1976) et Mathias (1983) arrivent à des conclusions qui vont dans le même sens que celles de Duque et Pastrana. Mathias (1983:31) constate que les familles ouvrières, dans les grandes villes de l'Amérique latine, "contraintes d'accroître leur revenu monétaire pour assurer leur survie dans les agglomérations urbaines... tendent à intégrer un nombre croissant de leurs membres dans le travail formel ou informel". L'évolution de la famille type de la classe ouvrière de Sao Paulo, Brésil, constitue un exemple très illustratif:

En 1958 elle comprenait en moyenne 4,5 membres dont 1 avec une occupation rémunérée, assurant un revenu familial réel de 8,54 Cr\$. En 1969 elle se compose de 4,9 membres, dont 2 engagés activement dans le travail urbain et dispose d'un revenu familial réel de 5,42 Cr\$ (Mathias, 1983:23).

Des résultats analogues ont été trouvés pour les grandes villes colombiennes et les quartiers périphériques de Belo Horizonte, Brésil. Comme on l'a déjà signalé, les secteurs formel et informel ne constituent pas deux systèmes indépendants régis par des dynamiques diverses, mais ils

s'articulent de manière à rendre possible la survie des familles ouvrières qui font face à des conditions de vie en processus de détérioration rapide. D'après ce qui a été exposé par Mathias, il apparaît évident que l'articulation entre les secteurs formel et informel en milieu urbain joue un rôle semblable à celui qui existe entre la paysannerie et le secteur agricole capitaliste dans le milieu rural, dans le sens que cette articulation permet la reproduction de la force de travail dans le contexte du capitalisme périphérique. Ce processus a été examiné par plusieurs auteurs, tels que Meillassoux (1975), Gregory et Piché (1981) et Miro et Rodriguez (1982).

Il vaut la peine de mentionner que l'analyse des données de l'Enquête de Main-d'Oeuvre d'Asuncion (1982), bien qu'elles ne permettent pas une analyse très détaillée, donne des résultats cohérents avec ce qui a été discuté ci-dessus: moins le revenu per capita est important, plus le nombre de membres du ménage qui ont une activité rentable est élevé.

En bref, il semble que les stratégies économiques de survie consistent à combiner l'activité économique d'autant de membres du ménage que possible, à la fois dans des activités des secteurs formel et informel, afin d'accroître les sources de revenu et ainsi compenser la paupérisation causée

par un système qui tend à exclure des vastes couches de la population des bénéficiaires de la croissance économique.

d) Stratégies démographiques

Les stratégies démographiques de survie impliquent que le ménage tente de contrôler le comportement démographique de ses membres -- c'est à dire leur migration, leur fécondité et leur nuptialité -- de manière à minimiser les risques d'extinction ou à améliorer les probabilités de subsister. On a intentionnellement exclu la variable mortalité de cette définition car nous supposons que normalement l'effort de toutes les familles, quelle que soit leur classe sociale, visent à éviter la mort de leurs membres par tous les moyens disponibles.

Mentionnons, toutefois, que Scrimshaw défend une opinion différente. Elle soutient que dans plusieurs cas la mortalité infantile élevée n'est pas due seulement à des facteurs biologiques incontrôlables, mais qu'il y a des comportements de 'sous-investissement' ou de 'négligence bénigne' (lesquelles peuvent être inconscients) qui favorisent la mortalité des enfants non-désirés. Elle appuie son hypothèse sur les cas des sociétés où il y a une préférence

pour les garçons plutôt que pour les filles, comme aux Indes et au Bangladesh, où les taux de mortalité infantile féminines sont beaucoup plus élevés (Scrimshaw, 1981:301). Vraisemblablement, dans plusieurs cas cette attitude d'insouciance envers les enfants peut être due à un sentiment d'apathie et d'impuissance occasioné par une situation d'extrême pauvreté et non pas à un effort délibéré de réduire les probabilités de survie des enfants, bien que cela n'explique pas la mortalité différentielle selon le sexe. En tout cas, on peut supposer raisonnablement que les efforts pour augmenter les probabilités de mourir des enfants constituent des cas exceptionnels et que la norme générale est, tout au contraire, que les ménages s'organisent pour minimiser la mortalité infantile. Dans le contexte du cadre théorique que nous proposons, la mort d'un enfant représente plutôt l'insuccès des stratégies de survie, et non pas le résultat d'une action réalisée plus ou moins volontairement.

i) La migration

De toutes les variables démographiques, la migration est la plus conjonctuelle et la plus sensible aux fluctuations économiques. Elle est aussi étroitement liée aux stratégies économiques des familles marginales. En effet,

plusieurs chercheurs présentent les migrations associées au travail comme un des moyens de survie les plus importants des groupes sociaux défavorisés. Mais en général ces investigations se rapportent seulement à la population rurale du Tiers-Monde plutôt qu'aux marginaux urbains (Par exemple Meillassoux, 1975; Gregory et Piché, 1981, sur l'Afrique; Miro et Rodriguez, 1982, sur l'Amérique latine).

Il reste un phénomène qui n'a pas encore été examiné; il s'agit de la mobilité spatiale et des modèles de migration de la population qui s'est déjà installée dans les quartiers marginaux. Il est possible qu'il y ait des déplacements saisonniers vers la campagne pendant le temps des récoltes où il y a une grande demande de main d'oeuvre; il existe aussi la possibilité de migrations temporaires vers les autres villes ou même de mouvements circulaires entre les divers quartiers marginaux d'une ville.

Dans le cas d'Asuncion, le mouvement de population des bidonvilles vers l'Argentine a été probablement assez important. On sait que l'émigration du Paraguay vers ce pays-là a été extrêmement élevée. En fait, elle a été un des courants de migration internationale le plus importants en Amérique du Sud (Marshall et Orlansky, 1982) et le fait que la moitié des émigrants aient moins de quatre années de

scolarité suggère que la plupart d'entre eux sont des travailleurs non-qualifiés (Secretaria Técnica de Planificación, 1980). On peut donc raisonnablement supposer qu'une partie importante d'entre eux sont partis des quartiers marginaux d'Asuncion, mais les données disponibles en ce moment ne permettent pas de le vérifier.

ii) La fécondité.

Bien que dans les pays du Tiers-Monde la relation entre le comportement reproducteur et la classe sociale n'est pas toujours claire, le fait que la fécondité des marginaux urbains est extrêmement élevée est généralement accepté (voir Giffin, 1980). Par exemple, si l'on prend le cas d'Asuncion, on a pu constater que les femmes qui ont été interrogées seulement en 'guarani' (la langue aborigène du pays) ont un indice synthétique de fécondité deux fois plus élevé que celles qui ont été interrogées en espagnol, 5,7 contre 2,6 enfants (Brizuela de Ramirez, 1981). Ici le fait de ne parler que le guarani dans le contexte urbain de la capitale est un indicateur évident de marginalité, puisque bien qu'elle soit une des langues officielles, elle n'est en fait qu'utilisée dans le langage populaire et informel. L'impossibilité de parler et d'écrire facilement l'espagnol implique nécessairement que la participation économique

devra s'exercer dans le secteur informel, où le revenu est extrêmement bas et discontinu et où les possibilités d'amélioration sont très faibles. Puisque notre thèse est axée sur la procréation, nous discutons de cela plus amplement dans les paragraphes qui suivent.

En général les enfants sont nés dans une union, les stratégies de reproduction sont donc sans doute associées à des comportements concernant la formation de ces unions. Les stratégies de nuptialité chez les marginaux n'ont pas été traitées dans la littérature démographique, c'est pourquoi on possède peu d'éléments à partir desquels on pourrait élaborer des hypothèses. On peut avancer, cependant, qu'une telle stratégie serait de commencer les unions plus jeunes. D'un côté, cela faciliterait le processus de procréation. D'un autre côté, cela impliquerait, tant pour l'homme que pour la femme, la possibilité d'avoir le soutien d'un adulte, soit comme fournisseur d'un revenu, soit comme aide ménagère.

1.3 Le rapport entre la pauvreté et la fécondité: les diverses théories

Etant donné que la 'démographie de la pauvreté' est un sujet qui n'a pas été exploré suffisamment, il n'existe pas un cadre théorique qui permettrait l'interprétation et une compréhension satisfaisante des tendances mentionnées plus haut. Une brève révision des principales 'écoles de pensée' nous permettra de faire une évaluation de leur possibilité de contribuer à la construction d'un cadre théorique pour saisir le comportement reproducteur des couches sociales défavorisées.

Une tendance dominante dans les années soixante, et qui a encore beaucoup d'influence dans le domaine de la démographie, est le mouvement de planification familiale. Il est intéressant de noter que l'apparition de ce mouvement coïncide avec celle de la littérature quasi apocalyptique de "l'explosion de la population" tels que "The Population Bomb" (Ehrlich, 1970), "The Population Dilemma" (The American Assembly, 1963), "The Population Problem" (Johnson, 1973). Pour en citer seulement quelques-uns. Ces deux courants de pensée s'appuient sur l'idée, explicite ou implicite, que la cause principale du sous-développement dans les pays du Tiers-Monde est leur croissance démographique incontrôlée. Ils partagent aussi une vision catastro-

phique de l'avenir de l'humanité si la croissance démographique n'est pas effectivement arrêtée.

Le présupposé de base du mouvement de planification familiale est que la fécondité élevée dans les pays sous-développés est le résultat de l'irrationalité et de l'absence d'une attitude "moderne" en matière de fécondité. D'après Raulet (1970:213), par exemple, "il est possible d'affirmer que les pays développés économiquement sont 'modernes' du point de vue démographique tandis que les pays non-développés économiquement sont 'non-modernes' du point de vue démographique". Cette affirmation ressemble beaucoup à celle de Taeuber (1964:33), quand elle propose que "aujourd'hui la majorité des gens de la terre peuvent être classés dans deux catégories: les démographiquement développés et les démographiquement sous-développés." Suivant une orientation semblable, Stycos (1962) a exprimé sa conviction que la limitation de la famille n'avait pas été adoptée dans certains pays de l'Amérique latine à cause de l'absence d'une organisation familiale adéquate et de la prévalence de tabous sociaux. Selon Davis (1967), si les femmes des pays sous-développés veulent avoir plusieurs enfants, c'est parce qu'elles ont hérité des modèles de comportements reproductifs des temps où la forte mortalité infantile exigeait une fécondité également élevée. Des points de vue semblables ont été énoncés par des auteurs tels que Berelson (1969),

Cadbury (1962) et d'autres.

Cette position a été fortement critiquée par Mamdani (1972). Il a attribué l'insuccès d'un programme de planification familiale dans un village du Punjab (Inde) non pas au fait que les villageois étaient irrationnels, mais au fait qu'ils désiraient beaucoup d'enfants. Selon lui, ils avaient besoin de ces enfants pour augmenter le nombre de travailleurs dans la famille, ce qui contribuait à améliorer leur probabilité de survie. Récemment Nag et Kak ont fait une sorte de reprise de l'enquête que Mamdani avait réalisée auparavant, et bien qu'ils montrent leur scepticisme à l'égard des résultats présentés par celui-ci, leurs conclusions appuient l'hypothèse qu'une baisse de la fécondité se produit seulement quand il y a des changements majeurs dans la société (dans ce cas particulier, l'introduction de technologie moderne, des innovations institutionnelles et l'expansion de l'instruction formelle) qui réduisent l'utilité économique des enfants (Nag et Kak, 1984).

Après plusieurs années de recherche, Caldwell est arrivé à une conclusion semblable à celle de Mamdani. Selon lui, la haute fécondité des populations en Afrique tropicale est le produit d'une stratégie consciente et rationnelle (même s'il n'utilise pas ces mots). Il soutient que les populations de l'Afrique tropicale et du Tiers-Monde en

général, mettent l'accent beaucoup plus sur la sécurité et sur le besoin de garantir la survie pendant les temps difficiles que sur la maximisation du profit pendant les temps de prospérité. Cette sécurité est obtenue par l'établissement d'un réseau de relations personnelles constitué grâce à la reproduction et au mariage (Caldwell, 1982:33-35).

Il faut ajouter que le mouvement de planification familiale a été critiqué non seulement à cause de sa validité empirique questionnable, mais aussi à cause de son contenu idéologique sous-jacent. Le fait d'attribuer la pauvreté généralisée du Tiers-Monde à sa croissance démographique "effrénée" donne une explication commode de la pauvreté et du sous-développement, ce qui permet d'ignorer les vrais facteurs qui sont à l'origine de ces problèmes (Bondestam, 1980; Gauvreau et al., 1986; Gregory et Piché, 1986).

Une autre approche dominante en démographie a été la 'théorie micro-économique de la fécondité' (New Home Economics), conçue pendant les années soixante surtout pour trouver un modèle explicatif des réductions des taux de fécondité, qui vont normalement de pair avec le développement économique. Cette théorie cherchait aussi à expliquer la relation négative entre le revenu et la fécondité, qui était devenue évidente dans les pays industrialisés de l'Occident. Expliqué d'une façon très concise et simple, ce

modèle suppose que les enfants sont des biens de consommation, et le nombre d'enfants qu'un couple aura est déterminé par la demande, comme n'importe quel autre bien de consommation. Cette demande, à son tour, est conditionnée par a) le seuil de contraintes budgétaires ('budget constraint line') et b) les goûts et préférences du couple. Cela veut dire que, étant donné un certain seuil de contraintes qui ne peut pas être dépassé, le couple doit choisir entre l'acquisition d'un certain nombre d'enfants et l'acquisition d'autres biens de consommation de manière à maximiser leur bénéfice (voir, Becker, 1960, 1965; Robinson et Horlacher, 1971; Easterlin, 1975; McClelland, 1983). Cet exposé est extrêmement simplifié, car il y a plusieurs facteurs qui interviennent dans ce modèle, et les divers auteurs donnent à chacun de ces facteurs plus ou moins d'importance selon sa propre position théorique: ces facteurs sont le coût de la technologie contraceptive, le prix des biens de luxe, la disponibilité de la technologie de production du ménage, la valeur du temps de la mère, la qualité des enfants, etc. Mais notre intention ici n'est que de présenter une brève esquisse qui nous permettrait d'évaluer si le modèle est adéquat pour l'analyse du comportement démographique des populations marginales.

Une des caractéristiques essentielles de ce modèle est qu'il suppose la rationalité de tout comportement reproductif, y compris celui des 'populations non-modernes', ce qui remet en question les prémisses de base du mouvement de planification familiale. Néanmoins, nous pensons que ce modèle n'est pas approprié pour interpréter le comportement reproductif des populations marginales. Ainsi, d'après ce modèle, les marginaux devraient avoir très peu d'enfants, puisque leur revenu extrêmement faible placerait le seuil de contraintes budgétaires à un niveau très bas. Mais, comme il a été signalé, la réalité s'avère être l'inverse, puisque la fécondité des femmes marginales est très élevée par rapport aux autres groupes sociaux. D'autre part, l'idée que ces gens, qui occupent les couches sociales les plus basses de la société et qui vivent au niveau de subsistance, puissent choisir entre plusieurs biens de consommation semble peu réaliste. Leurs choix, quand ils existent, se trouvent sérieusement limités par le manque de ressources.

La limitation du modèle micro-économique repose sur le fait qu'il a été développé sur l'hypothèse que le seul comportement rationnel possible est celui qui vise la maximisation de l'utilité. Mais, comme Caldwell l'a signalé, sous certaines conditions, la minimisation des risques ou simplement l'assurance de la survie du groupe familial représente

probablement un comportement beaucoup plus réaliste et raisonnable.

Il vaut la peine de mentionner que Leibenstein, qui est dans la ligne de la théorie micro-économique, propose une plus grande flexibilité à propos de l'hypothèse de la maximisation. Il soutient que les gens ne sont pas si calculateurs, qu'ils ne sont pas capables non plus d'évaluer exactement la nature d'un problème, et qu'ils n'ont pas la maîtrise sur toutes les options. Ils adoptent donc un certain degré de déviation par rapport à la maximisation (Leibenstein, 1982:40). Cependant, même s'il admet cette limitation, il n'en continue pas moins de défendre l'idée que toutes les actions sont orientées plutôt vers la maximisation. Il ne propose donc pas d'autre modèle explicatif.

Il y a plusieurs auteurs qui soutiennent que le fait d'avoir beaucoup d'enfants peut être un comportement rationnel et convenable pour les couches sociales plus défavorisées. En plus de Mamdani et Caldwell, déjà cités, on peut mentionner les travaux de Meillassoux (1975), Nag, Peet et White (1977), Gregory et Piché (1981), Nag (1981), Stark (1981a, 1981b). Une caractéristique que partagent tous ces travaux est qu'ils se sont intéressés aux populations rurales des pays non-développés. En ce qui concerne les margi-

naux urbains, il y a un grand manque de recherches empiriques à partir desquelles on pourrait élaborer des hypothèses de base. Pourtant, il est très raisonnable d'avancer que pour les familles urbaines défavorisées, avoir beaucoup d'enfants est aussi rationnel et convenable que pour les familles rurales.

En effet, pour les marginaux l'augmentation de la taille de la famille implique la multiplication, réelle ou potentielle, des sources d'aide économique. Ces enfants commencent à travailler à un âge très précoce, soit dans des activités rentables, soit dans des tâches domestiques, qui peuvent avoir aussi une valeur économique importante. Même des auteurs qui mettent en question le fait que les enfants constituent un avantage économique, admettent qu'ils sont 'fournisseurs de temps', c'est-à-dire que leur participation dans des activités domestiques libère les adultes d'une grande partie de ces tâches. Grâce à cela, les adultes peuvent compter sur plus de temps pour s'engager à des activités rentables (Lindert, 1980). Par exemple, nous avons constaté que la majorité des familles marginales n'ont pas de réfrigérateur ou eau courante dans leur maison. Cela veut dire qu'il faut aller au marché ou à l'épicerie du coin chaque jour, voire plusieurs fois par jour. Il faut aussi se déplacer souvent jusqu'au robinet public le plus proche. Avoir des enfants pour faire ces tâches peut signifier une

aide importante.

Un autre avantage d'avoir des enfants est la sécurité. En effet, malgré le fait que ces marginaux habitent dans une ville où tous les services sociaux et de la santé sont centralisés, les enfants représentent leur seul recours de sécurité au moment de la vieillesse et de la maladie. Les services sociaux et de santé, bien qu'ils sont proches du point de vue géographique, leur sont très souvent inaccessibles.

D'autre part, le coût de ces enfants est très faible. Les femmes reçoivent peu ou aucun type de soin pré-natal, l'accouchement a normalement lieu chez la femme en présence d'une sage-femme non-diplômée ou dans un hôpital public gratuit, et très souvent ni la mère ni l'enfant ne reçoivent de soin post-natal. Cette absence de contrôle et le fait que ces enfants soient 'bon marché' se traduisent par des taux de mortalité infantile extrêmement élevés. L'Enquête démographique de 1977 révèle que dans la capitale, la probabilité de mourir avant le deuxième anniversaire pour ceux dont la mère parle seulement le guarani est trois fois plus élevée que pour ceux dont la mère parle l'espagnol. Ce qui est encore plus frappant, c'est que la mortalité infantile des enfants marginaux est le double de celle des enfants du milieu rural (Gomez et Maccio, 1981). Cela met en évidence

leur condition de marginalité. Si les services de santé de la capitale leur étaient accessibles, sans doute les taux de mortalité ne seraient pas aussi élevés.

Le coût de l'éducation des enfants n'amène pas non plus de dépenses importantes au budget familial parce que si les enfants vont à l'école, c'est une école publique, donc gratuite, et dans plusieurs cas le revenu qu'ils produisent (en cirant des chaussures, en vendant des journaux, en mendiant, etc.) dépasse les dépenses pour leur éducation. En plus, on trouve plusieurs cas où les enfants ne vont pas à l'école tout simplement parce que leur famille n'a pas de ressources et qu'ils doivent travailler à plein temps pour contribuer au revenu familial.

Dans les paragraphes plus haut on a su reconnaître des éléments de la théorie micro-économique de la fécondité, à savoir que dans un contexte où les bénéfices que les enfants fournissent au groupe familial dépassent leur coût, les couples choisiront d'en avoir beaucoup. Mais, au contraire de la théorie micro-économique, selon notre hypothèse, le but de ce comportement n'est pas la maximisation du bien-être mais la minimisation des risques ou l'amélioration des probabilités de survie. Autrement dit, étant donné leur condition d'extrême pauvreté chronique, un des seuls moyens

disponibles sur lequel ils exercent un certain contrôle c'est leur capacité reproductive. Par l'usage de cette capacité, ils tâchent d'augmenter la force de travail et les sources de soutien du groupe familial et, on peut avancer que plus la situation de marginalité et de carence est aigue, plus le couple ou la femme sera motivé pour avoir beaucoup d'enfants.

1.4 La relation entre la mortalité infantile et la fécondité

D'après l'approche 'transactionnelle' (transactional approach), dans un environnement de mortalité élevée, il vaut mieux distribuer les investissements entre plusieurs 'partenaires', pour s'assurer contre la mortalité et d'autres risques, tandis que dans un environnement de faible mortalité l'investissement peut se concentrer entre peu de 'partenaires' avec assez de sécurité. C'est pourquoi dans le premier cas la fécondité tend à être beaucoup plus élevée que dans le deuxième (voir Ben-Porath, 1980). Une autre hypothèse associée à la relation entre la mortalité et la fécondité, et qui a été le noyau sous-jacent de la théorie de la transition démographique est que la haute fécondité qui caractérise les populations 'non-modernes' est due aux efforts pour compenser les effets de la mortalité élevée. Enoncée d'une façon plus explicite, cette hypothèse

soutient que la forte mortalité infantile contribue à augmenter la fécondité par les biais des effets suivants:

- a) L'effet de remplacement, se produit quand le couple décide d'avoir un autre enfant pour en remplacer un qui est mort, et ainsi maintenir la taille désirée de la famille.
- b) L'effet d'assurance: le couple décide d'avoir un nombre d'enfants qui dépasse le nombre vraiment désiré pour se prémunir contre l'effet de la mortalité future probable, même s'ils n'ont pas subi eux-mêmes le décès d'un enfant en bas âge. De cette façon, le couple essaie de s'assurer un certain nombre d'enfants pour la vieillesse face à des situations de mortalité élevée.
- c) L'effet physiologique, qui est indépendant de la volonté des couples, mais qui augmente la probabilité d'une nouvelle grossesse. Le plus évident de ces effets est l'interruption de l'allaitement causée par le décès d'un enfant, ce qui, à son tour, facilite le recommencement de l'ovulation, augmentant par le fait même les probabilités d'une nouvelle conception. (voir Rutstein et Medica, 1975; Brass et Barrett, 1975; Friedlander, 1977).

Néanmoins, comme le signalent Brass et Barrett (1975:35), les efforts pour mesurer ces effets et démêler l'un de l'autre rencontrent des complications méthodologiques difficiles à surmonter, même si l'on trouve des corrélations significatives entre la fécondité et la mortalité. La relation peut être fausse si, par exemple, ces deux variables sont liées à une troisième qui agit également sur elles, tel que le revenu familial ou le niveau d'éducation de la mère. Il est aussi difficile de discerner la direction de la causalité. C'est un fait reconnu que la fécondité influe sur le niveau de mortalité. Les probabilités de survie sont plus réduites pour les enfants d'une parité plus élevée. Cela donne lieu à une corrélation entre la fécondité et la mortalité infantile, mais dans ce cas c'est la fécondité qui influence la deuxième, plutôt que l'inverse. Enfin, une troisième complication difficile à résoudre est la séparation des effets purement biologiques de ceux qui sont attribuables au comportement volitif du couple.

Dans une étude récente au Java Central, Santow et Bracher (1984:251-252) ont essayé d'une façon très systématique d'isoler les mécanismes biologiques des actions volitives. Ils confirment que "il est raisonnable de se poser la question suivante: la relation positive observée entre la mortalité infantile et les intervalles génésiques

réflète-t-elle vraiment des tentatives délibérées de remplacer des enfants décédés ou s'agit-il seulement d'un effet physiologique direct?". Ils arrivent à la conclusion que la volonté joue un rôle secondaire pour déterminer le temps qui se passe entre la mort d'un enfant et une nouvelle grossesse, et que la variable qui a l'effet le plus significatif sur la durée de l'intervalle intergénéral est la scolarité de la mère.

Ces conclusions coïncident avec celles de Rutstein et Medica (1975), Friedlander (1977), Ware (1977) et Heer (1983). Ils partagent aussi l'opinion que la relation entre la mortalité et la fécondité est très faible et que ce sont les variables de type socio-économique qui sont déterminantes. Knodel (1978), après avoir examiné les données historiques de plusieurs villages européens, conclut que les effets physiologiques sont beaucoup plus importants que l'intention consciente de remplacer les enfants décédés.

Il faut conclure, alors, que bien qu'il soit raisonnable de supposer que la prévalence d'une mortalité infantile élevée amène les couples à avoir un grand nombre d'enfants, cette hypothèse n'a pas encore été corroborée empiriquement ni avec des données agrégées ni avec des données individuelles, malgré la grande quantité de recherches qui ont été faites sur ce sujet.

1.5 L'unité d'analyse

En ce qui concerne l'unité d'analyse que l'on doit utiliser pour traiter les stratégies de survie, il existe un consensus assez généralisé pour que ce soit la famille. En effet, c'est la famille qui organise et réalise ces stratégies qui, à leur tour, sont destinées à la survie de cette même famille. Mais à la différence de l'individu -- l'unité d'analyse dans la plus grande partie des ouvrages démographiques -- la famille est sujette à recevoir des définitions variables selon les cultures, car elle peut avoir des structures et des fonctions assez disparates dans les diverses sociétés, voire selon chaque groupe social dans une même société. Ainsi, plusieurs auteurs soutiennent qu'il est assez vain de rechercher une définition généralisable de la famille, mais qu'il faut plutôt en trouver une pour chaque société concrète (par exemple, Péron, 1979; Rodriguez, 1981). On peut quand même accepter, en termes très abstraits, que la famille constitue le milieu où s'accomplit la plus grande partie de la reproduction quotidienne et générationnelle des agents sociaux, et qu'il est possible de réussir à opérationnaliser ce concept pour chaque cas spécifique. Or, un concept inséparable de la famille est celui de 'cycle de vie familiale': les phases et les mutations par lesquelles les familles passent dès leur formation jusqu'à leur désintégration. On peut distinguer les phases a) pré-

parentale ou de fondation, constituée par la couple qui n'a pas encore d'enfants, b) d'agrandissement, déterminée par les naissances successives d'enfants, c) de stabilité, où tous les enfants sont déjà nés et toujours présents au foyer, d) de contraction, causée par le départ des enfants et e) post-parentale, où la couple vit seul jusqu'à sa dissolution. 2/

Ces phases sont sûrement associées aux conditions économiques de la famille. Plusieurs auteurs ont traité de la façon dont les différents types de familles se sont développés en fonction des facteurs structurels, à savoir selon leur mode d'insertion dans le système productif (voir, par exemple, Meillassoux; 1975, Bertaux, 1977; Singer, 1978; Menahen, 1979). On peut supposer aussi que, dans une certaine mesure, même les conditions conjoncturelles, c'est-à-dire les périodes de prospérité et de stagnation économique, influent sur la dynamique des cycles de vie familiale.

Or, au niveau de l'unité domestique, chaque phase de ce cycle est sans doute associée à des situations économiques plus ou moins difficiles ou, dans le contexte de notre recherche, à des situations où les risques de ne pas pouvoir assurer la survie de chaque membre du groupe familial sont plus grands. Ainsi, la période de formation ou d'agrandis-

sement, où les enfants sont encore trop petits pour s'engager effectivement à des activités économiques rémunératrices et où le couple est encore jeune, doit être la plus difficile, alors qu'au fur et à mesure que les enfants commencent à travailler dans des occupations rentables, la situation de la famille devient plus aisée. Une crise importante se produit sans doute dans la phase post-parentale, particulièrement si les enfants qui ont quitté la maison ne fournissent pas de l'aide économique aux parents. Ces derniers ne bénéficient que très rarement de quelque sorte de retraite, et dans le contexte que nous étudions, il n'existe pas un programme de protection sociale pour les personnes âgées.

Le modèle des cycles de vie familiale a l'avantage de permettre l'étude de la famille à partir d'une perspective dynamique, mais évidemment il comporte une simplification. Il fait abstraction des phénomènes perturbateurs et des altérations (des familles incomplètes par l'infécondité des couples, des cycles interrompus par le décès prématuré des parents ou des enfants, ou par la séparation des parents, etc.). Par conséquent, le cycle des familles "aberrantes" ne peut pas être saisi. De plus, on peut critiquer aussi que ce modèle ne représente que le cycle modal d'une famille biologique typique des sociétés occidentales. Dans les sociétés où l'unité domestique est normalement constituée par une famille élargie par exemple, les cycles de vie fami-

liale doivent être très différents.

L'applicabilité de ce modèle est aussi douteuse dans une population marginale comme celle qui nous intéresse, parce qu'on y trouve une grande proportion de cas "aberrants". D'abord, c'est une communauté où la mortalité des enfants est extrêmement élevée, et deuxièmement, une grande partie de ces familles sont formées à partir d'unions consensuelles, lesquelles sont généralement plus instables. C'est pourquoi il y a plusieurs familles qui n'arrivent pas à compléter leur cycle de la façon prévue par le modèle.

Pour pouvoir faire une étude assez détaillée des cycles de vie familiales tels qu'ils ont été exposés plus haut, il faudrait faire des observations suivies à long terme, opération très coûteuse et laborieuse. Normalement, on fait les observations à partir d'une coupe transversale où chaque famille se trouve dans une certaine étape de son cycle de vie, et on fait l'analyse moyennant une sorte de synthèse sous l'hypothèse que les situations observées sont représentatives des expériences des cohortes.

Les données d'une grande partie des enquêtes sur la fécondité ne permettent pas de faire une telle synthèse, car l'échantillon comporte un biais important en faveur des familles dans les phases pré-parentales et d'aggrandissement,

et il sous-estime celles dans les dernières phases. Ceci vient de ce qu'en général les échantillons incluent seulement les ménages où il y a au moins une femme dans la période de reproduction. L'enquête sur laquelle nous basons notre analyse empirique ne constitue pas une exception à cette règle générale. Nous écartons donc ce concept de notre cadre théorique, à cause de ces limitations opérationnelles.

Bref, la notion de cycle de vie familiale est certainement un élément théorique d'importance. Mais compte tenu des faits qu'un grand nombre des familles que nous examinons ne s'y ajustent pas, et que notre échantillon n'est pas également représentatif des familles dans toutes les étapes de ce cycle, nous n'incorporons pas cette notion dans notre cadre théorique de façon explicite. Cependant, l'âge de la femme nous donne une indication approximative de l'étape du cycle familial où la famille se trouve au moment de l'entrevue, et nous faisons appel à cet variable très souvent au cours de notre analyse.

Enfin, en optant pour la famille comme unité d'analyse, il ne faut pas oublier que, comme nous l'avons déjà signalé, les actions et interactions orientées vers la survie dépassent très souvent la famille nucléaire et l'unité domestique. Ainsi, dans son étude sur les habitants des quartiers

marginaux de la ville de Mexico, Lomnitz décrit minutieusement ce qu'elle appelle les "réseaux d'échange réciproque", un type de structure qui facilite la mobilisation des ressources sociales des marginaux pour qu'ils puissent assurer leur subsistance face à une situation de dénuement critique et chronique. Selon cette auteure, "Le dilemme 'marginal'... n'est pas tellement de savoir comment vivre avec un revenu inadéquat mais comment survivre pendant les périodes fréquentes de revenu zéro... Il y a une seule manière de s'en sortir: par l'utilisation des ressources sociales des individus" (Lomnitz, 1977:208). Ces réseaux ne constituent pas seulement des structures sociales, mais ils forment aussi une base d'entraide économique importante dans les bidonvilles.

De la même manière, Safa décrit la cohésion des voisinages dans les bidonvilles de San Juan, Puerto Rico (Safa, 1974) et Butterworth et Chance décrivent les "réseaux informels", comme "des nouveaux arrangements nécessaires pour la survie" face à l'impossibilité des marginaux d'avoir accès à des institutions comme les hôpitaux, les services de crédit, etc., dans les villes d'Amérique latine (Butterworth et Chance, 1981).

Non seulement l'existence de tels réseaux constitue-t-elle un fait incontestable, mais il est aussi vrai qu'ils existent parce qu'ils représentent un bénéfice, sinon immédiat du moins potentiel, et la seule source de sécurité sur laquelle les familles marginales peuvent compter. L'affaiblissement de ces réseaux étendus dans les couches plus favorisées reflète le fait que les familles n'y participent que si elles voient qu'une telle participation est avantageuse.

1.6 Les hypothèses de travail

Ce que nous avons discuté dans les pages précédentes montre que le phénomène que nous essayons de comprendre est extrêmement complexe et qu'il englobe plusieurs aspects de l'activité humaine. Il n'y a pas de moyen simple et direct d'observer et de mesurer comment les gens développent des stratégies de survie, et comment ils les mettent en pratique dans leur vie quotidienne. Pour pouvoir y arriver, il faut au préalable limiter les dimensions du phénomène qu'on veut examiner. Nous nous concentrons sur la perspective démographique de ce problème, ou plus précisément, sur les processus par lesquels le comportement reproducteur des couches marginales peut devenir une partie de dites stratégies.

L'hypothèse sur laquelle ce travail est axé, est que la fécondité nettement supérieure qui caractérise les marginaux urbains n'est pas une résultante de leur fatalisme et de leur irrationalité, ni de leur hésitation à pratiquer la contraception. Elle est plutôt attribuable à une stratégie de survie consciente et délibérée qui, face à une situation d'extrême pauvreté, vise à accroître les sources potentielles de soutien de la famille par le biais de la procréation. Cela ne veut pas dire que ces femmes n'ont d'enfants que pour en tirer des profits. Une telle assertion serait, sans aucune doute, fallacieuse. Mais elles perçoivent qu'il est plus avantageux de s'entourer d'une famille nombreuse quand la situation devient très précaire, soit pour avoir plus d'aide pour les travaux domestiques, soit pour accroître les sources de revenu.

A partir de cette hypothèse de base, nous proposons de façon plus concrète les hypothèses suivantes:

- a) Plus la situation de pauvreté s'aggrave, plus la participation économique des membres de la famille s'intensifie afin de compenser cette situation.
- b) Plus la situation de pauvreté s'aggrave, plus les femmes montrent, indépendamment de leur niveau de scolarité, des attitudes favorisant le travail des enfants. Par contre, plus elles tendent à prévoir pour leurs

enfants une scolarisation faible.

- c) Plus la situation de pauvreté est critique et plus les possibilités d'une amélioration dans le futur semblent faibles, plus les femmes s'attendent à avoir beaucoup d'aide des enfants dans la vieillesse.
- d) Les femmes marginales sont pour la plupart au courant des méthodes anticonceptionnelles efficaces, et l'utilisation de celles-ci est plutôt répandue. Cela veut dire que leur fécondité élevée n'est pas attribuable au fait que les couples ignorent les dites méthodes, ou qu'ils hésitent à s'en servir à cause de leurs attitudes traditionnelles.
- e) Les femmes qui pensent que les enfants deviendront des soutiens pour la famille plus jeunes, et qui croient que la famille devra investir moins dans leur scolarisation, ont une fécondité plus élevée que celles qui favorisent la scolarisation des enfants plutôt que leur participation économique.
- f) Indépendamment de l'âge et du degré de scolarité de la femme, l'aggravation de la pauvreté entraîne une augmentation de la fécondité. Il n'y pas, pourtant, une augmentation significative du nombre d'enfants non désirés, ce qui veut dire que telle fécondité est pour la plupart le résultat d'un effort conscient.

Ici, nous voulons souligner deux choses. Premièrement, comme nous le constatons, toutes ces hypothèses supposent une logique cohérente sous-jacente au comportement reproducteur. En deuxième lieu, pour pouvoir corroborer l'applicabilité de la notion de stratégie de survie dans l'étude du comportement reproducteur, ces hypothèses doivent être examinées dans l'ensemble, toujours en tenant compte du contexte de l'hypothèse principale. Alors, au cours des chapitres qui suivent, nous examinerons empiriquement ces hypothèses afin de voir si effectivement elles vont dans les sens que nous proposons.

NOTES

- 1 Selon cet auteur, dans le capitalisme compétitif le système économique agit en fonction des lois du libre marché où il existe une concurrence entre des entrepreneurs individuels. Dans une étape plus avancée, le capital devient beaucoup plus concentré et ce sont les monopoles et les oligopoles qui contrôlent l'économie par la manipulation du marché.

- 2 Ce schéma a été proposé par Peron et Lapierre-Adamcyk dans "Le cycle de la vie familiale comme cadre d'analyse de la statistique des familles" (1986). Essentiellement il est semblable à ceux qui ont été suggérés par d'autres auteurs (par exemple, Kono, 1977; Santini, 1977).

CHAPITRE II

LES DONNEES ET LA METHODOLOGIE

Pour faire un examen empirique des hypothèses que nous avons discutées dans le chapitre précédent, il faut observer le rapport entre le comportement reproducteur et les conditions socio-économiques d'une population marginale. Nous faisons cela, prenant le cas concret des bidonvilles d'Asuncion, la capitale et la ville la plus importante du Paraguay.

Asuncion est l'une des capitales les moins dynamiques et les moins industrialisées de l'Amérique latine. Elle est sans doute la seule capitale dont le taux d'accroissement de la dernière période intercensitaire est inférieur à celui enregistré pour l'ensemble du pays (1,6 contre 2,5 pourcent). Selon les chiffres du dernier recensement (1982), la population de cette ville est d'à peu près 460.000 habitants, et selon les estimations que nous avons faites pour la base de sondage de notre enquête, environ 61.000, soit 13 pour cent de la population totale, habitent dans les bidonvilles.

On ne pourrait pas vérifier les hypothèses que nous proposons avec les données secondaires disponibles. Les données sur la fécondité sont relativement abondantes. En plus des recensements decennaux qui permettent l'estimation des taux de fécondité par la méthode de Brass ou la méthode des propres enfants, on peut compter sur la "Contraceptive Prevalence Survey" et l'Enquête démographique retrospective, les deux datant de 1977. On a aussi l'Enquête nationale de la fécondité, réalisée en 1979 dans le contexte des Enquêtes Mondiales de Fécondité.

Grâce aux Enquêtes sur la main-d'oeuvre, l'information concernant les caractéristiques économiques et la situation de l'emploi de la population est aussi très importante. A Asuncion ces enquêtes annuelles ont été réalisées de 1976 à 1984 par le Bureau de la statistique et du recensement du Paraguay.

Mais les enquêtes démographiques ci-dessus mentionnées n'ont presque aucune information concernant la situation économique de la famille, et les enquêtes de main-d'oeuvre manquent d'information sur le comportement reproducteur des femmes. Donc, ces sources sont insuffisantes pour analyser en profondeur les rapports entre les variables socio-économiques et les variables démographiques, ce qui est indispensable pour évaluer nos hypothèses. En outre, aucune

de ces sources ne se concentre sur la population marginale, ce qui rend leur utilité encore plus limitée pour nos objectifs.

Compte tenu de ces restrictions, nous avons fait une enquête. L'échantillon est composé des personnes résidant dans les bidonvilles d'Asuncion. Ce travail a été possible grâce à une subvention du Centre de Recherches pour le Développement International à Ottawa. Les questionnaires et la base de sondage ont été élaborés dans le but précis d'évaluer empiriquement les hypothèses axées sur la notion de stratégie de survie.

Si la conceptualisation de "population marginale" constitue un problème plutôt épineux, opter pour une définition opérationnelle valable l'est autant. La solution la plus pratique est d'adopter le critère écologique. On définit comme population marginale celle qui réside dans les bidonvilles, les secteurs de la ville où l'extrême pauvreté est très évidente et où elle tend à se concentrer.

Mais le fait qu'une famille soit installée dans un bidonville n'implique pas qu'elle soit nécessairement marginale du point de vue économique. De la même manière, on peut trouver des familles économiquement marginalisées, mais qui n'habitent pas dans les bidonvilles. En d'autres mots, le

critère écologique ne donne pas une définition tout à fait exacte. Quoiqu'il en soit, c'est dans les bidonvilles que l'on retrouve les plus importantes agglomérations de masse marginale. Ce critère permet, de plus, l'élaboration d'une base de sondage adéquate pour une enquête.

Bref, la définition opérationnelle de population marginale à partir du critère écologique a des limites. Mais elle englobe tout de même la plus grande partie de cette population nous laissant ainsi la possibilité de l'élaboration d'une base de sondage. L'univers de notre étude est donc constitué de la population installée dans les bidonvilles d'Asuncion, résidant dans un ménage où il y a au moins une femme aux âges fertiles (de 15 à 49 ans). Dans le présent travail, nous appelons cette population alternativement population marginale ou population résidant dans les bidonvilles.

Pour localiser les bidonvilles, nous avons eu recours à l'information de la Municipalité d'Asuncion et de l'Action Pastorale Sociale de l'Eglise. Avant l'élaboration de la base de sondage, nous avons visité tous les quartiers définis par les dites institutions comme marginaux. Cela nous a permis de préciser leur limite, le nombre de districts de recensement et le nombre d'îlots dans chacun de ces quartiers, à l'aide de la cartographie actualisée du Bureau de

la statistique et du recensement. Dans un deuxième temps, nous avons calculé la population de ces quartiers à partir des données détaillées par district et par îlot du dernier recensement.

A Asuncion on peut distinguer deux zones marginales: la zone non-inondable ou zone de résidence permanente et la zone inondable. Cette dernière est régulièrement couverte d'eau par les débordements périodiques du fleuve Paraguay, rendant forcément sa population très mobile. Cela peut évidemment compliquer le travail sur le terrain. Selon les chiffres du recensement, 29.800 personnes habitaient 13 quartiers de la zone non-inondable, et 31.000 habitaient les 5 quartiers inondables.

Le plan de sondage a été fait en deux étapes, probabiliste et en grappe, les unités primaires d'échantillon étant les districts de recensement. Le nombre de districts sélectionnés par quartier était proportionnel à leur population. Dans une deuxième étape, on a sélectionné, aussi aléatoirement, les maisons à visiter dans chaque district. Le nombre de ménages par district varie entre 20 et 27, mais on a décidé de visiter seulement 5 ménages par district, afin de donner à l'échantillon la plus grande dispersion spatiale possible. Si dans l'échantillon se présentait un ménage où il n'y avait pas de femmes aux âges fertiles, il était rem-

placé systématiquement par le ménage immédiatement à gauche.

Le travail sur le terrain a eu lieu du mois d'avril au mois de mai de 1984. Heureusement, pendant ces mois le fleuve était dans son cours normal, ce qui a beaucoup facilité le travail sur le terrain dans les zones inondables. Quelques familles affectées par la dernière inondation (de juin à juillet de 1983) étaient encore installées dans des campements provisoires de sinistrés, mais elles n'étaient pas très nombreuses. Nous n'avons donc pas eu de difficulté à les localiser selon le lieu de résidence qu'elles auraient eu dans des circonstances normales.

Le nombre visé de ménages à inclure dans l'échantillon était de 1200. Nous avons réussi à obtenir toute l'information de 1144 ménages, ce qui signifie un taux de succès de 95,3 pour cent. Au total, 6451 personnes ont été incluses dans l'échantillon, représentant un peu plus que 10 pour cent de la population marginale. Nous avons utilisé deux questionnaires. Le premier permettait de saisir l'information concernant: a) les conditions physiques du logement (matériaux des murs, du toit et du plancher; si le logement avait été touché par la dernière inondation, etc.); b) les caractéristiques démographiques des tous les membres du ménage (relation de parenté avec le chef, sexe, âge, état civil, etc.); c) le type d'activité de tous les membres âgés

de 5 ans ou plus (la profession, la situation dans la profession, le revenu mensuel, la scolarité, etc.). Avec ces informations, il a été possible de dresser un profil relativement exact de la condition socio-économique des ménages où l'on retrouve des femmes en âge de procréer

Pour ce qui est du comportement reproducteur, nous avons interrogé avec succès 1587 femmes entre 15 et 49 ans. En plus de l'information sur l'activité économique déjà mentionnée, on a également obtenu des informations sur: a) l'histoire de grossesses, incluant la date, le type (naissances vivantes, mortinatalité, fausse couches, etc.), et le rang de chaque événement; b) les soins médicaux recus par la mère et les enfants; c) l'état civil de la femme au moment de l'entrevue; d) la connaissance et l'utilisation de la contraception et la régulation des naissances; e) les attitudes à l'égard du travail et la scolarité des enfants, et la taille désirée de la famille. L'ensemble de ces données permettent l'analyse des relations entre les conditions socio-économiques des familles, le comportement reproducteur et les attitudes qui influencent ce comportement. Ainsi, à partir de ces données, il est possible de vérifier nos hypothèses.

Quant à la méthode d'analyse, nous recourons aux tableaux croisés, pour l'analyse des variables nominales, et à l'examen des différences entre les valeurs moyennes, quand il s'agit d'analyser une variable dépendante discrète. A l'exception de rares cas, nous limitons notre analyse et notre discussion aux résultats ayant une signification statistique acceptable, soit de 95 pour cent ou plus.

Le phénomène que nous essayons de saisir est assez complexe, et les facteurs qui entrent en jeu sont nombreux. L'utilisation exclusive de distributions de pourcentage et de moyennes aurait limité la capacité d'analyse. En effet, en examinant plus de trois variables à la fois, le nombre de cas dans les catégories étudiées devient souvent insuffisant. Ainsi, les valeurs résultant de ces analyses deviennent très fluctuantes et statistiquement non significatives. C'est pourquoi la plus grande partie de notre analyse est axée sur l'analyse de classification multiple (Multiple Classification Analysis), qui permet l'incorporation de plusieurs variables simultanément, sans diminuer sa signification statistique.

L'analyse de classification multiple consiste en une combinaison d'analyse de covariance et d'analyse de régression multiple. Elle a d'ailleurs l'avantage sur cette dernière puisqu'elle permet l'utilisation de variables nomi-

nales -- dénommées "facteurs" -- et de variables discrètes ou continues -- dénommées "covariantes" -- dans la même opération. Par contre, la variable dépendante doit être discrète ou continue. Enfin, soulignons qu'il n'est pas nécessaire de supposer qu'il n'y a pas d'association significative entre les variables indépendantes, ce qui est très avantageux aussi.

Par le moyen de cette méthode, les déviations qui se produisent dans les catégories de chaque facteurs par rapport à la moyenne générale, peuvent être ajustées de façon à tenir compte des autres facteurs et covariantes incorporées dans l'analyse. En d'autres mots, nous obtenons des valeurs hypothétiques de moyennes dans chaque catégorie des facteurs, si ces facteurs agissaient sur la variable dépendante sans l'influence des autres variables indépendantes qui sont incluses dans l'analyse. Cette procédure s'avère très efficace pour estimer l'effet net de chaque variable indépendante après que l'effet des autres ait été contrôlé. On peut noter ici que le résultat obtenu ressemble à celui qu'une analyse de corrélation partielle produirait, avec en plus l'avantage de pouvoir utiliser des variables nominales. Mentionnons enfin, que dans les tableaux produits par l'ordinateur, les valeurs moyennes sont présentées comme déviations de la moyenne générale. Nous avons converti ces déviations en moyennes comme telles, par une simple opéra-

tion d'addition, dans laquelle les dites déviations sont additionnées à la moyenne générale. Nous ne faisons cela que pour rendre les résultats plus apparents et plus facile à inter.préter Cette opération n'affecte en rien la validité de l'analyse.

Les tableaux résultants de l'analyse de classification multiple fournissent aussi trois statistiques d'intérêt pour l'intérpretation des résultats: a) le coefficients "eta", équivalent aux coefficient de corrélation d'ordre zéro, c'est-à-dire sans faire d'ajustement pour tenir compte de l'effet des autres variables; b) les coefficients "beta", qui correspondent aux coefficients de corrélation partielle, après avoir contrôlé l'effet des autres variables; c) le coefficient de corrélation multiple au carré, qui estime la proportion de la variation de la variable dépendante qui peut être statistiquement expliquée par l'ensemble de facteurs et covariantes inclus dans l'analyse. L'observation de tous ces éléments donne une vision assez complète du poids de chacune des variables indépendantes, abstraction faite des autres, de même que du pouvoir explicatif de toutes ces variables en tant qu'ensemble.

Soulignons enfin qu'étant donné les objectifs mêmes de l'étude entreprise, notre population est constituée des familles entre lesquelles il y a beaucoup de ressemblance.

Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, les résidents des bidonvilles ne forment tout de même pas une population parfaitement homogène. Néanmoins, le fait d'y demeurer implique que les différences socio-économiques entre ces familles sont beaucoup moins importantes que ce qu'on trouverait en examinant l'ensemble de la population.

D'un côté, ces ressemblances amoindrissent la variation des variables qu'on examine, ce qui fait que l'association entre elles se montre parfois très faible, même si significative. D'un autre côté, nous avons l'avantage d'examiner une catégorie spécifique et bien délimitée de la société. Ainsi, nous avons donc plus de certitude que les relations observées entre les variables sont produites par les variables elles mêmes et non pas par la catégorie sociale ou classe des familles incluses dans l'échantillon. Quoique cette dernière variable soit difficile à mesurer et à contrôler, son influence sur le comportement reproducteur est souvent déterminante.

Après ces notes et commentaires concernant les données et la méthodologie sur lesquelles notre travail s'appuie, nous présenterons dans les prochains chapitres la vérification empirique de nos hypothèses.

CHAPITRE III

LA SITUATION ECONOMIQUE DES MARGINAUX

3.1 D'où viennent les marginaux?

Sans doute un des phénomènes les plus marquants de la dynamique démographique en Amérique latine au cours de ce siècle a-t-il été l'accroissement explosif de ses agglomérations urbaines, surtout à partir des années cinquante. Les pays industrialisés ont aussi passé par un processus d'urbanisation très important, mais le rythme en a été plus modéré et, généralement, cette urbanisation allait de pair avec une croissance de la production industrielle qui absorbait la plus grande partie de la force de travail qui s'était déplacée vers la ville (Lampard, 1983). Les villes latinoaméricaines, au contraire, se sont agrandies et ont évolué surtout en tant que centres de commerce extérieur. Dans la majorité des cas, le secteur industriel n'a pas été suffisamment dynamique pour assimiler la population active qui migrait, parfois de façon massive, vers les centres urbains (Portes et Walton, 1976; Roberts, 1979).

Un phénomène également marquant, et étroitement lié à celui de l'urbanisation, a été la formation de vastes zones écologiques d'extrême pauvreté, dont le paupérisme, les mauvaises conditions de logement et le manque de services essentiels sont les traits dominants. Depuis l'époque de la colonisation, les villes fonctionnaient comme les sièges des classes privilégiées, qui accaparaient dans un petit nombre de familles la plus grande partie des richesses. Donc la pauvreté urbaine n'est pas un phénomène récent. Mais l'ampleur et l'acuité de cette pauvreté constituent un trait de l'histoire moderne (Portes et Walton, 1976).

Le développement de ces zones 'marginales' a été souvent discuté par les spécialistes des sciences sociales, qui ont donné à ce phénomène différents noms: 'urbanisation sauvage' (Cardona, 1971; Castells, 1971), 'squatter settlements' (Portes et Walton, 1976), 'barriadas' (Matos Mar, 1962), 'urbanisation incontrôlée' (Turner, 1968), etc. Et à cause de la coïncidence temporelle entre l'accroissement des villes par l'immigration et l'élargissement des bidonvilles, on a le plus souvent supposé que les quartiers marginaux sont une sorte de centre d'accueil pour les immigrants ruraux. Ainsi, Matos Mar (1962:176), par exemple, affirme que:

Les habitants des régions rurales qui viennent à la ville ont leur mode de vie propre qui est celui d'une population sous-développée, de mentalité paysanne... Ainsi, les immigrants installés à Lima --de préférence dans les *barriadas*-- restent fidèles à leur mode de vie traditionnel...

Cet apport de population accroît encore la masse de main-d'oeuvre non-qualifiée et par conséquence mal payée. La présence de main-d'oeuvre à bon marché et désorganisée entrave les efforts visant à améliorer les conditions de vie et de travail et fait obstacle aux campagnes entreprises pour accroître la productivité et rationaliser l'économie.

Il y a aussi d'autres auteurs qui, même s'ils ne n'attribuent pas aux immigrants le manque de dynamisme de l'économie et l'absence d'amélioration des conditions de vie des travailleurs, conçoivent les bidonvilles comme des centres d'accueil pour les immigrants qui, à cause de leur origine défavorisée, sont incapables de s'installer ailleurs (Frankenhoff, 1967; Weisslitz, 1971). Mais, comme Portes et Walton (1976) le signalent, la recherche empirique a systématiquement réfuté l'existence d'une division spatiale nette entre les natifs de la ville et les immigrants. L'écart entre ceux qui habitent les quartiers proprement urbanisés et ceux qui habitent les bidonvilles est produit non pas par des facteurs de résidence d'origine (immigrants vis-à-vis natifs) mais par la hiérarchisation des classes sociales.

Les données disponibles pour Asuncion corroborent l'affirmation de ces auteurs. Une étude sur la migration interne vers Asuncion a prouvé que la population immigrante se distribue de façon semblable dans tous les quartiers de la ville, y compris les quartiers populaires (Centro Paraguayo de Estudios Sociologicos, 1974), et des données plus récentes montrent que la proportion de nouveaux immigrants (arrivés l'année précédente) est presque identique dans les bidonvilles et dans la totalité de la capitale (2,6 et 2,4 pour cent, respectivement). 1/

En outre, il est raisonnable de supposer que si les bidonvilles étaient en quelque sorte la première étape d'un processus d'assimilation des immigrants ruraux, ceux-ci devraient se loger surtout dans les secteurs plus pauvres et dans des conditions d'habitation plus précaires. Mais le Tableau 3.1 nous montre qu'il n'y a pas de différence significative, quant à proportion de population native, entre les zones de résidence permanent et les zones inondables, où les signes d'indigence sont plus évidents, particulièrement par rapport à la qualité de logements (voir Tableau A.3.1, de l'annexe).

TABLEAU 3.1

POURCENTAGE DE LA POPULATION MARGINALE NATIVE DE LA CAPITALE, SELON LA RELATION DE PARENTE AVEC LE CHEF DU MENAGE ET LA ZONE DE RESIDENCE, 1984.

RELATION AVEC LE CHEF	ZONE DE RESIDENCE	
	Permanent	Inondable
Chef	38	37
Conjoint	32	34
Enfant	81	83
Autres parents	63	68
Non apparentés	44	47
Total	62	64
N=	(2057)	(2025)

Source: EFBA, 1984.

Le tableau ci-dessus nous permet de noter que la plus grande partie de la population des bidonvilles -- plus de 60 pour cent -- est native de la capitale. Néanmoins, chez les chefs de ménages et leur conjoints ce sont les immigrants qui constituent la catégorie majoritaire: moins de 40 pour cent de ceux-là sont nés à Asuncion. Pour ceux qui sont nés ailleurs, nous ignorons la durée de leur présence, mais le fait que presque tous leurs enfants sont nés à la capitale suggère qu'il s'agit surtout d'immigrants arrivés depuis plusieurs années.

Alors, il est évident que l'immigration a contribué de façon non négligeable à peupler les bidonvilles, mais le phénomène n'a pas été plus important que dans les autres quartiers de la ville. Notons que l'étude que nous avons mentionnée auparavant montre, pour la totalité de la ville, un pourcentage plus important d'immigrants que celui que nous avons trouvé dans les bidonvilles: 45 contre 38 pour cent. Ainsi, il est évident qu'on ne peut pas expliquer l'existence des bidonvilles seulement par l'immigration d'origine rurale. L'origine et la croissance de l'urbanisation marginale tiennent à l'incapacité de certains groupes sociaux de satisfaire leurs besoins en matière d'habitat, à cause de l'effet combiné du sous-emploi et de la pauvreté chronique d'un côté, et de la spéculation foncière sur les terrains urbains, qui augmente artificiellement le prix des lots, donc les rend inaccessibles à une grande partie des couches travailleuses (Cardona, 1971; Portes et Walton, 1976; Kowarick, 1981). 2/

Telle a été l'expérience d'Asuncion pendant les vingt dernières années. De 1965 à 1984 le salaire minimum a été multiplié par 4,4 (Ministerio de Justicia y Trabajo, 1985), tandis que le coût des lots urbains a décuplé dans les secteurs péri-urbains moins chers, où les services essentiels sont insuffisants (sans eau courante et sans égouts, par exemple), et a été multiplié par trente dans les quartiers

résidentiels plus proches du centre-ville, où tous les services sont disponibles (Conferencia Episcopal Paraguaya, 1984: 39-41).

Cela veut dire que pour les couches salariées l'acquisition d'un lot urbain, même d'un lot éloigné et mal desservi, est devenue de plus en plus irréalisable. Un tel lot équivaut à presque deux ans du salaire moyen des ouvriers. Un lot bien situé et bien desservi équivaut à plus de 17 ans de ce salaire. A l'extrémité inférieure des groupes salariés, un lot péri-urbain équivaut à quatre ans et un lot bien localisé à 43 ans du salaire moyen des employées domestiques (voir Tableau A.3.2, de l'annexe).

Il faut souligner que ces chiffres n'essaient pas de montrer le nombre d'années qu'un salarié moyen devrait travailler pour s'acheter un lot. Pour cela il faudrait supposer que tout son revenu est mis à côté pour le paiement du lot, ce qui est très invraisemblable. En outre, il faudrait tenir compte des taux d'intérêts, des taux d'inflation et les rajustements salariaux. Ici nous utilisons l'équivalence du nombre d'années de salaire moyen seulement pour illustrer l'écart qui existe entre le revenu moyen des travailleurs et les prix des terrains urbains.

Un autre point à souligner, c'est que nous n'avons touché que les prix des terrains. Si nous ajoutons le coût de construire ou de se faire construire une maison, même modeste, l'impossibilité pour un salarié de devenir propriétaire de son logement est beaucoup plus évidente.

Dans la capitale les loyers peuvent être aussi très élevés pour les familles à faible revenu. C'est pourquoi souvent elles doivent choisir entre a) s'établir en banlieue où les loyers et la taxation en général sont plus bas 3/; ou b) s'installer dans un bidonville où les conditions de vie sont très pauvres, mais où, d'autre part, on peut trouver des logements à des prix accessibles et situés près des lieux de travail. Ce dernier point est très important, car pour une famille salariée le coût du transport public peut représenter une partie importante du budget familial.

Le résultat de ce processus est la formation de deux systèmes parallèles d'allocation de terrains urbains. D'un côté le système formel, régi par les forces du marché et soumis à des manipulations spéculatrices incontrôlées, et de l'autre, le système informel, déterminé par la pression et la demande populaires. Ces dernières amènent les couches plus défavorisées à s'emparer des parcelles qui ont peu de valeur ou aucune sur le marché, soit à cause de la non-viabilité des terrains, soit à cause d'obstacles légaux. Et

c'est ce processus qui est à l'origine des bidonvilles, ou, selon l'expression de quelques auteurs, de l'urbanisation 'sauvage' et 'incontrôlée'.

La proportion des travailleurs marginaux, en chômage ou sous-employés, donc incapables de se loger convenablement et forcés de s'établir dans des bidonvilles, varie d'un contexte à l'autre en fonction de plusieurs facteurs: le modèle de développement en vigueur et l'orientation du développement technologique; la structure de pouvoir, y compris le pouvoir politique des ouvriers et leur capacité de revendiquer leur droits; les mécanismes de distribution des ressources; les alternatives migratoires ouvertes aux travailleurs, etc. 4/ Selon nos estimations, basées sur les données du recensement de 1982, les résidents des bidonvilles constituent à peu près 13 pour cent de la population d'Asuncion (60 000 personnes), ce qui représente une proportion relativement faible par rapport aux autres villes latino-américaines. Cela peut s'expliquer, au moins partiellement, par la forte émigration du surplus de la force de travail que le pays a subie depuis plusieurs décennies, et qui s'est dirigée principalement vers l'Argentine (Secretaria Técnica de Planificación, 1980; Marshall et Orlansky, 1982). Cette emigration a contribué aussi à la stabilité sociale et politique qui a caractérisé le pays pendant le dernier quart de siècle.

Sur la base de ce que nous avons exposé dans cette section, nous pouvons donc avancer que les bidonvilles ne sont pas que des 'villes d'urgence' bâties par les immigrants ruraux. Leur formation se produit par la conjonction de a) un phénomène socio-économique: l'extrême pauvreté et l'incapacité de se loger convenablement pour des couches sociales assez nombreuses; et b) un phénomène socio-écologique: la présence aux alentours de la ville de terrains qui peuvent être occupés spontanément à cause de leur valeur nulle ou presque nulle sur le marché.

3.2 Une vue d'ensemble de la population marginale

Dans les paragraphes qui suivent, nous examinons quelques caractéristiques des résidents des bidonvilles par comparaison avec la population totale. Etant donné que notre échantillon n'inclut que les premiers, nous allons nous servir de données secondaires, à savoir, de l'Enquête sur la Main d'Oeuvre d'Asuncion (dorénavant abrégé EMOAS) de 1982, et du recensement national, de la même année, pour avoir des éléments de comparaison. Avant d'examiner ces données, il faut noter que les sources ne sont pas strictement comparables. En plus du décalage de temps, qui représente un problème relativement mineur, on doit se rappeler

que notre échantillon n'est pas représentatif de la population totale, mais de celle qui réside dans un ménage où il y a au moins une femme en âge de procréation. Cela fait que dans la population marginale on trouve une représentation beaucoup plus importante de personnes au dessous de 14 ans et, par contre, une proportion plus faible de personnes âgées. Pourtant, dans les groupes où l'activité économique est plus intense -- entre 20 et 55 ans -- les différences sont moins accentuées (voir Graphique A.3.1). Etant donné que dans cette section nous nous occupons seulement de la population ayant un emploi, donc concentrée entre ces âges-là, nous présumons que la différence de structure d'âge ne cause pas de distorsions importantes. Finalement, il faut noter que l'on ne fait pas la comparaison avec la population non marginale mais avec l'ensemble de la population, dont une partie non négligeable est constituée par des résidents des bidonvilles. Cela veut dire qu'en réalité les différences devraient être plus prononcées si l'on faisait les comparaisons par rapport à la population non marginale proprement dite. Malgré ces limitations, nous utilisons ces sources car elles nous permettent de faire au moins des comparaisons approximatives et parce qu'il n'existe pas d'autre source d'information qui permettrait une analyse plus exacte.

3.2.1 La scolarité accomplie

Le niveau de scolarité d'une personne est étroitement lié à sa position de classe. D'une part, il est beaucoup plus facile d'accéder à l'enseignement supérieur pour les membres des classes supérieure et moyenne, tandis que les groupes défavorisés ne peuvent y avoir accès qu'exceptionnellement et avec beaucoup d'efforts. D'autre part, ce sont seulement les plus scolarisés qui peuvent atteindre les positions plus avantageuses, les moins instruits restant presque définitivement handicapés et destinés à garder les emplois moins rémunérateurs. C'est pourquoi, si la scolarisation est généralement considérée comme un facteur de mobilité sociale, elle devrait être considérée aussi, peut-être surtout, comme un moyen de perpétuer une structure de classe.

Dans le Tableau 3.2, on peut remarquer que le degré d'instruction des résidents des bidonvilles est nettement inférieur à celui de la population totale. Près d'un sur quatre des marginaux sont des analphabètes fonctionnels, contre 8 pour cent de la population totale 5/. D'autre part, seulement deux pour cent des premiers ont fait d'études universitaires contre 15 pour cent des autres.

TABLEAU 3.2

ASUNCION: DISTRIBUTION EN POURCENTAGE DES POPULATIONS TOTALE ET MARGINALE, SELON LA SCOLARITE. POPULATION DE 12 ANS OU PLUS AYANT UN EMPLOI. 1982, 1984.

DEGRE DE SCOLARITE	POPULATION	
	Marginale a/	Totale b/
Moins de 4	23	8
4 à 6	47	33
7 à 9	19	18
10 à 12	9	26
13 ou Plus	2	15
Total	100	100

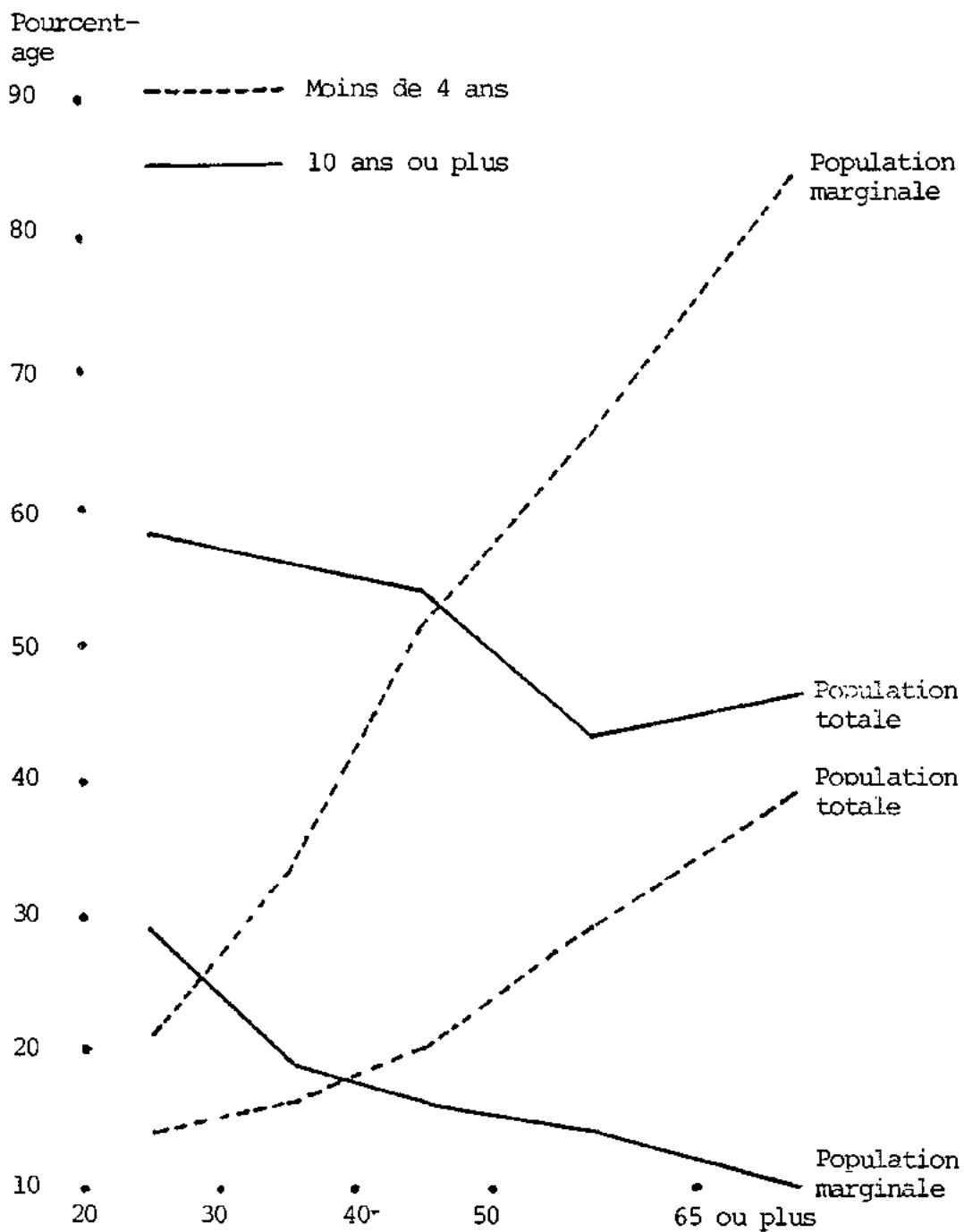
Source: a/ EFBA, 1984 et b/ EMOAS, 1982.

Le niveau de scolarité selon l'âge révèle des tendances assez intéressantes. On peut noter dans le Graphique 3.1 6/ que la divergence entre les populations marginale et totale s'accroît considérablement avec l'âge, la première haussant de façon substantielle son degré d'alphabétisation. En effet, chez les marginaux trois quarts des personnes âgées de 65 ou plus sont des analphabètes fonctionnels, contre 11 pour cent du groupe de 20 à 29 ans. Etant donné que la population totale manifeste une tendance analogue, mais d'une façon moins prononcée, la différence entre les deux

populations en question diminue considérablement dans les générations plus jeunes.

GRAPHIQUE 3.1

ASUNCION: POURCENTAGE DE PERSONNES QUI ONT MOINS DE 4 ANS
OU 10 ANS OU PLUS DE SCOLARITE. POPULATIONS MARGINALE ET
TOTALE. 1982, 1984.



Pourtant, il ne suffit pas de savoir lire et écrire pour entrer en compétition pour les emplois du secteur formel. Pour cela, il faut un degré universitaire ou, au moins, avoir dépassé le premier cycle d'enseignement secondaire. En ce qui concerne ce dernier niveau, le graphique révèle aussi une amélioration parmi les résidents des bidonvilles: de 0, dans le groupe plus âgé, on arrive à 19 pour cent dans le groupe d'âge de 20 à 29 ans. Mais au contraire de ce qui se produit chez les analphabètes, l'amélioration s'est réalisée à un rythme identique dans l'ensemble de la population et, en conséquence, l'écart entre les marginaux et les autres est resté pratiquement invariable. Cela nous permet d'avancer que dans les couches populaires que nous étudions il y a eu une amélioration très importante en ce qui concerne le taux d'alphabétisme, mais qu'elles se trouvent toujours dans une situation défavorable pour entrer en concurrence dans le secteur formel.

3.2.2 La participation économique

Comme on pouvait s'y attendre, la situation défavorisée des marginaux se manifeste non seulement par leur scolarité mais à travers tous les aspects de leur vie économique. Parmi la population salariée non domestique, c'est-à-dire parmi ceux qui travaillent dans des établissements, on peut observer des différences notables: 71 pour cent des résidents des bidonvilles sont des ouvriers, contre 35 pour cent de la population totale. D'autre part, le pourcentage d'employés est de 29 chez les premiers et de 65 chez les derniers. 7/ La distinction entre ouvriers et employés est de conséquence non seulement parce que les premiers font des travaux manuels, qu'on peut supposer plus fatigants, mais il y a aussi une grande inégalité quant aux niveaux de salaires. En effet, selon les données de l'Enquête sur la Main-d'Oeuvre de 1982, le revenu moyen des ouvriers est la moitié de celui des employés.

Pour ce qui est des autres hiérarchies d'emplois, on peut noter que les proportions de travailleurs indépendants sont très semblables à tous les niveaux de scolarité. Mais cette catégorie-là comprend une gamme de professions très disparates -- de propriétaires d'entreprises jusqu'aux vendeurs ambulants --, donc le résultat est assez ambigu. Le fait que le revenu moyen de cette catégorie soit trois fois

plus élevé dans la population totale que dans la marginale, révèle que les types d'occupation qu'elle englobe sont très différents dans ces deux populations.

Les travailleurs familiaux non rémunérés constituent un pourcentage très faible dans les deux cas. Dans la population totale on trouve une proportion plus grande de travailleurs domestiques, ce que l'on pourrait juger inattendu. Cependant il faut observer que l'information inclut le ménage dans sa totalité, y compris les femmes domestiques en résidence permanente, et que la présence de ces femmes domestiques est bien plus fréquente dans les ménages de l'ensemble de la population. En effet, à cause du coût très bas de ce service, 8/ même les ménages de classe moyenne peuvent le payer. Pour la plus grande partie des ménages marginaux le service domestique, même s'il est bon marché, est toujours inaccessible. Ces ménages sont surtout fournisseurs et non pas consommateurs de ce service.

Ces inégalités ne s'expliquent pas seulement par les disparités de la scolarité. Dans le Tableau 3.3, nous pouvons voir que, indépendamment du niveau d'instruction, il y a une représentation plus importante d'ouvriers chez les marginaux, tandis que les employés se trouvent en plus grande proportion dans la population totale, exception faite des niveaux de scolarité plus bas. En plus, on peut remar-

quer que la durée de scolarité est associée à l'accroissement du pourcentage d'employés et, à l'inverse, à une diminution de celui des ouvriers. Cependant, il est évident que le changement se produit chez les marginaux d'une façon plus modérée que dans l'ensemble de la population. C'est-à-dire que parmi les marginaux également l'instruction entraîne une amélioration dans la catégorie d'emploi, mais beaucoup moins importante que celle qui a lieu dans la population totale. Ainsi, dans celle-ci deux tiers des universitaires sont employés, contre une proportion de 54 pour cent chez les marginaux. D'autre part, la proportion d'universitaires ouvriers est négligeable dans la population totale mais de 19 pour cent chez les marginaux. Il est certainement étonnant de trouver des personnes qui ont fait des études au niveau supérieur et qui travaillent comme ouvriers, Cela suggère que même si ils sont très scolarisés les marginaux se voient souvent défavorisés quand ils essaient d'entrer en compétition dans le marché de travail.

TABLEAU 3.3

ASUNCION: DISTRIBUTION EN POURCENTAGE DES CATEGORIES DU STATUT PROFESSIONNEL, SELON DEGRE DE SCOLARITE. POPULATIONS MARGINALE ET TOTALE DE 12 ANS OU PLUS AYANT UN EMPLOI. 1982, 1984.

STATUT	DEGRE DE SCOLARITE				
	Moins de 4	4 à 6	7 à 9	10 à 12	13 ou +
PROFESSIONNEL					
POPULATION MARGINALE a/					
Ouvriers	37	45	41	21	19
Employés	7	13	26	49	54
Indépendants	48	32	26	26	21
Non-rémunérés	1	1	2	1	6
Domestiques	7	7	9	4	0
Total	100	100	100	100	100
POPULATION TOTALE b/					
Ouvriers	26	32	22	8	1
Employés	5	12	37	63	67
Indépendants	46	32	32	27	31
Non-rémunérés	1	1	0	1	1
Domestiques	21	23	9	1	0
Total	100	100	100	100	100

Sources: a/ EFBA, 1984 et b/ EMOAS, 1982.

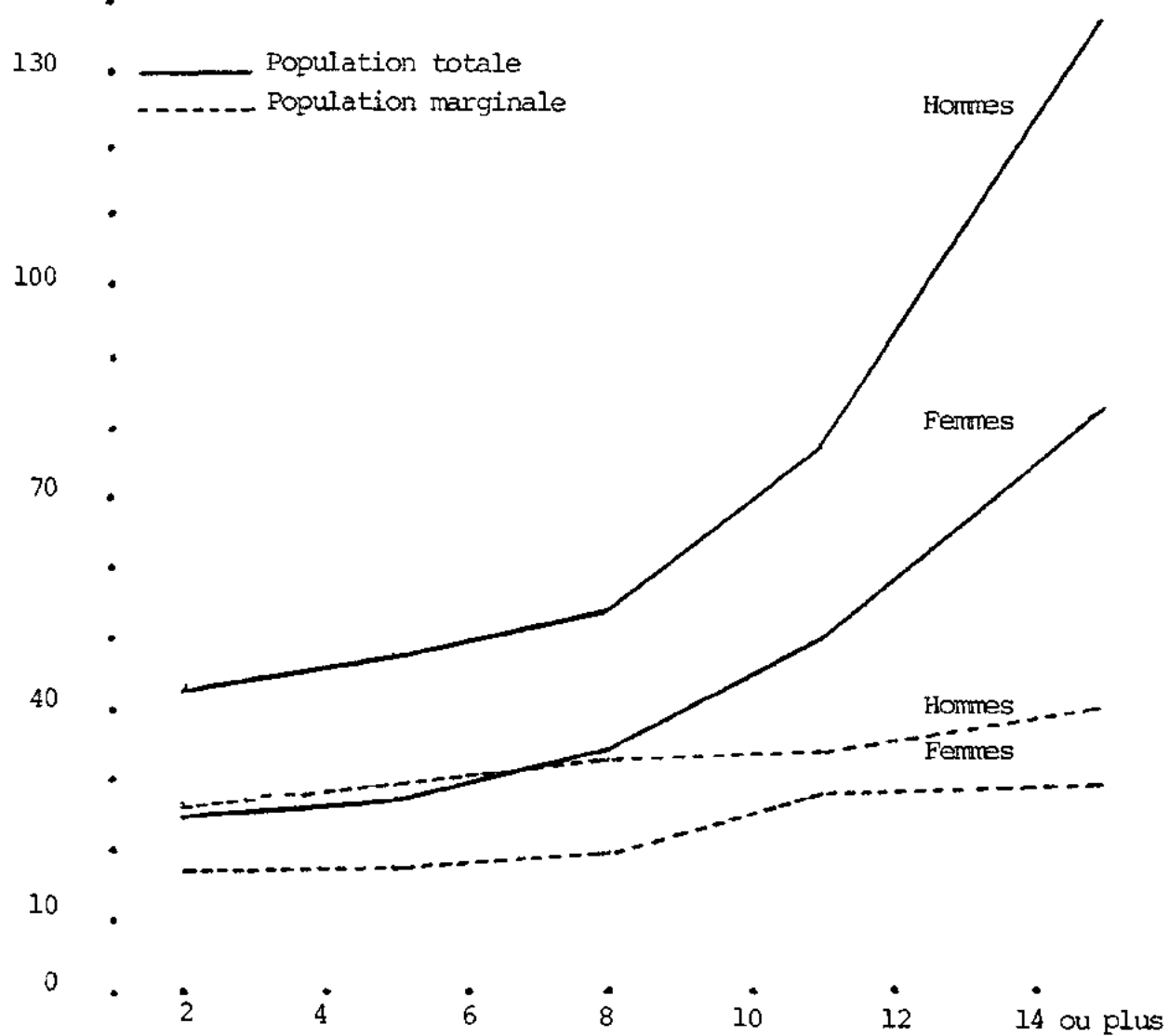
3.2.3 Le revenu mensuel

L'examen du revenu mensuel révèle des différences encore plus marquantes. Indépendamment du sexe et du degré d'instruction, le revenu des résidents des bidonvilles est nettement inférieur à celui de la population totale, 9/ mais ce qui attire le plus l'attention c'est que, suivant la même tendance que nous avons trouvée dans la hiérarchie d'emploi, la scolarité est très fortement associée au revenu mensuel dans la population totale, tandis que son effet sur le revenu de la population marginale est plutôt modéré. En effet, dans le cas des premiers, le revenu de ceux qui ont fait des études au niveau universitaire est de 3,5 fois plus élevé que le revenu de ceux qui n'ont pas quatre ans de scolarité accomplie. Chez les marginaux la différence de revenu entre ces deux catégories est de seulement 60 pour cent. Cela signifie aussi que la distance entre les marginaux et la population totale tend à s'accroître avec l'augmentation de la scolarité. Ainsi, la différence de revenu moyen entre la population totale et la marginale est de 60 pour cent parmi les analphabètes et de 240 pour cent parmi les universitaires (voir Graphique 3.2).

GRAPHIQUE 3.2

ASUNCION: REVENU MOYEN DES PERSONNES DE 12 ANS OU PLUS

AYANT UN EMPLOI, SELON LE DEGRE DE SCOLARITE ET LE SEXE. 1982, 1984

Revenu
moyen (x 1 000)

On peut noter une tendance semblable en examinant la situation dans les professions. Le revenu moyen des indépendants est de 240 pour cent plus élevé, celui des employés de 145 pour cent plus élevé et celui des ouvriers de 50 pour cent plus élevé dans la population totale que chez ceux qui résident dans les bidonvilles. Ce phénomène est sans doute attribuable en partie à un problème de superposition, produit par une représentation plus importante des marginaux parmi les groupes de niveau d'instruction bas et chez les ouvriers. Mais ces tendances révèlent surtout que le fait d'habiter les bidonvilles est un phénomène qui dépasse la perspective purement résidentielle et écologique. Il comporte des aspects sociaux et économiques d'importance: le fait que les résidents des bidonvilles appartiennent à une classe, ou plutôt à une partie d'une classe sociale, vraisemblablement la plus désavantagée et celle qui a le plus de difficulté à s'insérer convenablement dans le système urbain global.

C'est pourquoi nous jugeons raisonnable d'avancer que la cause de la situation défavorisée des marginaux est à chercher beaucoup plus loin que dans la seule faiblesse de leur scolarité. En vertu de l'analyse exposée plus haut, on peut conclure que la scolarité est nécessaire mais non suffisante pour avoir accès aux emplois les mieux rémunérés. Il est également important de se trouver dans un milieu social

favorable, qui permet d'avoir des contacts, des relations personnelles et les informations grâce auxquels on peut accéder aux postes les plus recherchés. Ainsi se révèle un processus de renforcement et de perpétuation d'une structure de classe, semblable à celui que produit la scolarité: ceux qui sont dans un milieu avantagé -- situation déterminée de façon prédominante par la position de la famille -- peuvent accéder plus facilement aux meilleures emplois, ce qui, à son tour, leur permet de maintenir leur position privilégiée. Même s'ils atteignent un niveau de scolarité assez élevé, l'origine défavorisée des marginaux leur rend difficile l'obtention des emplois bien rémunérés.

A propos de disparités, on ne peut pas ignorer celle qui existe entre les sexes, bien que cela ne constitue pas le propos central de ce travail: ces différences sont grandes et se manifestent comme une tendance très régulière. Le graphique 3.2 nous montre, en effet, que dans les deux populations le revenu moyen des femmes est toujours inférieur à celui des hommes, indépendamment du niveau de scolarité. Les trois variables en question -- marginalité, scolarité et sexe -- ont évidemment un effet cumulatif sur le niveau du revenu. Ainsi, du côté plus désavantagé se trouvent les femmes marginales qui ont moins de quatre ans de scolarité. A l'opposé se trouvent les hommes appartenant à la population totale qui ont fait des études universitaires. Le

revenu moyen de ceux-ci est 8 fois supérieur à celui des premières. La même situation est observable selon le statut professionnel. Indépendamment de leur situation dans la profession, les femmes ont toujours un revenu moyen inférieur à celui des hommes, tant chez les résidants des bidonvilles que dans la population totale.

Dans les bidonvilles, les disparités de revenu selon le statut professionnel et le sexe montrent une tendance à s'amoinrir, ce que nous avons déjà noté par rapport à la scolarité. Dans la population totale, le salaire moyen le plus important (celui des indépendants) est 4,5 fois plus élevé que le plus réduit (celui des employées domestiques). Chez les marginaux, la différence entre le salaire moyen le plus important (celui des employés) et le plus bas (celui des domestiques) est de 150 pour cent. En ce qui concerne le sexe, l'écart est de 79 pour cent pour l'ensemble de la population contre 62 pour cent parmi les résidents des bidonvilles. Cela peut s'expliquer car, comme nous l'avons signalé, le fait d'habiter les bidonvilles implique d'avoir en commun une position de classe défavorisée de sorte que l'influence des facteurs qui dans le contexte global contribuent à produire des différences importantes (tels que la scolarité, la hiérarchie d'emploi, le sexe, etc.) est minimisée.

3.2.4 Le chômage et le sous-emploi

Le taux de chômage change non seulement en fonction des transformations structurelles, mais aussi en fonction des variations conjoncturelles, il est donc très fluctuant et très sensible aux hauts et aux bas de l'économie. Dans le cas du Paraguay, entre les années 1976 et 1981 le pays a traversé une période très prospère pendant laquelle l'économie a connu une expansion moyenne de 10 pour cent par an, et le taux de chômage a été réduit de 6,7 à 2,2 pour cent (Inter-American Development Bank, 1983; Nations Unies, 1984). Cette tendance a été brusquement interrompue en 1982, où la croissance du produit intérieur brut a été négative, de -2 pour cent (Nations Unies, 1984). Cette crise se répercute immédiatement dans le taux de chômage de la capitale, qui cette année-là est monté à 5,0 pour cent, d'après les estimations de l'enquête EMOAS, 1982, et de 5,8 pour cent d'après les données du recensement de la même année. Cette stagnation économique a continué jusqu'au moment de notre enquête, mais malheureusement on n'a pas encore publié d'indicateurs plus récents.

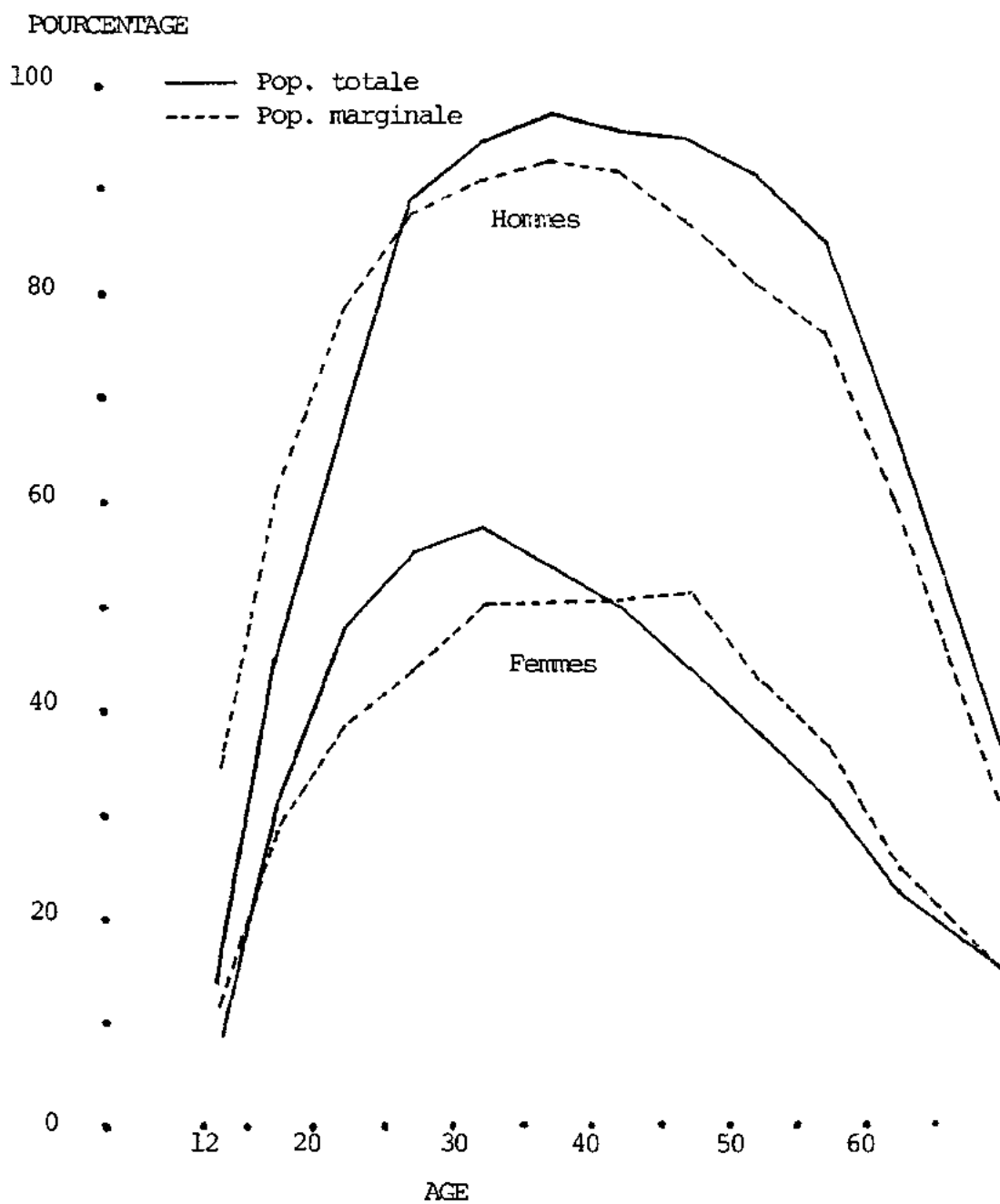
Le taux de chômage que nous avons trouvé chez les marginaux est de 7,1 pour cent, ce qui est plus élevé que celui de l'ensemble de la population d'Asuncion pour l'année 1982. Mais, étant donné que la crise qui s'est amorcée cette

année-là n'est pas résorbée et s'est peut-être même aggravée, il est difficile d'évaluer jusqu'à quel point ce taux de chômage reflète une situation qui affecte les résidents de bidonvilles en particulier, et jusqu'à quel point il s'agit d'une situation plus généralisée.

Le taux de chômage constitue un indicateur très fluctuant, mais par contre la structure par âge et par sexe de la population ayant un emploi peuvent être des indicateurs plus utiles des conditions structurelles qui touchent les marginaux. Nous discutons de ce sujet dans les paragraphes qui suivent. Dans le Graphique 3.3 nous présentons les pourcentages de personnes ayant un emploi, selon le sexe et le groupe d'âge.

GRAPHIQUE 3.3

ASUNCION: POURCENTAGE DES PERSONNES AYANT UN EMPLOI SELON
L'AGE ET LE SEXE. POPULATIONS TOTALE ET MARGINALE DE 12
ANS OU PLUS. 1982, 1984.*



* Valeurs ajustées par la méthode de la moyenne mobile simple.

Il est évident que le travail des jeunes est beaucoup plus fréquent chez les marginaux qu'ailleurs, surtout dans le cas des hommes: plus d'un tiers (35 pour cent) des mineurs de sexe masculin de 12 à 14 ans ont déjà un emploi. Dans la population totale cette proportion de 12 pour cent. Quant aux femmes, les différences sont moins prononcées: 14 pour cent des filles marginales de 12 à 14 ans travaillent, contre 9 pour cent dans la population totale. Cette participation économique plus importante des très jeunes marginaux est cohérente avec l'hypothèse voulant qu'une des stratégies de survie de cette population consiste en l'augmentation des sources de revenu par l'intensification de l'activité économique des jeunes. Nous discutons ce dernier point dans les sections 3.3.3 et 3.3.4.

En ce qui concerne les hommes, la supériorité quant au pourcentage de personnes ayant un emploi, se maintient chez les marginaux jusqu'au groupe d'âge 20-24, mais après cet âge, leur pourcentage de participation est plus bas que celui de la population totale dans tous les groupes d'âge. Cela s'explique, en partie, par la scolarité plus élevée des hommes appartenant à la population totale. Cela les écarte du marché du travail quand ils sont jeunes mais leur permet d'acquérir une position plus avatageuse dans la concurrence pour les meilleurs emplois. D'un autre côté, les marginaux commencent à travailler plus jeunes mais ils n'ont accès aux

emplois que dans les conditions les plus défavorables. Sans doute le découragement, la maladie, l'épuisement, entre autres, contribuent à diminuer leur participation économique aux âges adultes. Et il est probable que cette situation affaiblisse la force économique de la famille, d'où la nécessité d'envoyer les enfants et les adolescents trouver une activité rémunératrice pour augmenter les sources de subsistance.

Pour ce qui est des femmes, les tendances sont différentes. Dans leur cas, le pourcentage de personnes ayant un emploi est plus faible parmi les personnes âgées de 15 à 39 ans, et la disparité est spécialement accentuée parmi celles qui ont de 20 à 34 ans. Après 40 ans, la situation se renverse et la proportion de femmes marginales ayant un emploi dépasse celle de la population totale. Il est évident que la participation des femmes marginales est plus faible justement aux âges de reproduction, particulièrement aux âges où le taux de fécondité atteint son niveau le plus élevé. Etant donné que plusieurs travaux ont démontré qu'il existe une relation inverse entre la participation économique féminine et la fécondité, spécialement dans les régions métropolitaines (Hass, 1971; Uthoff et Gonzalez, 1976; Jelin, 1978; Schoemaker, 1981), nous pouvons avancer que dans le groupe marginal les femmes aux âges fertiles se consacrent plutôt à des activités de procréation et de reproduction qu'à des

activités de production. Cela va aussi dans le sens des hypothèses que nous avons proposées dans ce travail.

Le taux de chômage chez les marginaux est plus élevé que celui de la population totale (si l'on suppose que ce dernier est resté constant). Néanmoins, il est loin d'atteindre le niveau critique que l'on s'attendrait à trouver dans une population défavorisée. Mais dans une économie sous-développée, comme celle du Paraguay, très souvent le chômage ne représente qu'une partie d'un problème global plus ample qui est la sous-utilisation de la main-d'oeuvre.

Une étude sur l'emploi à Asuncion reconnaît que le problème majeur de la population active est le sous-emploi et non pas le chômage. D'après les estimations de cette étude, un quart de la capacité productive des personnes aux âges d'activité est sous-utilisée. Moins de 40 pour cent de cette sous-utilisation est causée par le chômage 'visible'; le reste, soit plus de 60 pour cent, est attribuable principalement au sous-emploi, et secondairement au chômage déguisé (PREALC, 1975).

Le sous-emploi renvoie à la condition de travailleurs qui, sans être en chômage, ne peuvent utiliser leur capacité productrice que partiellement et insuffisamment. Autrement dit, ils ne peuvent vendre qu'une partie de leur force de

travail. La sous-utilisation globale est la somme du chômage 'visible', c'est-à-dire de la partie de la population active qui cherche un emploi, et du chômage 'équivalent'. Ce dernier est un concept théorique qui permet de faire une équivalence entre le sous-emploi et le chômage. C'est la somme totale d'heures que les sous-employés travailleraient s'ils le pouvaient, divisée par le nombre d'heures de travail d'une journée 'normale' (8 heures). Par exemple, s'il y a deux personnes qui ne travaillent que 4 heures par jour, mais qui voudraient travailler 8 heures, les deux sont affectées par le sous emploi mais le chômage équivalent est égal à un. Les chômeurs qui, à cause de leur découragement, arrêtent de chercher activement un emploi et se déclarent non actifs, appartiennent à la catégorie de 'chômeurs déguisés'. 10/

Les facteurs qui déterminent une situation de sous-emploi sont nombreux et l'estimation du phénomène est très complexe. Faute d'une information plus complète, nous n'examinons ici que l'aspect le plus évident du sous-emploi: le nombre d'heures de travail par semaine, bien que cette information ne donne qu'une vue partielle du phénomène. Dans ce but, nous présumons que 35 à 48 heures de travail font une semaine à plein temps 'normale', cependant qu'une semaine de moins de 35 heures de travail révèle une situation de sous-emploi. Le tableau suivant témoigne de la

situation désavantagée des marginaux quant au niveau de sous-emploi.

TABLEAU 3.4

ASUNCION: DISTRIBUTION EN POURCENTAGE DE LA POPULATION MARGINALE ET TOTALE DE 12 ANS OU PLUS AYANT UN EMPLOI, SELON LE NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL PAR SEMAINE ET SEXE, 1982, 1984.

HEURES DE TRAVAIL	P O P U L A T I O N					
	Marginale a/			Totale b/		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Moins de 35	26	20	37	11	8	15
35 à 48	37	42	28	59	72	41
Plus de 48	37	38	35	30	20	44
Total	100	100	100	100	100	100

Sources: a/ EFBA, 1984 et b/ EMOAS, 1982.

Un quart des marginaux ayant un emploi travaillent moins de 35 heures par semaine, alors que dans la population totale cette proportion est de 11 pour cent. D'autre part, 37 pour cent des marginaux ont une semaine de travail 'normale', c'est-à-dire qu'ils travaillent entre 35 et 48 heures, contre une proportion de 59 pour cent dans la population totale. Dans les cas des hommes, la disparité est

encore plus marquée: 72 pour cent des hommes de la population totale ont une semaine de travail à plein temps 'normale', alors que seulement 42 pour cent des marginaux se trouvent dans cette situation.

Comme nous l'avons déjà signalé en examinant le revenu et le statut professionnel, le désavantage des marginaux ne s'explique pas seulement par la faiblesse de leur niveau de scolarité: indépendamment du degré d'instruction, la proportion des marginaux travaillant moins de 35 heures par semaine est plus grande, et la proportion de ceux qui travaillent de 35 à 48 heures, plus petite, que celles observées dans l'ensemble de la population.

TABLEAU 3.5

ASUNCION: DISTRIBUTION EN POURCENTAGE DES HEURES TRAVAILLEES PAR SEMAINE DANS LA POPULATION TOTALE ET MARGINALE, SELON DEGRE DE SCOLARITE. POPULATION DE 12 ANS OU PLUS AYANT UN EMPLOI. 1982, 1984.

HEURES TRAVAILLEES	DEGRE DE SCOLARITE				
	Moins de 4	4 à 6	7 à 9	10 à 12	13 ou +
POPULATION MARGINALE a/					
Moins de 35	31	25	25	19	25
35 à 48	33	35	40	52	46
Plus de 48	36	40	35	29	29
Total	100	100	100	100	100
POPULATION TOTALE b/					
Moins de 35	8	6	9	17	15
35 à 48	49	52	61	65	69
Plus de 48	43	42	18	30	16
Total	100	100	100	100	100

Sources: a/ EFBA, 1984 et b/ EMOAS, 1982.

Un autre point qui vaut la peine de signaler, est que la condition désavantagée des femmes se manifeste également en examinant le niveau de sous-emploi. Tant pour ce qui est des marginales que dans la population totale, la proportion des femmes travaillant moins de 35 heures par semaine est toujours plus importante, tandis que la proportion qui tra-

vaille entre 35 et 48 heures est toujours beaucoup plus faible.

Non seulement le pourcentage de personnes qui travaillent insuffisamment est-il plus important chez les marginaux, mais celui de personnes qui travaillent excessivement l'est aussi. Dans l'ensemble de la population, 20 pour cent des hommes travaillent plus de 48 heures par semaine, contre 38 pour cent chez les marginaux, c'est-à-dire presque le double. Quant aux femmes, on peut voir que le pourcentage plus important de sur-travail se produit dans l'ensemble de la population et non pas chez les marginaux. Mais cela peut s'expliquer par la présence plus importante d'employées domestiques dans les ménages de cette population, comme nous l'avons signalé auparavant.

Dans les paragraphes précédents, nous avons essayé d'évaluer la situation des marginaux en faisant des comparaisons entre cette partie du tissu urbain et l'ensemble de la population de la capitale. Il va sans dire que la réalité est beaucoup plus floue et beaucoup plus complexe que ce qu'on a pu décrire, notre analyse étant limitée par la disponibilité des données secondaires. Nonobstant, même l'analyse plutôt élémentaire que nous avons entreprise nous a permis de constater une condition d'infériorité nette des marginaux vis-à-vis la totalité de la population urbaine

d'Asuncion, situation qui ne s'explique pas seulement par la faiblesse du niveau de scolarité des premiers. Même s'ils atteignent un niveau de scolarité élevé, ce qui arrive rarement -- seulement 2 pour cent ont fait des études universitaires --, ils sont toujours dans une situation désavantageuse.

Ces désavantages évidents tiennent à ce que les bidonvilles ne constituent pas seulement un phénomène résidentiel-écologique, mais surtout un phénomène social. Ils sont peuplés par des gens qui ont une même position de classe, évidemment la plus défavorisée. C'est pourquoi, d'après l'interprétation que nous proposons, ce n'est pas le fait de demeurer ou pas non les bidonvilles qui est la cause des inégalités que nous avons remarquées. A l'inverse, c'est l'existence d'inégalités et le fait qu'il y ait des secteurs très désavantagés dans l'ensemble de la population (désavantagés aussi en ce qui concerne l'habitat) qui est à l'origine des bidonvilles.

Aussi, pour répondre à notre question de départ, d'où viennent les marginaux, faudrait-il d'abord expliquer pourquoi on trouve dans ces sociétés des groupes défavorisés. Une telle analyse serait certainement pertinente ou même essentielle pour arriver à une réponse convenable, mais elle se situe au-delà des objectifs que nous poursuivons dans ce

travail. Nous nous sommes limités à quelques comparaisons 'grosso modo' entre les marginaux et la totalité de la population. Nous espérons avoir montré deux points d'importance: a) la condition désavantagée des marginaux dépasse l'aspect purement écologique, et elle ne s'explique pas seulement par la faiblesse de leur scolarité. Il convient plutôt de les envisager comme une classe ou une sous-classe sociale plutôt que comme une simple agglomération résidentielle. b) La formation des bidonvilles n'est pas le résultat inévitable d'un processus d'immigration d'origine rurale, comme plusieurs auteurs le prétendent. Elle est le produit d'un processus social et économique beaucoup plus complexe, qui tend à marginaliser des secteurs plus ou moins nombreux de la population.

Dans les sections qui suivent, nous examinerons en détail quelques caractéristiques du groupe social que constituent les marginaux, en particulier celles qui ont un rapport avec le revenu de la famille.

3.3 Le revenu familial

Comme nous l'avons montré plus haut, les disparités sociales et économiques s'amointrissent de façon notable dans la population des bidonvilles. Elle est loin cependant d'être une masse homogène. Même si la pauvreté est le dénominateur commun de toutes ces familles, il y en a qui sont plus défavorisées et dont le revenu est presque inexistant et il y en a qui ont des ressources relativement suffisantes. Quelques familles doivent se loger dans des taudis faits de matériaux périssables, tandis que d'autres réussissent à se procurer une maison solidement construite, même si elle est modeste. Dans ce contexte de pauvreté généralisée, on trouve donc une gamme de divers degrés de pauvreté. Dans cette section nous examinerons les facteurs qui sont associés au revenu mensuel de la famille, en considérant celui-ci comme l'indicateur du niveau de pauvreté.

Le recours au revenu mensuel pour estimer le degré de pauvreté se justifie par la capacité de cette variable de synthétiser et de quantifier: a) les ressources disponibles pour la satisfaction des besoins de la famille; b) la capacité des membres actifs de fournir ces ressources. Ces deux concepts sont très étroitement liés, évidemment, et ils déterminent le niveau de vie de la famille. Afin d'opérationnaliser, nous utilisons le revenu mensuel per capita

comme indicateur du premier aspect, et le revenu mensuel moyen par membre actif de la famille comme indicateur du deuxième. Ces deux indicateurs ont comme numérateur le revenu total de la famille. Pour le premier, le dénominateur est le nombre total des membres de la famille. Pour le deuxième, le dénominateur est le nombre de membres qui ont une activité économique. Etant donné que la proportion de personnes qui reçoivent une partie de leur salaire en nature est négligeable (3 pour cent), nous ne considérons que le revenu monétaire. L'unité monétaire en question est le 'Guarani', monnaie nationale du Paraguay. 11/

Signalons que, bien que l'information ait été recueillie pour tous les membres du ménage, y compris ceux qui n'ont aucun lien de parenté avec la famille biologique, notre analyse est axée seulement sur la famille et non pas sur la totalité du ménage. Nous définissons comme famille l'ensemble des membres du ménage ayant une relation de consanguinité ou d'alliance avec le chef. Nous préférons écarter les non apparentés (tels que les domestiques ou les pensionnaires par exemple) de l'analyse parce que nous supposons que leur lien avec la famille est, dans presque tous les cas, transitoire et qu'ils n'ont pas d'obligation 'morale' ou de responsabilité à l'égard du bien-être du groupe familial.

Les obligations liées aux rapports de parenté, par contre, sont durables et elles impliquent une certaine solidarité sanctionnée par la société, voire par la loi. C'est pourquoi elles tendent à engager les membres de la famille à long terme et par des liens beaucoup plus solides. Donc, nous supposons que la lutte pour la survie se réalise surtout au niveau du groupe familial, et que la présence de personnes non apparentées dans le ménage est un phénomène plutôt fortuit, qui n'a pas beaucoup de signification par rapport aux efforts communs de la famille comme telle.

De toute façon, du point de vue quantitatif, les non apparentés ne constituent pas une catégorie importante dans notre population: 94 pour cent des ménages sont composés entièrement par des personnes ayant des liens de parenté. Dans les ménages où il y a des personnes qui n'ont aucun lien de parenté avec le chef (6 pour cent de l'ensemble), c'est le groupe familial qui constitue la grande majorité. En effet, en moyenne 8 sur 10 des membres de ces ménages ont un lien de parenté quelconque avec le chef et, au total, les ménages où les non apparentés représentent plus d'un quart des membres ne constituent que 1,5 pour cent de notre population.

Pour ce qui est de la contribution économique, les non apparentés n'ont presque aucun poids : en moyenne, 80 pour cent du revenu des ménages qui logent de personnes non apparentées au chef, est fourni par le groupe familial, et les ménages où c'est une personne non apparentée qui a le revenu le plus important représentent à peine 0,6 pour cent.

3.3.1 Le revenu mensuel per capita

Nous avons déjà mentionné que dans l'ensemble des bidonvilles d'Asuncion l'extrême pauvreté se fait plus évidente dans les zones inondables, où tendent à s'installer les familles dont les moyens sont plus restreints. En effet, le revenu moyen per capita par famille est plus élevé dans les secteurs non-inondables: de 11 224 contre 9 189, soit une différence de 22 pour cent (voir Tableau A.3.4). Il faut se rappeler que, d'après notre modèle conceptuel, l'élément résidentiel marque le résultat de l'aggravation de la pauvreté plutôt que sa cause. Autrement dit, le revenu des familles n'est pas plus faible parce qu'elles habitent dans des terrains inondables, mais à l'inverse, elles s'y sont installées parce qu'elles n'ont pas les moyens de se payer un logement ailleurs. C'est pourquoi, on va constater au cours de notre analyse, que l'effet de ce facteur rési-

dentiel se voit minimisé ou devient tout à fait non-significatif quand l'intervention des autres variables est contrôlée. Néanmoins, étant donné qu'il existe une différence écologique importante entre les deux zones en question, nous jugeons utile d'incorporer ce facteur comme variable de contrôle.

Nous incluons aussi trois autres variables: le sexe du chef, la scolarité moyenne des personnes actives 12/ et le nombre de personnes qui ont une activité rentable. Ces variables sont généralement identifiées comme facteurs déterminants du niveau de revenu de la famille. Pour ce qui est de la première, le fait que le chef soit une femme révèle, dans la plus grande partie des cas, l'absence de la personne qui habituellement est le gagne-pain le plus important, à savoir l'homme chef de ménage. 13/

Dans le chapitre précédent nous avons montré que le revenu moyen des hommes est beaucoup plus élevé que celui des femmes. Il est donc normal que dans 82 pour cent des ménages que nous avons enquêtés ce soit un homme qui rapporte le revenu le plus important. De plus, dans deux tiers des ménages le principal soutien de la famille est le chef, ce qui veut dire que dans la plus grande partie (59 pour cent) de ces ménages ce sont les chefs de sexe masculin qui fournissent le revenu le plus élevé. Par contre, les ména-

ges où c'est la femme chef qui fait la contribution la plus importante, comptent seulement pour 8 pour cent du total (voir Tableau A.3.5).

Dans presque tous les cas (89 pour cent), quand c'est la femme qui est la principale source de revenu et le chef de ménage, c'est parce que elle n'a pas de conjoint. Cela implique que s'il y a un couple, c'est habituellement l'homme qui assume le rôle de chef et qui fournit le revenu le plus important. Il faut noter, en plus, que le revenu moyen des chefs de sexe féminin est moins de la moitié de celui des chefs de sexe masculin (12 683 contre 30 103). Etant donné toutes ces inégalités, il est compréhensible que les familles dont le chef est une femme aient un revenu plus faible.

Cependant, l'écart entre les revenu moyen des familles selon qu'elles soient dirigées par un homme ou par une femme, n'est pas aussi prononcé que ce à quoi l'on s'attendrait compte tenu des différences que nous avons exposées. Cette atténuation s'explique, en partie, par un processus de compensation qui intensifie l'activité économique dans les familles dont le chef est une femme. Nous discuterons ce phénomène en détail plus loin.

Quant à la scolarité moyenne et au nombre de personnes actives, leur relation avec le revenu suit le modèle que l'on avait prédit: plus les personnes qui contribuent au revenu sont scolarisées et plus il y a de personnes actives, plus le revenu per capita de la famille est élevé (Voir Tableaux A.3.6 et A.3.7).

Les variables qui s'avèrent les plus étroitement associées au revenu familial sont le nombre de personnes qui ont une activité rentable et le niveau moyen de scolarité de ces personnes qui contribuent au revenu familial. Le sexe du chef et la zone de résidence sont également associés, mais plutôt faiblement, au revenu moyen per capita de la famille. Nous pouvons constater dans le Tableau 3.6 que le sexe du chef et la zone de résidence contribuent peu à la variation du revenu familial, tandis que le nombre de personnes actives et la scolarité moyenne de ces personnes contribuent de manière substantielle à sa variation (leur coefficient Beta étant de 0.30 et de 0.25, respectivement).

TABLEAU 3.6

ANALYSE DE CLASSIFICATION MULTIPLE: MOYENNES NON-AJUSTEES ET AJUSTEES DU REVENU FAMILIAL MENSUEL PER CAPITA SELON PLUSIEURS VARIABLES SELECTIONNEES. 1984.

VARIABLES ET CATEGORIES	N	NON-AJUSTEE (ETA)	AJUSTEE POUR FACTEURS (BETA)	
ZONE DE RESIDENCE				b/
Permanent	575	11 160	10 791	
Inondable	541	9 280	9 672	
		(.13)	(.08)	
SEXE DU CHEF				b/
Masculin	877	10 506	10 515	
Feminin	239	9 304	9 271	
		(.07)	(.07)	
NOMBRE DE PERSONNES ACTIVES				a/
Aucune	39	3 615	6 124	
Une	414	8 500	8 148	
Deux	355	10 921	10 853	
3 ou 4	245	12 263	12 468	
5 ou plus	63	14 225	14 578	
		(.29)	(.30)	
SCOLARITE MOYENNE DES PERSONNES ACTIVES				a/
Moins de 6	534	8 633	8 521	
6 a 7	254	10 129	10 593	
7 a 9	164	12 670	12 164	
9 ou plus	164	13 275	13 474	
		(.25)	(.25)	
R Multiple au Carré			.16	

a/ p= .001

b/ p= .01

Source: EFBA, 1984.

Sauf pour le cas de la zone de résidence, les moyennes et les coefficients ne varient presque pas quand on fait les ajustements en fonction des autres facteurs dans l'analyse. Cela signifie qu'il n'y a pas d'interaction entre ces facteurs vis-à-vis la variable dépendante 14/; en conséquence leur effet est, en principe, additif. Le fait que ces variables soient additives implique, à son tour, que nous pourrions esquisser une sorte d'échelle de pauvreté dans laquelle à l'extrême inférieur se situeraient les familles installées dans les secteurs inondables, dont le chef est une femme, où il n'y a pas beaucoup de personnes actives et le niveau de scolarité de ces personnes est très bas. A l'extrême opposé, on trouverait les familles installées dans les quartiers de logements permanents, dont le chef est un homme, où il y a plusieurs personnes qui ont une activité rentable, et le niveau de scolarité de ces personnes est relativement élevé.

Pour ce qui est de la zone de résidence, le fait que les déviations et les coefficients subissent une réduction importante indique qu'une grande partie de la différence du niveau moyen de revenu entre ces deux zones est, en réalité, le résultat de l'intervention des autres variables. En effet, le nombre moyen de personnes actives dans la famille, aussi bien que leur niveau de scolarité, sont significativement plus élevés dans les zones non inondables 15/, et ce

sont surtout ces facteurs-ci qui contribuent fortement à produire la différence entre les deux zones, plutôt que le facteur écologique en soi. Ces résultats renforcent notre affirmation que la zone de résidence est la conséquence et non le facteur déterminant du niveau de pauvreté. C'est pourquoi elle devrait être interprétée comme variable de contrôle plutôt que comme variable indépendante.

3.3.2 Le revenu mensuel moyen par personne active

Pour examiner le revenu familial par personne active, nous faisons abstraction des familles où personne ne travaille. Celles-ci représentent environ 3 pour cent des ménages de l'échantillon et, naturellement, soit elles n'ont pas de revenu du tout ou elles ont un revenu très modique, provenant d'une pension de retraite ou de ancien combattant, de l'aide extrafamiliale, etc. 16/

Le Tableau 3.7 nous permet de noter que le revenu par personne active est déterminé de façon prépondérante par le niveau de scolarité moyen de ces personnes. Evidemment, moins les personnes qui travaillent sont instruites, moins elles seront capables d'avoir un revenu relativement important. Les famille dont le niveau moyen d'instruction des

personnes actives est de moins de 6 ans, ont un revenu moyen équivalent à deux tiers du revenu des familles où l'instruction moyenne est de 9 ans ou plus (23 376 contre 35 634; voir Tableau A.3.8).

TABLEAU 3.7

ANALYSE DE CLASSIFICATION MULTIPLE: MOYENNES NON-AJUSTEES ET AJUSTEES DU REVENU MENSUEL PAR PERSONNE ACTIVE DANS LA FAMILLE SELON PLUSIEURS VARIABLES SELECTIONNEES. 1984.

VARIABLES ET CATEGORIES	N	NON-AJUSTEE (ETA)	AJUSTEE POUR FACTEURS (BETA)	
ZONE DE RESIDENCE				*/
Permanent	555	28 416	28 375	
Inondable	522	27 125	27 169	
		(.04)	(.03)	
SEXE DU CHEF				a/
Masculin	852	29 101	28 762	
Feminin	225	22 826	24 111	
		(.15)	(.11)	
NOMBRE DE PERSONNES ACTIVES				a/
Une	414	33 746	33 091	
Deux	355	25 025	24 984	
3 ou 4	245	22 966	23 823	
5 ou plus	63	22 988	24 203	
		(.28)	(.24)	
SCOLARITE MOYENNE DES PERSONNES ACTIVES				a/
Moins de 6	495	23 376	24 358	
6 a 7	254	28 612	27 420	
7 a 9	164	31 997	32 678	
9 ou plus	164	35 634	33 838	
		(.27)	(.22)	
R Multiple au Carré			.14	

a/ p= .001

*/ non-significatif

Source: EFBA, 1984.

La zone de résidence, par contre s'avère non-significative. La différence entre les familles qui habitent les quartiers de logements permanents et celles qui sont installées dans les terrains inondables s'explique surtout par la scolarité plus élevée des premières. Quand cette variable est contrôlée, la différence entre les deux zones disparaît (voir Tableau A.3.8).

L'autre variable étroitement associée au revenu familial (qui montre le coefficient Beta le plus élevé: 0.24) est le nombre de personnes actives dans la famille. Mais au contraire du revenu per capita, le revenu par personne active varie en raison inverse du nombre de personnes qui travaillent, c'est-à-dire que plus le nombre de personnes qui travaillent est important, plus le revenu par personne active est faible. En effet, les familles où une seule personne est active montrent un revenu moyen de 60 pour cent plus élevé que celles où cinq personnes ou plus sont actives (33 524 contre 22 645; voir Tableau A.3.9).

Ce phénomène, qui à première vue peut paraître paradoxal, s'explique par un processus d'intensification de la force de travail, qui s'accroît au fur et à mesure que les ressources de la famille s'affaiblissent. Selon cette interprétation, ce n'est pas le nombre de personnes actives qui détermine le niveau de revenu qu'elles produisent. Au

contraire, afin d'équilibrer une situation d'insuffisance de revenu, ces familles augmentent l'activité économique de leurs membres. Pour l'exprimer selon une formule typique, le nombre de personnes actives constitue la variable dépendante et le revenu par personne active la variable indépendante. C'est ce phénomène d'intensification de la force de travail qui nous occupera dans les sections suivantes.

3.3.3 L'aggravation de la pauvreté et l'intensification de l'activité économique

Dans le chapitre d'introduction nous avons discuté les travaux de Duque et Pastrana (1973) et de Mathias (1983), lesquels montraient que les stratégies économiques de survie consistent surtout en l'accentuation de la participation économique des membres de la famille. Cela nous a amené à proposer l'hypothèse que plus le revenu produit par la famille, est faible, plus ses membres tâcheront d'accroître leur participation économique, en compensation. Les résultats que nous venons de présenter dans la section précédente se montrent cohérents avec les affirmations de ces auteurs. Etant donné qu'il s'agit d'une hypothèse importante dans

notre schéma théorique, elle mérite d'être examinée plus minutieusement. Nous commençons par le tableau suivant, qui présente le nombre moyen de personnes actives par famille, selon le revenu moyen par personne active. Comme nous l'avons fait dans la section précédente, nous excluons, pour des raisons opérationnelles, les familles n'ayant aucun membre actif.

TABLEAU 3.8

ASUNCION: NOMBRE MOYEN DE PERSONNES ACTIVES DANS LES FAMILLES RESIDANT DANS LES BIDONVILLES, SELON REVENU MENSUEL MOYEN PAR PERSONNE ACTIVE. 1984.

REVENU MOYEN PAR PERSONNE ACTIVE (x 1 000)	NOMBRE MOYEN DE PER- SONNES ACTIVES
Moins de 20	2,5
20 à 39,9	2,1
40 ou plus	1,2
Total	2,2
N=	(1105)
F=31,9	p= .001

Source: EFBA, 1984.

On peut remarquer que, tel que nous l'avons prévu d'après notre hypothèse, plus le revenu moyen par personne active est modique, plus grand est le nombre moyen de personnes actives. Ainsi, les familles pour lesquelles ce revenu est au-dessous de 20 000 ont, en moyenne, une personne active de plus que celles chez qui ce revenu est de 40 000 ou plus. Mais cette relation, pourrait-on dire, peut être en réalité causée par: a) le fait que le revenu est plus faible dans les familles plus nombreuses et, bien sûr, plus grande la taille de la famille, plus grande sera aussi la probabilité d'y trouver des membres actifs, 17/ ou; b) le fait d'avoir plusieurs membres actifs dans la famille implique une plus grande probabilité d'y trouver des adolescents parmi les actifs 18/, ce qui contribuerait à baisser la moyenne, peut être de façon significative, à cause de la petitesse du revenu de ces derniers. 19/

Pour prévenir ces distorsions, il faut contrôler l'âge des personnes actives et la taille de la famille. Nous divisons notre population en deux grands groupes d'âges: ceux de moins de 18 ans et ceux de 18 ans ou plus. Nous avons choisi cet âge comme ligne de démarcation parce que nous supposons qu'elle indique le passage de l'adolescence où l'on dépend des parents à une vie d'adulte plus autonome. En effet, c'est entre 17 et 18 ans que les jeunes sont

recrutés pour le service militaire obligatoire et que, normalement, ils devraient finir leurs études au niveau secondaire, s'ils les ont faites. Nous simplifions l'exposé en appelant 'adolescents' les personnes âgées de 5 à 18 ans 20/ et 'adultes' celles qui sont âgées de 18 ans ou plus.

Dans cette analyse, la variable indépendante principale est le revenu moyen par adulte actif, indicateur de la capacité des adultes de pourvoir la famille des moyens de subsistance. Nous tenons compte seulement du revenu des adultes afin d'empêcher que la présence d'adolescents ne produise un biais à la baisse sur le revenu moyen par personne active, tel qu'on l'a déjà expliqué.

Le tableau suivant montre que la relation inverse entre le revenu moyen des personnes actives et le nombre de ces personnes demeure significative, même quand le revenu est calculé seulement en fonction des actifs adultes. Il faut noter néanmoins que l'association s'avère moins forte que celle qu'on a pu remarquer dans le Tableau 3.6 (la statistique F tombe de 31,9 à 13,2). Cela indique qu'au moins une partie de l'association trouvée dans ce tableau était, en effet, attribuable à la présence plus importante d'adolescents actifs dans les familles où il y a un plus grand nombre de personnes actives.

TABLEAU 3.9

ASUNCION: NOMBRE MOYEN DE PERSONNES ACTIVES DANS LES FAMILLES RESIDANT DANS LES BIDONVILLES, SELON REVENU MENSUEL MOYEN PAR ADULTE ACTIF. 1984.

REVENU MOYEN PAR ADULTE ACTIF (x 1 000)	NOMBRE MOYEN DE PER- SONNES ACTIVES
Moins de 20	2,3
20 à 39,9	2,2
40 ou plus	1,7
Total	2,2
N=	(1105)
F=13,2	p= .001

Source: EFBA, 1984.

Sans doute, il existe des facteurs autres que le revenu par adulte actif, qui contribuent également à l'accroissement de l'activité économique familiale. Vu qu'il y en a plusieurs, nous recourons à l'Analyse de Classification Multiple pour les examiner. Afin de contrôler l'effet que la taille de la famille peut avoir sur le nombre de personnes actives, dans l'opération nous utilisons la première comme covariante. Cela veut dire que dans la deuxième colonne chacun des facteurs est contrôlé par la taille de la famille en plus d'être contrôlé par les autres facteurs dans l'analyse.

TABLEAU 3.10

ANALYSE DE CLASSIFICATION MULTIPLE: MOYENNES NON-AJUSTEES ET AJUSTEES DU NOMBRE DE PERSONNES ACTIVES DANS LES FAMILLES RESIDANT DANS LES BIDONVILLES, SELON PLUSIEURS VARIABLES SELECTIONNEES. LA TAILLE DE LA FAMILLE ETANT CONTROLEE. 1984.

VARIABLES ET CATEGORIES	N	NON AJUSTEE (ETA)	AJUSTEE POUR LES AUTRES FACTEURS ET LA COVARIANTE (BETA)	
ZONE DE RESIDENCE				a/
Permanent	555	2,2	2,2	
Inondable	522	2,0	2,0	
		(.09)	(.08)	
SEXE DU CHEF				b/
Masculin	852	2,1	2,1	
Feminin	225	2,4	2,2	
		(.15)	(.10)	
SCOLARITE MOYENNE DES ADULTES ACTIFS				a/
Moins de 6	480	2,3	2,2	
6 à 7	260	1,9	2,2	
7 à 9	166	2,2	2,2	
9 ou plus	171	1,8	2,1	
		(.18)	(.08)	
REVENU MOYEN PAR ADULTE ACTIF				a/
Moins de 20	330	2,3	2,2	
20 à 39,9	551	2,2	2,1	
40 ou plus	196	1,7	1,8	
		(.15)	(.12)	
R multiple au carré			.34	

a/ p= .001

b/ p= .05

Source: EFBA, 1984.

Nous avons montré, en discutant la question du revenu familial per capita, que le fait d'avoir une femme comme chef de ménage signale, généralement, l'absence d'un homme adulte capable d'assumer ce rôle. Cela entraîne une situation économiquement défavorisée qui est contrebalancée par l'augmentation de l'activité des membres de la famille. Ainsi, les familles dont le chef est une femme ont un nombre moyen de personnes actives significativement plus élevé que celles qui ont un homme à leur tête, même quand l'effet des autres variables a été contrôlé.

Pour ce qui est de la zone de résidence, on peut remarquer une différence légère mais significative. Dans les quartiers de logements permanents il y a, en moyenne, 2,3 personnes actives par famille, contre 2,0 dans les quartiers inondables. Cette distance se maintient après qu'on a contrôlé l'effet des autres facteurs, mais il faut noter qu'elle apparaît seulement dans les familles dont le chef est un homme (voir Tableau A.12). Ce qui contribue à accentuer la différence entre les deux zones c'est, justement, le fait que dans les zones permanentes, il y a un plus grand pourcentage de familles qui ont une femme à leur tête (25 contre 18 pour cent).

Contrairement à ce qu'on pourrait espérer, le comportement irrégulier des moyennes que l'on constate dans le Tableau 3.10 révèle que la scolarité moyenne des adultes n'exerce pas une influence déterminante sur le nombre de personnes qui ont une activité économique dans la famille. Ce résultat signifie que la scolarité des adultes apparemment ne donne lieu ni à une augmentation ni à une diminution systématique du nombre de personnes actives. Il faut signaler qu'ici nous faisons référence uniquement à la scolarité des adultes actifs et non pas à cela de toutes les personnes actives, pour éviter un biais semblable à celui que nous avons identifié quant au revenu moyen par personne active. Là où l'on trouve un plus grand nombre de personnes actives, la probabilité d'y trouver des adolescents est plus grande. 21/ Ces derniers, ayant une scolarité moyenne plus basse, feraient artificiellement baisser la moyenne totale, ce qui fausserait la relation entre instruction et nombre d'actifs. 22/

Entre tous les facteurs que nous avons examinés, le revenu moyen par adulte actif est celui qui explique le mieux le nombre de personnes actives dans la famille. Même après avoir contrôlé les effets des autres variables, y compris la taille de la famille, la relation inverse entre le revenu moyen par personne active et le nombre de person-

nes actives dans la famille se maintient. Ces résultats constituent une corroboration de l'hypothèse selon laquelle une stratégie économique importante des familles défavorisées est l'augmentation de la participation économique de leurs membres dans les but de maximiser les sources de revenu. de compenser la faiblesse de revenu.

3.3.4 La participation économique des adolescents

Si, comme nous le présumons, l'extrême pauvreté donne lieu à un accroissement de la participation économique de la famille, il est raisonnable de présupposer que cet accroissement impliquerait aussi l'initiation des jeunes à des activités rémunératrices le plus tôt possible. Autrement dit, le degré de pauvreté devrait être associé à une proportion plus importante d'adolescents actifs. C'est de ce phénomène dont nous discutons brièvement dans cette section. Pour des raisons évidentes, nous nous limitons aux familles où il y a au moins une personne âgée de 5 à 17 ans.

Les chiffres présentés dans le Tableau 3.11 montrent que, en effet, plus le revenu moyen des adultes actifs est faible, plus le taux de participation des adolescents augmente. Cette tendance se fait encore plus prononcée chez les familles qui ont une femme à la tête.

TABLEAU 3.11

ASUNCION: POURCENTAGE D'ADOLESCENTS ACTIFS DANS LES FAMILLES RESIDANT DANS LE BIDONVILLES, SELON REVENU MENSUEL MOYEN PAR ADULTE ACTIF ET SEXE DU CHEF DE MENAGE. 1984. 1/

REVENU PAR ADULTE ACTIF (x 1 000)	S E X E D U C H E F		
	Masculin	Feminin	Total
Moins de 20	36	61	44
20 à 39,9	35	39	36
40 ou plus	22	22*	22
Total	33	47	36
N=	(641)	(201)	(842)

F=4,2 p=.006

* Basé sur moins de 50 cas.

1/ Il s'agit seulement de familles ou il y a au moins une personne de 5 à 18 ans.

Source: EFBA, 1984.

Mais une observation plus attentive révèle que, en réalité, l'association entre le revenu moyen et la participation des adolescents est fausse. Au contraire de ce qui se passe quand on examine la participation de la totalité des membres de la famille, la moyenne des années de scolarité des adultes devient un facteur déterminant primordial quant au taux de participation des adolescents, comme on peut le voir dans le Tableau 3.12.

Qui plus est, l'analyse de classification multiple révèle que ni la zone de résidence, ni le sexe du chef, ni le revenu moyen par adulte actif ne montrent une association significative avec le nombre moyen d'adolescents actifs. La relation inverse entre le revenu par adulte actif et le pourcentage d'adolescents actifs qui apparaît dans le Tableau 3.11, s'explique par l'association directe qui existe entre cette variable et la durée de scolarité des adultes: la scolarité moyenne des adultes dans la catégorie de revenu la plus basse est de presque deux ans inférieure à celle des adultes dans la catégorie la plus haute (5,0 contre 6,9). Une fois que l'effet de la scolarité est contrôlé, le revenu moyen des adultes actifs n'est plus associé à des variations significatives du nombre d'adolescents actifs.

On pourrait proposer comme hypothèse que l'insertion des jeunes dans la vie active ne résulte pas seulement des conditions socio-économiques mais aussi de la situation démographique de la famille, à savoir le nombre insuffisant d'adultes aptes au travail. Celle-ci obligerait les plus jeunes à jouer le rôle de gagne pain de la maison. Afin d'explorer cette possibilité, nous avons inclu le nombre d'adultes actifs dans la famille comme un des facteurs d'analyse. Le Tableau 3.12 nous permet de constater que cette hypothèse n'est pas du tout évidente. Tout au con-

traire, l'activité des adolescents est plus importante quand il y a un plus grand nombre d'adultes actifs. Alors, il ne paraît pas que les adolescents se mettent à travailler pour compenser l'absence d'adultes dans la famille, mais plutôt qu'ils accompagnent les adultes dans un processus d'augmentation d'activité qui touche les jeunes et les plus âgés de la même façon.

TABLEAU 3.12

ANALYSE DE CLASSIFICATION MULTIPLE: MOYENNES NON-AJUSTEES ET AJUSTEES DU NOMBRE D'ADOLESCENTS ACTIFS PAR MENAGE, SELON PLUSIEURS VARIABLES, LE NOMBRE D'ADOLESCENTS ETANT CONTROLE. 1984.

VARIABLES ET CATEGORIES	N	NON AJUSTEE (ETA)	AJUSTE POUR LES AUTRES FACTEURS ET LA COVARIANTE (BETA)	
ZONE DE RESIDENCE				*/
Permanent	427	.35	.36	
Inondable	384	.35	.34	
		(.00)		(.01)
SEXE DU CHEF				*/
Masculin	624	.32	.34	
Feminin	187	.44	.40	
		(.07)		(.04)
SCOLARITE MOYENNE DES ADULTES ACTIFS				a/
Moins de 6	381	.47	.41	
6 à 7	197	.28	.34	
7 à 9	128	.25	.26	
9 ou plus	105	.19	.28	
		(.16)		(.08)
REVENU MOYEN PAR ADULTE ACTIF				*/
Moins de 20	257	.41	.37	
20 à 39,9	408	.36	.34	
40 ou plus	146	.23	.34	
		(.09)		(.02)
NOMBRE D'ADULTES ACTIFS				b/
Un	342	.30	.31	
Deux	298	.31	.33	
3 ou plus	171	.42	.46	
		(.12)		(.08)
R multiple au carré				.20

a/ $p = .001$; */ non significatif

1/ Il s'agit seulement de familles où il y a au moins une personne de 5 à 18 ans.

Source: EFBA, 1984.

3.4 Conclusion

Dans ce chapitre nous avons examiné la situation économique et sociale des résidents des bidonvilles, afin d'avoir une idée du contexte socio-économique dans lequel se trouvent les femmes dont nous allons étudier le comportement reproducteur dans les chapitres qui suivent. Nous avons montré qu'ils s'agit d'une couche sociale incontestablement appauvrie et défavorisée à tous les égards. Mais il y a quand même des variations quant au degré de pauvreté, certaines familles étant plus pauvres que d'autres. Le degré de pauvreté est fortement déterminé par le nombre de personnes qui ont une activité rémunératrice et par le niveau de scolarité de ces personnes. Plus il y a de personnes actives et plus elles sont scolarisées, plus important est le revenu mensuel per capita.

Le sexe du chef est aussi associé au revenu familial, celui-ci étant plus faible dans les ménages qui ont une femme à leur tête. Quant à la zone de résidence, il apparaît que les gens qui ont moins de ressources s'installent dans les secteurs inondables, où les conditions de logement sont nettement plus précaires.

Le résultat plus pertinent quant à la problématique que nous désirons aborder, est que l'incapacité des pourvoyeurs de revenu d'en produire suffisamment est compensée par l'augmentation de l'activité économique des membres de la famille. Cela implique que dans une situation d'extrême pauvreté où le revenu des personnes actives est faible, il serait peut-être raisonnable de vouloir augmenter la taille de la famille pour avoir, éventuellement, un plus grand nombre de pourvoyeurs potentiels de revenu. Cela serait particulièrement sensé si les perspectives d'amélioration sont très réduite, comme apparemment c'est le cas chez le marginaux. Il faut noter, cependant, que l'intensification de l'activité chez les adolescents dépend non pas tellement de l'insuffisance du revenu que du niveau de scolarité moyen des adultes actifs. C'est la voix de ces derniers qui a sans doute plus de poids dans le processus de prise de décision du groupe familial. Et, vraisemblablement, plus ils sont instruits, plus ils vont percevoir des possibilités d'amélioration dans l'avenir et plus ils vont se prononcer en faveur de la scolarisation des jeunes et contre leur initiation prématurée aux activités rémunératrices.

NOTES

- 1 D'après les données de l'EFBA, 1984 et de l'Enquête sur la Main-d'oeuvre d'Asuncion, 1982. Il s'agit de la population aux âges d'activité, c'est-à-dire de 12 ans et plus.
- 2 Pour une description rigoureuse de la façon dont la spéculation foncière contribue à la détérioration des conditions de vie de travailleurs, voir Kowarick, 1981.
- 3 Les données du dernier recensement (1982) nous montrent qu'un grand nombre de familles ont opté pour cette partie de l'alternative. En effet, entre 1977 et 1982 environ 10 pour cent de la population de la capitale s'est déplacée en banlieue pendant le décennie 1972-1982 les municipalités adjacentes à la capitale ont subi un taux annuel moyen d'accroissement de 6,4 pour cent, tandis que le taux d'Asuncion elle même a été d'à peine 1,6 pour cent, c'est-à-dire au dessous du taux d'accroissement naturel.
- 4 Ainsi, d'après plusieurs sources citées dans Portes et Walton (1976: 40-42), la proportion de la population installée dans des bidovilles, par rapport à la population urbaine totale, est estimée à 2 pour cent à Buenos Aires (1956), 10 pour cent dans la Ville de Guatemala, 25 pour cent à Santiago (1962), environ 40 pour cent à Mexico (1966) et à Rio de Janeiro (1961), et de 50 pour cent à Maracaibo (1962) et Brasilia (1969).
- 5 Notre définition de l'analphabète fonctionnel inclut non seulement ceux qui ne sont jamais allés à l'école, mais aussi ceux dont le degré d'instruction est trop faible pour leur permettre de lire ou d'écrire facilement. Définis operationellement, les analphabètes fonctionnels sont tous ceux qui ont moins de quatre ans de scolarité.
- 6 Le groupe d'âge de 12 à 19 est délibérément exclu de ce graphique, parce qu'il inclut une proportion importante de personnes qui n'ont pas encore complété leur instruction.

- 7 La séparation des salariés entre ces deux catégories est faite en fonction du type de travail qu'il font. Ceux qui font de travail manuel sont les ouvriers et ceux qui font de travail non manuel sont des employés.
- 8 Au moment de l'enquête, le salaire d'une travailleuse domestique à plein temps fluctuait entre 25 et 45 US\$ par mois, c'est à dire entre un tiers et la moitié du salaire minimum.
- 9 Les moyennes du revenu mensuel de la population totale ont été calculées à partir des données groupées de l'Enquête sur la Main-d'oeuvre d'Asuncion de 1982. Elles ont été élargies de 32 pour cent afin de tenir compte des deux augmentations de salaire de 15 pour cent qui ont eu lieu pendant cette période. Il faut signaler que cela constitue une estimation plutôt conservatrice, étant donné que selon les estimations officielles de la Banque Centrale du Paraguay, de 1982 à 1984 le taux de variation des prix des biens de consommation a été d'environ 36 pour cent, et d'après le Syndicat d'employés des banques, le coût de la vie d'une famille d'employé bancaire type a augmenté, pendant ce période, de 68 pour cent (Federacion de Trabajadores Bancarios, 1985).
- 10 Ces concepts ont été développés par le Programme d'Emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PREALC), section du Bureau International du Travail. Voir PREALC, 1975 et 1984.
- 11 La valeur du Guarani au moment de la réalisation de notre enquête était de 380 par dollar US.
- 12 En réalité, cette moyenne a été calculée non pas pour toutes les personnes ayant un revenu mais seulement pour les quatre personnes avec le revenu le plus élevé, parce que les indicateurs ont été élaborés seulement pour ces premières quatre personnes. Il faut souligner que les ménages où il y a plus de quatre membres qui ont un revenu représentent à peine 6 pour cent du total; c'est-à-dire que si cette omission donne lieu à une distorsion, celle-ci serait négligeable.

- 13 Près de trois quarts (72 pour cent) des femmes qui se déclarent chefs de ménages n'ont pas de conjoint.
- 14 Le fait qu'il n'y ait pas d'interaction veut dire qu'il ne se produit pas un effet particulier sur la variable dépendante à cause d'une combinaison de deux variables ou plus dans l'analyse. Cette indépendance a été constatée par l'analyse de variance.
- 15 Le nombre moyen de personnes actives par familles est de 2,0 contre 2,2 pour les zones inondables et non-inondables, respectivement. Et la différence de scolarité accomplie est de 5,2 contre 6,1.
- 16 Des 39 familles où il n'y avait aucune personne active, 22, soit 56 pour cent, n'avaient pas de revenu du tout. Le revenu moyen des 17 familles qui en avaient un, était la moitié du revenu moyen des familles où au moins une personne était active (27 365 contre 54 549).
- 17 L'association entre la taille de la famille et le revenu par personne active est statistiquement significative mais très faible, donc la première supposition pourrait être contestée. Mais, d'autre part, la taille de la famille se révèle très étroitement associée au nombre de personnes actives. Voir les Tableaux A.10 et A.11, respectivement.
- 18 Le pourcentage des personnes actives de moins de 18 ans est de 1 dans les familles où il y seulement une personne active, de 7 où il y en a deux et de 20 là où le nombre de personnes actives est de 3 ou plus.
- 19 En effet, le revenu moyen par personne active chez les adolescents est de 3,3 au dessous de celui des adultes (15 482 contre 51 785).
- 20 Dans notre échantillon, nous avons trouvé 60 enfants (de 5 à 12 ans) qui avaient une activité économique, ce que veut dire que 5 pour cent des familles ont un enfant actif ou plus. Vu que ces chiffres sont trop petites pour une analyse statistique distincte, mais en même temps c'est une information dont il faut profiter, nous avons incorporé ces enfants au groupe de 'adolescents'.

Ceux-ci constituent 15 pour cent dudit groupe.

21 Voir Note 18.

22 La durée moyenne des études est de 5,0 chez les adolescents et de 5,9 chez les adultes.

CHAPITRE IV

ATTITUDES ENVERS LES ENFANTS ET TAILLE DESIREE DE FAMILLE

4.1 Concepts généraux

Un des postulats de base du modèle des stratégies de survie, est qu'elles sont rationnelles et conscientes. Cela veut dire que la fécondité élevée des femmes marginales n'est pas, comme l'ont suggéré les postulats du mouvement de planification familiale, une conséquence de leur fatalisme, de leur ignorance ou de leur méconnaissance des moyens anti-conceptionnels. Il ne s'agit pas non plus d'une réponse machinale et irréfléchie à une réalité structurelle donnée. Au contraire, ces femmes ont des attitudes conscientes -- puisqu'elles sont capables de les exprimer de façon cohérente -- qui favorisent les familles nombreuses. C'est l'examen de ces attitudes que nous entreprenons dans le présent chapitre, en sachant que l'étude des attitudes est probablement un des aspects le plus problématique des sciences sociales et un domaine où l'on peut trouver un grand nombre d'ambiguïtés. C'est un sujet qui doit être exploré

avec une certaine précaution.

Le phénomène des attitudes a été amplement discuté, surtout dans les domaines de la sociologie, de la psychologie et de la psychologie sociale. Le premier problème méthodologique qui s'impose est celui de la mesure. D'abord, il faut reconnaître qu'en général, les attitudes ne peuvent pas être décrites par un seul indice numérique, à cause de leur complexité. De plus, les opinions, qui sont acceptées comme l'expression verbale des attitudes (Thurstone, 1970:128), peuvent dénaturer les vraies attitudes sous-jacentes si la personne interrogée se sent contrainte de donner une certaine réponse ou si elle n'est pas tout à fait consciente de ses attitudes. Face à ces limitations, tout ce qu'on peut faire c'est de mesurer l'opinion exprimée verbalement, en sachant que le sujet peut cacher consciemment sa véritable attitude ou que la pression sociale peut lui faire croire que ses réponses expriment effectivement ses attitudes, même si elles ne le font pas réellement. Par conséquent, on peut s'attendre à ce qu'il y ait une marge d'erreur plus ou moins importante selon le cas. Mais si les réponses cachent les attitudes de façon systématique, nous aurons une distorsion assez importante pour invalider l'analyse et nous amener à des conclusions fautives. Une question primordiale se pose donc: dans quelle mesure pouvons-nous avoir la certitude que nous avons saisi les attitudes

qui nous intéressent, au moins d'une façon approximative?

Notons d'abord que le thème sur lequel nous avons posé nos questions ne constitue pas un sujet polémique ou compromettant, et que la pression sociale qui ferait répondre d'une façon ou de l'autre n'existe apparemment pas ou, si elle existe, est très floue et ambiguë. Nous pouvons supposer donc qu'en général, les opinions exprimées par les personnes interrogées montrent effectivement leurs attitudes. Cette supposition est renforcée par le fait que les réponses montrent des tendances assez cohérentes, comme nous allons l'illustrer au cours de ce chapitre.

Dans le domaine de la démographie, les attitudes les plus amplement discutées ont été celles qui sont liées à la taille désirée de la famille, sujet qui a été assez débattu. La première question qui se pose est dans quelle mesure le nombre d'enfants désirés, tel qu'il est déclaré par la femme enquêtée, exprime-t-il effectivement la "demande" d'enfants -- pour utiliser la terminologie micro-économique -- et dans quelle mesure ne refléterait-il pas plutôt la perception par les femmes des normes sociales concernant la taille de la famille? Même s'il n'est pas évident que de telles normes existent dans toutes les sociétés, une tendance assez généralisée parmi les démographes est de présumer qu'elles

existent (voir, par exemple, Freedman, 1963; Ryder, 1978; Raina, 1969).

Il y a plusieurs manières de poser des questions dans le but de saisir les 'normes' de la taille de la famille, et chacune de ces méthodes a ses avantages et ses limitations (voir Oppenheim Mason, 1984). Nous avons posé la question à toutes les femmes: "Est-ce que vous pensez qu'il est préférable d'avoir beaucoup d'enfants ou d'en avoir peu?", et ensuite: "Que signifie avoir beaucoup d'enfants?", "Que signifie avoir peu d'enfants?". Pour celles qui se sont déclarées indécises ou qui croyaient qu'il était préférable de n'en avoir pas beaucoup ni peu, nous avons calculé la moyenne entre ce qu'elles considéraient beaucoup et ce qu'elles considéraient peu, afin de rendre leur réponse quantifiable. Il est raisonnable de supposer que les réponses à ces questions représentent approximativement la taille 'normative' de la famille comme Arnold et al. l'ont fait dans quelques études sur le valeur des enfants. 1/

Mais si tel est le cas, c'est-à-dire si ces réponses reflètent effectivement les normes comme elles sont perçues, cela signifie que les normes sont extrêmement floues, car les variations d'une femme à l'autre sont très importantes. Si ces questions saisissaient effectivement des normes généralisées, on s'attendrait à ce qu'il y ait plus d'uniformité

dans les réponses. Or, cette variable montre un écart type plus grand que celui du nombre d'enfants désirés (3,2 contre 2,3), ce qui veut dire qu'il y a plus d'homogénéité dans les réponses quand les femmes sont interrogées, de façon plus personnelle, sur le nombre d'enfants qu'elles désirent avoir que lorsqu'elles sont interrogées, d'une façon plus générale, sur le nombre d'enfants qu'elles croient qu'on devrait avoir.

En effet, comme nous allons voir plus tard, une fois que l'âge de la femme est contrôlé, les variations du nombre d'enfants désirés sont plutôt faibles ou tout à fait non significatives, même par rapport à certaines variables qui influent fortement sur la fécondité effective. Cela nous fait soupçonner que ces réponses sont peut-être dans une certaine mesure "normalisées" par des modèles idéaux de taille de famille. Ces modèles apparemment se manifestent en référence aux questions sur le nombre d'enfants désirés plutôt qu'à celles, plus générales, dont nous avons discuté plus haut.

Une deuxième question se pose, qui est celle de la rationalisation. Quelques auteurs ne considèrent pas comme valables les questions sur le nombre d'enfants désirés, parce que, selon eux, les réponses reflètent surtout une justification 'a posteriori', par laquelle les femmes

essaient de faire paraître rationnel leur comportement (voir, par exemple Easterlin, 1973; Kiesler, 1977). Cependant, McClelland (1984) arrive à une conclusion différente. Il base sa conclusion sur des études où l'on trouve une corrélation positive entre le nombre idéal d'enfants que les femmes déclarent avant le commencement de la procréation, et la fécondité de ces femmes plus tard. Les autres travaux qu'il examine montrent que la majorité des femmes déclarent un nombre d'enfants désirés différent du nombre qu'elles ont eu. C'est pourquoi il infère que cette variable constitue beaucoup plus qu'une simple rationalisation.

Voyons quelles sont les conclusions que nous pouvons tirer de nos données. En examinant le cas des femmes qui ont déjà passé par l'étape la plus féconde de leur période de procréation, celles de 35 ans ou plus, la corrélation entre le nombre d'enfants désirés et le nombre de survivants devrait être assez élevée. 2/ Cette corrélation est de 0.42, ce qui veut dire que la première explique statistiquement 18 pour cent de la deuxième (ou vice-versa). Même si elle est significative, on devrait s'attendre à ce que la corrélation soit plus élevée si la rationalisation était en effet très importante.

En outre, même si le coefficient était plus élevé, le lien de causalité entre la préférence quant au nombre d'enfants et la taille effective de la famille serait vraisemblablement réciproque. D'une part, plusieurs femmes déclarent sans doute un nombre d'enfants désirés qui coïncide avec la taille de leur famille, simplement parce qu'elles ont accompli ce qu'elles souhaitaient en matière de fécondité. D'autre part, il est également raisonnable de supposer qu'un nombre assez considérable de femmes déclarent vouloir un certain nombre d'enfants pour justifier ou rationaliser le nombre d'enfants qu'elles ont déjà eu. Pour discerner quelle proportion de la variation est attribuable à la rationalisation, et quelle est attribuable à l'accomplissement d'un désir, il faudrait compter sur une source d'information très détaillée et exigerait une analyse très sophistiquée (voir Pullum, 1980), ce qui dépasse l'objectif de notre travail.

Mais même un examen superficiel laisse voir que les réponses ne correspondent pas qu'à un phénomène de rationalisation. Les femmes qui déclarent un nombre d'enfants désirés équivalent à la taille effective de la famille constituent une minorité (14 pour cent). La grande majorité (77 pour cent) disent en vouloir plus. En outre, la proportion de celles qui auraient voulu avoir moins d'enfants augmente de façon substantielle, de 2 pour cent parmi celles

qui ont moins de trois enfants, jusqu'à 33 pour cent chez celles qui ont cinq enfants ou plus, tandis que la proportion de celles qui voudraient en avoir plus diminue de 92 pour cent dans le premier groupe jusqu'à 46 pour cent dans le deuxième (voir Tableau A.4.1). Une tendance semblable se manifeste selon l'âge: le pourcentage des femmes qui auraient voulu avoir moins d'enfants est plus important chez les plus âgées (Tableau A.4.2).

Pour évaluer différemment la validité des réponses sur le nombre d'enfants désirés, nous les avons comparées aux réponses à une autre question sur le même sujet. Aux femmes fertiles vivant en union, et aux femmes qui étaient enceintes lors de l'entrevue, nous avons demandé si elles voulaient avoir plus d'enfants (ou des enfants, si elles n'en avaient pas). Si le nombre d'enfants désirés exprime effectivement l'intention des femmes plutôt qu'une rationalisation, il devrait y avoir une certaine cohérence entre ce nombre-là et le fait de vouloir ou non plus d'enfants. Le Tableau 4.1 montre qu'en effet, les réponses obtenues à ces deux questions sont étroitement associées.

TABLEAU 4.1

ASUNCION: POURCENTAGE DES FEMMES SELON LEUR DESIR D'AVOIR OU NON PLUS D'ENFANTS ET LE NOMBRE D'ENFANTS SURVIVANTS PAR RAPPORT AU NOMBRE DESIRE. FEMMES FERTILES VIVANT EN UNION ET FEMMES ENCEINTE. 1984.

DESIRE PLUS D'ENFANTS	RAPPORT ENTRE NOMBRE D'ENFANTS SURVIVANTS ET ET NOMBRE DESIRE			Total
	Egal	Plus de sur- vivants	Moins de sur- vivants	
Oui	23	5	82	68
Non	68	90	14	27
Indécise	9	5	4	5
Total	100	100	100	100
N=	(87)	(61)	(572)	(720)
$\chi^2=265,7$ $p=.0001$				

Source: EFBA, 1984.

Parmi les femmes dont le nombre d'enfants survivants est inférieur au nombre désiré, 82 disent vouloir plus d'enfants et 14 pour cent déclarent ne pas en désirer plus. Chez les femmes dont le nombre d'enfants survivants dépassent le nombre désiré, par contre, 5 pour cent disent vouloir plus d'enfants tandis que 90 pour cent déclarent ne pas en désirer plus.

D'après les résultats que nous avons examinés, il semble que la distorsion que la rationalisation introduit dans les réponses constitue un facteur moins important que celui qui semble venir de produit par l'existence plus ou moins généralisée de certaines normes quant à la taille de la famille. Vu que nous n'avons pas les moyens de distinguer une réponse biaisée d'une réponse qui correspond aux vraies intentions en matière de procréation, les résultats doivent être considérés avec prudence, en tenant compte de cette imperfection.

Finalement, un autre problème se présente concernant la question du nombre d'enfants désirés. La réponse exprime-t-elle seulement le désir de la femme, ou dénote-t-elle aussi la volonté du mari ou des autres membres adultes de la famille? Autant pour le modèle micro-économique que pour l'hypothèse des stratégies de survie, on suppose que les décisions quant au comportement reproducteur sont prises par le ménage plutôt que par la femme seule. Malgré cela, dans la généralité des cas les questions sur le nombre d'enfants désirés sont posées seulement aux femmes. Lorsqu'on a interrogé les maris séparément ont trouvé des désaccords entre les époux (McClelland, 1983: 301). Jusqu'à maintenant, on ignore comment les processus de négociation ou d'exercice de pouvoir se produisent au sein de la famille, donc nous ignorons comment elles arrivent à des décisions

concertées, ou même si elles arrivent ou non à de telles décisions.

Nous n'avons pas fait exception à la règle, c'est-à-dire nous n'avons pas interrogé les hommes non plus 3/, mais nous avons demandé aux femmes vivant maritalement lors de l'entrevue si elles avaient parlé avec leur mari du nombre d'enfants qu'ils désiraient avoir. Il est déjà significatif qu'une proportion importante (61 pour cent) de ces femmes déclarent en avoir parlé. Cela semble indiquer que dans beaucoup de cas tout au moins, il s'agit d'un comportement dans lequel le mari participe aussi. Comme les questions n'ont été posées qu'aux femmes, nous traitons uniquement de leurs attitudes dans ce chapitre.

En reprenant nos hypothèses, nous rappelons qu'à notre avis le fait de vouloir un grand nombre d'enfants n'est pas fortuit ni irrationnel, mais plutôt qu'il répond à une situation économique précaire. Plus cette situation est précaire, plus les femmes seront enclines à en vouloir beaucoup. Le rapport ne se produit pas seulement parce que les femmes plus pauvres veulent plus d'enfants, mais parce que, en général, leurs attitudes vis-à-vis le travail des enfants, la scolarité prévue pour eux, l'aide qu'on en espère, etc., tendent à favoriser une grande famille et une fécondité élevée. Ce sont ces attitudes que nous examinons

dans les sections qui suivent.

4.2 Attitudes à l'égard du travail des enfants

Dans le questionnaire, nous avons inclus deux questions concernant avec la position des femmes vis-à-vis les travail des enfants. Dans la première, nous leur avons demandé si, à leur avis, les enfants devraient travailler pour aider les parents ou s'ils devraient seulement étudier. Il y avait plusieurs réponses possibles mais pour simplifier l'analyse nous avons créé une variable dichotomique: a) les enfants doivent étudier seulement et b) les enfants doivent travailler. 4/

La deuxième question porte sur l'âge auquel les fils et les filles devraient commencer à travailler. La question n'a pas été posée pour les enfants en général parce que les prévisions quant au commencement de la vie active sont différentes selon le sexe. 5/ Afin d'avoir un seul indice pour notre analyse, nous avons estimé la moyenne des deux sexes. D'après l'hypothèse que nous proposons, plus la condition de la famille est précaire, plus les enfants sont considérés comme une source potentielle de soutien économique, et moins la famille est disposée à investir dans leur scolarisation

ou à se priver de leur contribution au revenu familial. Donc, plus la condition de la famille est précaire, a) plus la femme se prononcera en faveur du travail des enfants, et b) plus jeune sera l'âge envisagé pour qu'ils commencent à travailler, c) plus les aspirations quant à la scolarisation des enfants seront modestes.

Comme indicateurs de la situation socio-économique de la famille, nous avons retenu la scolarité moyenne et le revenu moyen des adultes actifs, variables que nous avons déjà vues dans le chapitre précédent. Sauf lorsque les femmes vivent seules, ce qui est rare, leur position dans la structure sociale est déterminée par celle de l'unité familiale dans laquelle elles sont insérées, ce qui veut dire que c'est la situation de la famille qui détermine celle de la femme. Pour cette raison, nous trouvons justifiable d'utiliser les dites variables, au lieu de celles qui retiennent les caractéristiques des femmes, comme indicateurs de leur niveau de pauvreté. Nous incluons aussi deux variables concernant les femmes en tant qu'individus: a) leur degré d'instruction et b) leur secteur d'activité économique. Pour cette dernière, nous distinguons trois catégories: les inactives, les actives dans le secteur informel, et les actives dans le secteur formel. Le secteur informel, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, fait référence aux petits métiers urbains qui s'effectuent dans un

contexte non structuré et non organisé du point de vue de la loi ou du travail. Ils sont donc plus incertains et, généralement, moins payants que les activités du secteur formel. L'insécurité étant plus grande dans ce secteur, les femmes qui y appartiennent doivent éprouver plus que d'autres le besoin d'augmenter leurs moyens de subsistance et de compter sur le travail rémunérateur des enfants. 6/ Nous n'incluons pas le revenu de la femme parce que, exception faite des cas où elle est le seul gagne-pain du ménage, il n'est pas un indicateur très sûr de son niveau de pauvreté ou de sa capacité d'accéder à des biens de consommation, ces derniers étant déterminés par le revenu des tous les adultes actifs de la famille. 7/

La première hypothèse est corroborée par le Tableau 4.2. Plus la scolarité et le revenu des adultes sont faibles, plus est importante la proportion de femmes qui pensent que les enfants devraient travailler. Cette proportion est de 60 pour cent parmi les femmes des familles où les adultes actifs font moins de 20 000 Gs. par mois et dont la scolarité moyenne est de moins de 6 ans, et de 40 pour cent parmi celles dont le revenu moyen par adulte actif est de 40 000 Gs. ou plus et leur scolarité moyenne est de niveau primaire ou plus.

TABLEAU 4.2

ASUNCION: POURCENTAGE DES FEMMES QUI PENSENT QUE LES ENFANTS DEVRAIENT TRAVAILLER, SELON REVENU MENSUEL MOYEN ET SCOLARITE MOYENNE DES ADULTES ACTIFS. 1984.

REVENU MENSUEL PAR PERSONNE ACTIVE	SCOLARITE MOYENNE DES ADULTES ACTIFS		
	Moins de 6	6 ou plus	Total a/
Moins de 20	60	48	56
20 à 39,9	55	50	53
40 ou plus	47	41	43
Total	56	48	52
N=	(709)	(816)	(1568)

Source: EFBA, 1984.

a/ Inclut les cas où la scolarité est inconnue.

Les caractéristiques des femmes sont également associées à leurs attitudes. Celles qui travaillent dans le secteur informel se prononcent plus souvent en faveur du travail des enfants que celles qui se trouvent dans le secteur formel. Les inactives ont des attitudes proches de celles qui sont dans le secteur informel, sauf que pour elles l'influence de l'instruction semble être plus déterminante. Et, comme on s'y attendait, moins elles sont scolarisées, plus souvent elles adoptent cette position. Ainsi, d'un côté 60 pour cent des femmes du secteur informel et qui n'ont pas fini l'école primaire se déclarent en faveur du

travail des enfants, contre 40 pour cent de celles qui ont au moins fini l'école primaire (Tableau 4.3).

TABLEAU 4.3

ASUNCION: POURCENTAGE DES FEMMES QUI PENSENT QUE LES ENFANTS DEVRAIENT TRAVAILLER, SELON SECTEUR D'ACTIVITE ECONOMIQUE ET SCOLARITE DE LA FEMME, 1984.

SECTEUR D'ACTIVITE ECONOMIQUE	SCOLARITE DE LA FEMME		
	Moins de 6	6 ou plus	Total a/
Inactives	59	47	52
Secteur informel	60	56	53
Secteur formel	48	40	42
Total	59	48	52
N=	(629)	(932)	(1568)

Source: EFBA, 1984.

a/ Inclut les cas où la scolarité est inconnue.

Pour ce qui est de la scolarité des femmes, il n'est pas surprenant que cette variable influence leurs attitudes. Nous allons voir au cours de cette analyse que la scolarité de la femme est associée, de façon invariable et significative, à ses attitudes face à la taille de la famille, à l'activité et à l'instruction des enfants. En fait, cette variable est une des celles qui explique le mieux les attitudes et le comportement procréateur, donc elle mérite une

parenthèse.

Comme nous allons le voir, moins les femmes sont instruites, plus elles adoptent des positions qui favorisent la famille nombreuse. Dans l'optique du mouvement de planification familiale, ceci s'expliquerait par l'acquisition de valeurs plus 'modernes' quant au comportement procréateur chez les femmes plus instruites (Raulet, 1970; Mukerjee, 1962; Freedman et Takeshita, 1969). Dans le contexte de la théorie microéconomique de la fécondité, cette tendance s'expliquerait par l'augmentation, avec la scolarisation, de la valeur du temps de la femme sur le marché de travail, ce qui augmenterait le coût relatif des enfants et par conséquent abaisserait la demande (Becker, 1965; Robinson et Horlacher, 1971; Michael, 1973; Schultz, 1974).

Cette tendance peut être aussi interprétée par notre modèle des stratégies de survie. Dans une économie urbaine la scolarité est une condition importante pour qu'une personne puisse se débrouiller. Moins une femme est scolarisée, plus sa situation est incertaine, donc plus grande est sa nécessité de trouver des stratégies de survie. Une de ces stratégies est recourir à l'aide des enfants. Notons que les femmes qui n'ont pas terminé l'école primaire s'insèrent dans le marché de travail d'une façon très défavorable: la grande majorité d'entre elles (85 pour cent) se

trouvent dans le secteur informel, contre 32 pour cent de celles qui ont 10 années ou plus d'instruction, et leur revenu mensuel moyen n'est que 65 pour cent de celui de ces dernières (16 134 contre 24 630).

Non seulement la situation des femmes est-elle plus pénible quand elles sont moins instruites, mais de plus leurs perspectives d'amélioration et leur marge de manoeuvre sont plus limitées. Cela explique d'ailleurs pourquoi plus leur scolarité est faible, plus elles espèrent avoir beaucoup d'aide de leurs enfants durant la vieillesse, comme nous le verrons dans la section suivante.

En somme, la scolarisation comme facteur d'explication se démontre non seulement par l'influence de l'instruction elle-même -- bien que nous admettons qu'elle doit avoir un influence importante -- mais aussi par le rôle qu'elle joue dans la lutte pour la survie.

La deuxième variable qui porte sur le travail des enfants -- l'âge auquel ils devraient commencer à travailler -- est continue et permet donc une analyse plus élaborée par l'incorporation simultanée de plusieurs variables. Dans le Tableau 4.4 nous incluons deux variables qui décrivent la situation socio-économique de la famille, le revenu et la scolarité moyens des adultes actifs, et celles qui

caractérisent les femmes, scolarité et secteur d'activité. Nous incluons aussi l'âge des femmes à titre de covariante, ce qui signifie dans la colonne des valeurs ajustées, l'influence de cette variable a été éliminée.

TABLEAU 4.4

ANALYSE DE CLASSIFICATION MULTIPLE: MOYENNES NON-AJUSTEES ET AJUSTEES DE L'AGE AUQUEL LES ENFANTS DEVRAIENT COMMENCER A TRAVAILLER D'APRES L'OPINION DES FEMMES RESIDANT DANS LES BIDONVILLES, SELON PLUSIEURS VARIABLES SELECTIONNEES, L'AGE DE LA FEMME ETANT CONTROLE. 1984.

VARIABLES ET CATEGORIES	N	NON AJUSTEE (eta)	AJUSTE POUR LES AUTRES FACTEURS ET LA COVARIANTE (beta)	
SCOLARITE MOYENNE DES ADULTES ACTIFS				a/
Moins de 6	695	14,1	14,4	
6 ou plus	799	15,3	15,0	
		(.22)	(.09)	
REVENU MOYEN PAR ADULTE ACTIF				a/
Moins de 20	486	14,1	14,3	
20 à 39,9	745	14,9	14,8	
40 ou plus	263	15,5	15,2	
		(.18)	(.12)	
SCOLARITE DE LA FEMME				a/
Moins de 6	595	13,7	13,9	
6 ou plus	899	15,4	15,2	
		(.29)	(.23)	
SECTEUR D'ACTIVITE DE LA FEMME				*/
Inactives	865	14,8	14,8	
Secteur informel	454	14,3	14,5	
Secteur formel	175	15,4	15,0	
		(.12)	(.06)	

R multiple au carré .12

a/ p= .001

*/ Non significatif

Source: EFBA, 1984.

Encore ici, la scolarité de la femme est le facteur le plus déterminant. En plus d'avoir le coefficient Beta le plus élevé, c'est celui qui subit les diminutions relatives les plus faibles après les ajustements. Une fois que l'effet des autres variables a été éliminé, les femmes qui n'ont pas complété l'école primaire s'attendent à ce que leurs enfants commencent à travailler plus tôt que ce que s'attendent les femmes plus instruites. Mais ce qui est également révélateur, c'est que tant la scolarité que le revenu moyen des adultes actifs contribuent d'une façon significative à l'opinion des femmes quant à l'âge auquel les enfants devraient commencer à travailler. Tel que notre hypothèse l'avait prédit on constate, après avoir éliminé l'effet de la scolarité des femmes, que l'âge auquel les enfants devraient commencer à travailler évolue en fonction directe du revenu et de la scolarité moyens des adultes actifs. Plus ils sont faibles, plus on s'attend à ce que les enfants commencent à travailler jeunes. Cette tendance est distinctement observable dans le Tableau A.4.3 de l'annexe.

Pour ce qui est du secteur d'activité, les femmes qui sont dans le secteur informel s'attendent à ce que les enfants commencent à travailler plus jeunes. Mais cette différence s'explique surtout par le fait qu'elles sont moins instruites. Une fois qu'on tient compte de la scola-

rité, la différence selon le secteur est négligeable (voir Tableau A.4.4).

Une variable qui est étroitement associée à celle que nous venons d'examiner est la scolarisation prévue pour les enfants. Nous avons demandé à toutes les femmes qui avaient des enfants de moins de 10 ans: "En tenant compte de la situation de votre famille et des possibilités qui existent à Asuncion pour que les enfants puissent étudier, combien d'années de scolarité pensez-vous que vos enfants vont compléter?" Dans ce cas aussi nous avons posé les questions séparément pour les garçons et pour les filles et nous avons calculé la moyenne des deux pour arriver à un indicateur unique. 8/ L'hypothèse que nous avançons est que plus la situation d'une famille est critique, moins avancée est la scolarité qu'une femme envisage pour ses enfants, car le besoin de les voir s'engager dans des activités rémunératrices est plus urgent. Il est évident que cette variable est directement liée à celle que nous avons examinée dans les paragraphes précédents. C'est à dire que plus les femmes considèrent que les enfants devraient commencer à travailler jeunes, plus le degré d'instruction prévu pour eux sera faible. En effet, le coefficient de corrélation entre ces variables est de 0.40, et le Tableau 4.5 montre des tendances très similaires à celles que nous avons observées dans le Tableau 4.4.

TABLEAU 4.5

ANALYSE DE CLASSIFICATION MULTIPLE: MOYENNES NON-AJUSTEES ET AJUSTEES DU NOMBRE D'ANNES DE SCOLARITE ACCOMPLIE PREVUE POUR LEURS ENFANTS D'APRES L'OPINION DES FEMMES RESIDANT DANS LES BIDONVILLES, SELON PLUSIEURS VARIABLES SELECTIONNEES, L'AGE DE LA FEMME ETANT CONTROLE. 1984.

VARIABLES ET CATEGORIES	N	NON AJUSTEE (eta)	AJUSTE POUR LES AUTRES FACTEURS ET LA COVARIANTE (beta)	
SCOLARITE MOYENNE DES ADULTES ACTIFS				a/
Moins de 6	417	10,6	11,2	
6 ou plus	454	12,7	12,1	
		(.26)	(.11)	
REVENU MOYEN PAR ADULTE ACTIF				a/
Moins de 20	284	10,4	10,6	
20 à 39,9	434	12,0	12,0	
40 ou plus	153	12,9	12,6	
		(.23)	(.19)	
SCOLARITE DE LA FEMME				a/
Moins de 6	398	10,1	10,4	
6 ou plus	473	13,0	12,7	
		(.35)	(.28)	
SECTEUR D'ACTIVITE DE LA FEMME				*/
Inactives	512	11,6	11,4	
Secteur informel	281	11,5	11,9	
Secteur formel	78	12,9	12,4	
		(.09)	(.08)	
R multiple au carré			.18	

a/ p= .001

*/ Non significatif

Source: EFBA, 1984.

Encore ici, le degré d'instruction des femmes s'avère le facteur le plus important, mais la scolarité et le revenu des adultes actifs influent de façon significative aussi sur le niveau de scolarité que les femmes envisagent pour leurs enfants: plus ils sont faibles, moins élevée est la scolarisation que les femmes prévoient. Cette tendance se maintient après qu'on a éliminé l'effet de la scolarité. Quant au secteur d'activité, les tendances sont celles qu'on attendait (la scolarité prévue pour les enfants est plus élevée parmi les femmes qui travaillent dans le secteur formel), mais une fois que l'effet des autres facteurs est contrôlé, cette variable se révèle non-significative.

Les résultats que nous avons discutés dans cette section corroborent notre hypothèse voulant que face à une situation de pauvreté les femmes tendent à favoriser l'activité économique des enfants, au détriment de leur scolarisation. Et plus la situation est critique, plus cette tendance est évidente. Ce résultat s'explique parce que la nécessité d'intensifier les activités rémunératrices devient plus pressante au fur et à mesure que la situation de pénurie se fait plus aigue. Cela correspond également au processus d'intensification de la force de travail dont nous avons discuté dans les dernières sections du chapitre précédent.

Nous avons vu que le degré d'instruction influe de façon déterminante sur les attitudes à l'égard du travail des enfants. Moins les femmes sont instruites, plus elles estiment que les enfants devraient commencer à travailler tôt et moins elles s'attendent à ce qu'ils étudient plusieurs années. Il est sans doute très raisonnable de supposer que les femmes moins instruites ont des aspirations plus modestes quant à la scolarisation de leurs enfants. Mais, en plus de ce facteur, nous avançons que les femmes moins instruites doivent faire face à une incertitude économique plus grande et ont vraisemblablement un besoin plus urgent de compter sur l'aide de leurs enfants.

4.3 Aide prévue des enfants

D'après le modèle micro-économique de la fécondité, une des causes de la fécondité élevée dans les sociétés sous-développées tient à ce que les enfants représentent la seule ou la plus importante ressource de sécurité pendant la vieillesse (voir, par exemple, Robinson et Horlacher, 1971; Leibenstein, 1977). Selon Caldwell (1983:461), "pour avoir de la protection et du soutien au moment de la vieillesse, souvent il n'existe pas d'autre moyen d'investissement que les enfants survivants". Ce point de vue est mis en ques-

tion par Vlassoff et Vlassoff (1983), lesquels, après avoir fait une étude sur le terrain dans un village indien, arrivent à la conclusion que le besoin de sécurité pour la vieillesse n'est pas un facteur qui motive les gens à vouloir plusieurs enfants. Mais il paraît que jusqu'à maintenant la démonstration empirique n'est ni assez solide ni assez abondante pour corroborer ou réfuter l'une ou l'autre de ces suppositions (Lindert, 1983).

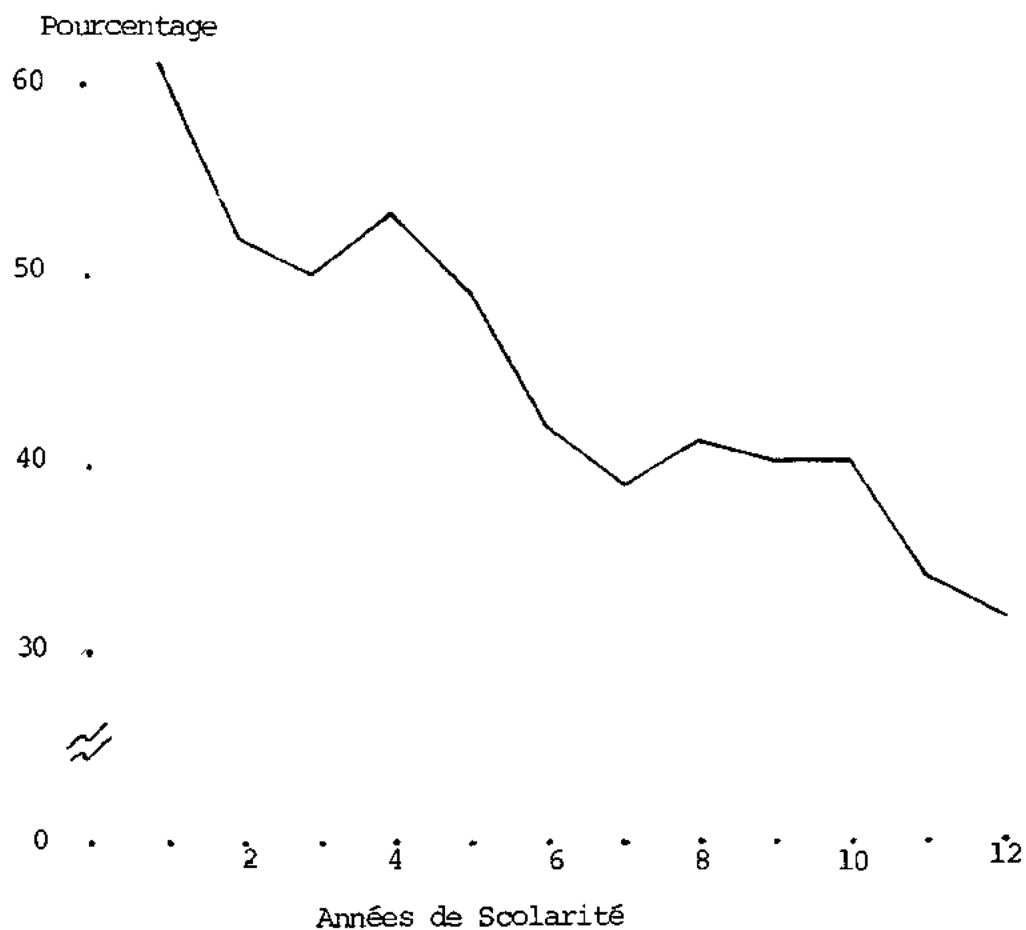
Selon le modèle fondé sur les stratégies de survie que nous proposons, l'insécurité face à la vieillesse et l'infirmité constitue une motivation importante pour que les femmes désirent avoir un grand nombre d'enfants. Nous avançons comme hypothèse que plus la situation est précaire et plus les perspectives d'avenir sont incertaines, plus les femmes s'attendent à recevoir d'aide de leurs enfants.

Pour tester cette hypothèse, nous avons demandé à toutes les femmes qui avaient au moins un enfant vivant: "Pensez vous que vos enfants vous aideront, du point de vue économique ou autrement, quand vous serez vieille?" Il est assez significatif qu'une très petite minorité des femmes -- 2 pour cent -- s'attendent à ne recevoir aucune aide, tandis que la grand majorite -- 92 pour cent -- croient qu'elles recevront de l'aide des enfants. Celles-ci se divisent en deux groupes: celles qui espèrent beaucoup

d'aide (48 pour cent) et celles qui en espèrent juste un peu (52 pour cent). Quelques femmes ont donné des réponses non pré-codées, telles que "je ne sais pas", ou "ça dépend de mes enfants", etc. Celles-ci constituent 6 pour cent de l'échantillon. Dans le but de faire notre analyse, nous considérons une variable dichotomique: a) les femmes qui espèrent avoir beaucoup d'aide et b) celles qui s'attendent à en avoir juste un peu ou aucune, plus celles qui ont donné une réponse non pré-codée.

Nous avons examiné l'association de cette variable avec la scolarité et le revenu moyens des adultes actifs, et le secteur d'activité et la scolarité de la femme. Nous avons découvert que c'est seulement la dernière variable -- la scolarité de la femme -- qui montre une association significative avec l'aide espérée dans la vieillesse. Comme le montre le Graphique 4.1, la proportion des femmes qui s'attendent à avoir beaucoup d'aide des enfants diminue graduellement avec la scolarisation, de 61 pour cent chez les femmes qui ne sont jamais allées à l'école jusqu'à 32 pour cent pour celles qui ont complété plus de 10 ans d'instruction.

GRAPHIQUE 4.1
ASUNCION: POURCENTAGE DE FEMMES MARGINALES QUI S'ATTENDENT
A AVOIR BEAUCOUP D'AIDE DE LEURS ENFANTS, SELON SCOLARITE. 1984.*



* Courbe lissée par la méthode de la moyenne mobile simple.

La question qui se pose alors est la suivante: pourquoi est-ce seulement la scolarisation de la femme qui détermine ses attentes face à l'aide apportée par les enfants? Pourquoi les conditions familiales, ou le mode d'insertion de la femme dans le marché de travail ne montrent-elles pas une association significative avec ses attentes? Nos données ne nous permettent pas d'explorer ces questions de façon empirique, mais nous nous permettrons quand même d'avancer une hypothèse.

Pour ce qui est de l'aide prévue pendant la vieillesse, les femmes pensent au soutien dont elles auront besoin en tant qu'individus dans l'avenir plutôt que comme membres du groupe familial tel qu'il existe à présent. Il s'agit, d'ailleurs, d'une position très réaliste. Ces femmes sont encore relativement jeunes. Leur âge moyen est de 32 ans, la moitié d'elles ont moins de 30 ans et 80 pour cent ont moins de 40 ans. Cela veut dire que pour une grande partie d'entre elles, la vieillesse, qui n'arrivera que dans une vingtaine ou un trentaine d'années, est encore une perspective lointaine. Pendant cette période, il est certain que le groupe familial va subir des transformations importantes; il est même possible qu'il se disperse et arrive à sa phase d'extinction en tant que groupe. Les enfants seront sortis de la maison pour former un nouveau ménage. Quant à celles qui ont un compagnon ou un mari, les probabilités qu'elles

soient devenues veuves ou séparées sont assez élevées, compte tenu du taux de mortalité et de l'instabilité conjugale. Pour celles qui ont leurs parents avec elles, ceux-ci seront très probablement décédés

Cette certitude que le groupe familial n'existera plus comme il est actuellement, s'accompagne de l'incertitude en ce qui concerne les ressources économiques dans le futur: la capacité d'épargne de ces familles est pratiquement nulle et elles ne sont pas protégées par un système d'assurance sociale.

Face à cette réalité, on peut comprendre pourquoi presque toutes les femmes s'attendent à ce que leurs enfants leur donnent de l'aide, soit beaucoup, soit juste un peu. Sans cette aide leur subsistance même serait sans doute menacée. On peut comprendre aussi pourquoi l'assistance espérée des enfants n'a pas de rapport avec les conditions actuelles de la famille ou avec le mode d'insertion des femmes dans le marché de travail. Ces conditions ne seront pas les mêmes quand elles auront vieilli. Le niveau d'instruction, par contre, est une caractéristique qui reste invariable, puisque il est très improbable que ces femmes reprennent des études après avoir eu un enfant. Il est raisonnable de supposer que moins une femme est scolarisée, plus elle se sent inapte à se débrouiller seule, donc plus

elle doit compter sur l'assistance de ses enfants pour survivre pendant la vieillesse. Cela expliquerait la relation inverse entre la scolarité et l'aide prévue des enfants qu'on a pu remarquer dans le Graphique 4.1.

Comme nous l'avions dit au départ, à défaut de données plus précises, nous avançons cette hypothèse sans pour cela la démontrer.

4.4 Nombre d'enfants désirés

Le fait qu'il y ait un rapport entre le degré de pauvreté et les attitudes face au travail des enfants confirme ce que nous apprend l'approche des stratégies de survie, mais il ne suffit pas pour l'expliquer entièrement. Selon cette approche, plus la situation économique est faible plus les femmes se prononcent en faveur du travail des enfants. Mais de plus, la faiblesse économique amène les femmes à vouloir un plus grand nombre d'enfants, ceux-ci étant une source potentielle importante de revenu et de sécurité. Ce rapport entre le degré de pauvreté et le nombre d'enfants désirés est un élément fondamental de la notion de stratégie de survie, car nous supposons que c'est par ce moyen que la liaison entre la pauvreté et le comportement procréateur est

établie. Pour tester cette hypothèse, nous avons interrogé les femmes également sur le nombre d'enfants qu'elles désirent. Nous avons posé la question suivante à toutes les femmes: "Si vous étiez capable de choisir exactement le nombre d'enfants que vous aurez au cours de votre vie, combien en auriez-vous?" Comme nous l'avons vu au début de ce chapitre, les réponses à cette question doivent être interprétées avec une certaine prudence, parce nous ne savons pas exactement dans quelle mesure nous traitons les vraies intentions des femmes en matière de fécondité, et dans quelle mesure ces réponses sont biaisées par des normes portant sur la taille idéale de famille.

Dans les deux tableaux suivants, nous examinons l'association entre cette variable et la condition de la famille -- exprimée par la scolarité et le revenu moyens des adultes actifs --, d'un côté, les attitudes et les caractéristiques des femmes, d'un autre.

Comme dans le cas de l'aide prévue des enfants, la situation de la famille n'a aucune influence apparente sur le nombre d'enfants que la femme désire. Le secteur d'activité de la femme ne montre pas un effet significatif non plus. Nous pouvons observer dans le Tableau 4.6 que le seul facteur qui s'avère significativement associé à la taille désirée de la famille est le degré d'instruction de la

femme: moins la femme est instruite, plus le nombre d'enfants qu'elle désire est grand.

TABLEAU 4.6

ANALYSE DE CLASSIFICATION MULTIPLE: MOYENNES NON-AJUSTEES ET AJUSTEES DU NOMBRE D'ENFANTS DESIRES PAR LES FEMMES RESIDANT DANS LES BIDONVILLES, SELON PLUSIEURS VARIABLES SELECTIONNEES, L'AGE DE LA FEMME ETANT CONTROLEE. 1984.

VARIABLES ET CATEGORIES	N	NON AJUSTEE (eta)	AJUSTE POUR LES AUTRES FACTEURS ET LA COVARIANTE (beta)
SCOLARITE MOYENNE DES ADULTES ACTIFS			*/
Moins de 6	676	4,4	4,3
6 ou plus	788	4,1	4,3
		(.06)	(.01)
REVENU MOYEN PAR ADULTE ACTIF			*/
Moins de 20	479	4,2	4,2
20 à 39,9	730	4,3	4,4
40 ou plus	255	4,2	4,2
		(.03)	(.04)
SCOLARITE DE LA FEMME			a/
Moins de 6	574	4,9	4,6
6 ou plus	890	3,9	4,1
		(.22)	(.10)
SECTEUR D'ACTIVITE DE LA FEMME			*/
Inactives	846	4,3	4,4
Secteur informel	446	4,4	4,2
Secteur formel	172	4,0	4,1
		(.05)	(.04)

R multiple au carré .14

a/ p= .001

*/ Non significatif

Source: EFBA, 1984.

Dans le Tableau 4.7, nous examinons uniquement les attitudes et les caractéristiques des femmes, sans tenir compte des variables concernant leur contexte familial. Ce tableau n'inclut que les femmes qui ont eu un enfant ou plus. Nous faisons une telle sélection parce que dans l'analyse nous incorporons deux variables importantes qui ne concernent que ces femmes: l'aide prévue des enfants et l'expérience des femmes quant à la mortalité de leurs enfants.

Il faut mentionner que nous avons également tenté une analyse incluant comme facteurs l'âge auquel devraient commencer à travailler et la scolarité prévue pour eux, variables que nous avons traités comme dépendentes dans la Section 4.2. Nous nous attendions à trouver une relation inverse entre ces variables et le nombre d'enfants désirés: moins la scolarité prévue pour les enfants est importante, et plus les femmes s'attendent à ce qu'ils commencent à travailler jeunes, plus le nombre d'enfants désirés serait grand. Mais nous n'avons pas trouvé un rapport significatif, ce qui veut dire que ni les attentes quant à l'instruction ni les attitudes envers leur activité économique n'influent de façon significative sur la taille de la famille qu'une femme désire.

Notons d'abord dans le Tableau 4.7, que les femmes qui se prononcent en faveur du travail des enfants et celles qui s'attendent à en recevoir beaucoup d'aide déclarent un nombre moyen d'enfants désirés plus élevé. Ce résultat confirme l'idée que leurs intentions en matière de fécondité sont influencées par le besoin d'augmenter les sources de revenu et de s'assurer un soutien pour la vieillesse.

Il faut souligner, néanmoins, que même dans les cas où l'on trouve des différences statistiquement significatives, celles-ci sont très faibles une fois que l'influence de l'âge est contrôlée. Nous pensons donc que ces réponses peuvent être dans une certaine mesure biaisées, à cause des normes sous-jacentes.

Pour les enfants qui sont nés dans les bidonvilles les probabilités de mourir sont deux fois plus élevées que pour ceux qui sont nés ailleurs dans la capitale. D'après nos estimations, 12,3 pour cent des premiers seront morts avant leur deuxième anniversaire 10/, tandis que, selon l'Enquête démographique rétrospective de 1977 cette probabilité est de 6,4 pour la totalité des enfants de la ville (Gomez et Maccio, 1981) 11/. En fait, ce qui est plus remarquable, c'est que le taux de mortalité infantile le plus élevé du pays, y compris les zones rurales, se trouve dans les bidonvilles de la capitale.

En mettant à part l'iniquité flagrante que ces chiffres révèlent, il est logique de s'interroger sur l'impact que ce niveau de mortalité doit avoir sur le comportement procréateur. Pour analyser l'effet de cette variable, nous divisons les mères en deux catégories, selon qu'elles ont subi ou non le décès d'un enfant. 12/ On peut remarquer dans le tableau que ce dernier facteur est le plus étroitement associé au nombre d'enfants désirés. En effet, une fois éliminée l'influence des autres variables, y compris l'âge de la femme, les femmes qui ont subi le décès d'un enfant déclarent une moyenne de 5,2 enfants désirés contre une moyenne de 4,5 chez les femmes dont tous les enfants sont survivants. Cependant, on ne saurait conclure que les femmes qui ont subi la perte d'un enfant veulent plus d'enfants, comme nous le montrons plus loin.

TABLEAU 4.7

ANALYSE DE CLASSIFICATION MULTIPLE: MOYENNES NON-AJUSTEES ET AJUSTEES DU NOMBRE D'ENFANTS DESIRES PAR LES FEMMES RESIDANT DANS LES BIDONVILLES, SELON PLUSIEURS VARIABLES SELECTIONNEES, L'AGE DE LA FEMME ETANT CONTROLEE. 1984.

VARIABLES ET CATEGORIES	N	NON AJUSTEE (eta)	AJUSTE POUR LES AUTRES FACTEURS ET LA COVARIANTE (beta)
a/			
SCOLARITE DE LA FEMME			
Moins de 6	495	5,2	4,9
6 ou plus	549	4,3	4,5
		(.19)	(.10)
a/			
ATTITUDE ENVERS LE TRAVAIL DES ENFANTS			
Juste etudier	495	4,3	4,5
Travailler	561	5,0	4,9
		(.13)	(.08)
a/			
A SUBI LE DECES D'UN ENFANT			
Non	766	4,4	4,5
Oui	278	5,5	5,2
		(.19)	(.11)
b/			
AIDE PREVUE DES ENFANTS			
Beaucoup	461	4,9	4,8
Peu ou aucune	583	4,5	4,6
		(.09)	(.05)

R multiple au carré .12

a/ p= .001

b/ p= .05

Source: EFBA, 1984.

Dans la présentation de notre cadre théorique, nous avons discuté du problème que pose l'étude du rapport entre la mortalité infantile et la fécondité. Un des mécanismes par lesquels cette corrélation se produit est, en principe, que la mort d'un enfant entraîne le désir d'en avoir un autre pour remplacer celui qui a été perdu, afin de maintenir la taille désirée de la famille. Ce phénomène, que l'on appelle "l'effet de remplacement" (Brass, 1975; Rutstein et Medica, 1975; Friedlander, 1977), est celui dont nous allons maintenant traiter.

Une des difficultés posée par cette question est de démêler l'effet volitif de l'effet purement physiologique. L'effet volitif se produit quand il y a une volonté consciente de remplacer un enfant décédé. L'effet physiologique est constitué par l'interruption de l'allaitement et le recommencement de l'ovulation, ce qui entraîne le risque de nouvelles grossesses. C'est précisément pour écarter de l'analyse l'interférence du deuxième facteur que nous préférons examiner l'effet de la mortalité infantile sur le nombre d'enfants désirés plutôt que sur la fécondité même. Cela nous permet d'avoir la certitude que nous traitons de l'aspect purement volitif de la réaction face à la mort d'un enfant.

Nous avons vu qu'il y a un rapport significatif entre la fécondité effective et la taille de famille désirée: les femmes qui ont plus d'enfants tendent à déclarer un plus grand nombre d'enfants désirés. D'autre part, il y a aussi un rapport entre la fécondité et la mortalité infantile: la probabilité d'avoir un enfant décédé augmente avec l'agrandissement de la famille. Cela implique que les femmes qui ont subi le décès d'un enfant pourraient déclarer une plus grande taille, désirée de famille simplement parce qu'elles ont eu plus d'enfants, et non pas à cause du décès comme tel. Afin de contrôler cette distortion, nous examinons le nombre d'enfants désirés selon que les femmes ont perdu un enfant ou non, en tenant compte de leur fécondité. Le Tableau 4.8 nous montre qu'une fois que la fécondité de la femme est contrôlée, l'expérience de la mortalité infantile n'a pas une influence significative sur le nombre d'enfants désirés.

TABLEAU 4.8

ASUNCION: NOMBRE D'ENFANTS DESIRES, SELON QUE LES FEMMES AIENT SUBI OU NON LE DECES D'UN ENFANT ET LE NOMBRE D'ENFANTS NES VIVANTS. 1984.

NOMBRE D'ENFANTS NES VIVANTS	A SUBI LE DECES D'UN ENFANT		
	Non	Oui	Total
1 ou 2	3,6	3,8	3,6
3 ou 4	4,9	4,6	4,8
5 ou plus	6,1	6,4	6,3
Total	4,4	5,4	4,7
N=	(779)	(307)	(1086)

Source: EFBA, 1984.

Donc d'après nos résultats, le fait d'avoir perdu un enfant n'amène pas les femmes à désirer une plus grande famille. La taille désirée de famille demeure plutôt constante une fois que l'effet de la fécondité a été éliminé.

Un autre résultat corrobore cette affirmation. Aux femmes vivant en union qui se croyaient fertiles et aux femmes enceintes, nous avons demandé si elles voulaient avoir d'autres enfants, sans en préciser le nombre. On peut supposer que si la perte d'un enfant provoque le désir d'en vouloir plus, celles qui en avaient perdu un donneraient des réponses affirmatives plus souvent que les autres. Dans le

Tableau 4.9, nous pouvons noter qu'il y a une différence dans le sens prévu, mais elle est trop petite pour être statistiquement significative.

TABLEAU 4.9

ASUNCION: POURCENTAGE DE FEMMES FECONDES QUI DECLARENT VOULOIR PLUS D'ENFANTS SELON QU'ELLES AIENT SUBI OU NON LE DECES D'UN ENFANT ET LE NOMBRE D'ENFANTS NES VIVANTS. FEMMES EN UNION SE CROYANT FERTILES ET FEMMES ENCEINTE. 1984.

NOMBRE D'ENFANTS NES VIVANTS	A SUBI LE DECES D'UN ENFANT		
	Non	Oui	Total
1 ou 2	82	89	83
3 ou 4	68	73	70
5 ou plus	39	43	41
Total	70	60	67
N=	(551)	(200)	(751)

Source: EFBA, 1984.

D'après les résultats que nous venons d'examiner, la mortalité infantile n'influe pas de façon déterminante sur le nombre d'enfants désirés par la femme. Cela implique que, si le nombre d'enfants désirés traduit effectivement les intentions des femmes en matière de fécondité, le fait d'avoir subi le décès d'un enfant ne modifie pas visiblement et significativement ces intentions. En vu de ces résultats, nous ne pouvons que nous joindre aux nombreux auteurs que se montrent sceptiques à l'égard de l'influence que la volonté de remplacer un enfant décédé peut avoir sur la fécondité. (voir, par exemple, Rutstein et Medica, 1975; Ware, 1977; Singarinbun et Hull, 1977; Friedlander, 1977; Knodel, 1978; Santow et Bracher, 1984).

4.5 Conclusion

Dans ce chapitre nous avons examiné certaines attitudes des femmes qui, vraisemblablement, sont associées au comportement procréateur. Nous avons étudié les opinions à l'égard du travail et de la scolarité des enfants, le soutien attendu d'eux, et la taille désirée de la famille. Pour la plupart, les attitudes que ces femmes manifestent des tendances compatibles avec les hypothèses axées sur la notion de stratégie de survie.

La scolarisation s'avère un facteur qui détermine de façon prépondérante les attitudes des femmes. Moins elles sont instruites, plus elles tendent à favoriser le travail des enfants, plus elles s'attendent à être aidées par eux dans leur vieillesse, plus leurs aspirations quant à l'instruction des enfants sont modestes et plus elles désirent avoir une famille nombreuse. Nous expliquons cela par le fait qu'en général, les femmes moins instruites se trouvent dans une situation plus précaire, et que leurs perspectives d'avenir sont également plus incertaines. Elles ont donc plus besoin de consolider des stratégies de survie alternatives, moyennant l'activité économique des enfants.

Mais la scolarité de la femme est une caractéristique qui ne la définit qu'en tant qu'individu. Ce que nous avons trouvé plus pertinent par rapport aux hypothèses que nous avançons, c'est qu'indépendamment de leur scolarité, les femmes se prononcent plus en faveur du travail des enfants, au détriment de leur scolarité, au fur et à mesure que la situation économique de la famille se fait plus critique. Ce résultat corrobore notre hypothèse que l'aggravation de la pauvreté amène les femmes à s'attendre à ce que les enfants jouent un rôle plus important dans la vie économique de la famille.

Pour ce qui est du nombre d'enfants désirés, les résultats de l'analyse sont plutôt décevants. Cette variable ne montre pas de variations importantes, même en l'examinant par rapport aux facteurs qui s'avèrent étroitement associés à la fécondité. Cela peut être dû à ce que que les réponses sont influencées par des normes sous-jacentes quant à la taille idéale de famille ou par un phénomène de rationalisation. D'après ce que nous avons vu, c'est apparemment le premier facteur qui cause la distorsion la plus importante. En tout cas, étant donné qu'on n'a pas les moyens de déterminer quand il s'agit de l'un ou l'autre, ou quand il s'agit de l'expression d'une véritable intention ou désir, le pouvoir explicatif de cette variable est plutôt limité.

NOTES

- 1 Dans ces études ils ont posé la question "When you think of a small family, how many children would be in it?" et une question pareille pour une "large family" (Arnold et al. 1975:171)
- 2 La taille effective de la famille est le nombre d'enfants survivants qu'une femme a au moment de l'enquête. Dans un contexte de mortalité élevée, comme celui que nous étudions, ce chiffre est plus pertinent que la parité car, nous supposons, la taille désirée de famille implique le nombre d'enfants survivants en non pas simplement le nombre de naissances
- 3 Le fait de connaître les attitudes des hommes nous aurait permis sans doute d'aborder cette problématique dans une perspective plus riche. Mais, en plus des difficultés d'interprétation, cela implique une opération sur le terrain beaucoup plus embarrassante. Cela exigerait normalement plus d'une visite aux ménages sélectionnés par l'échantillonnage, l'époux étant absent dans la première visite dans un grand nombre de cas. Outre, même si les deux époux sont présents, il faudrait les interroger séparément, ce qui peut occasionner une résistance importante de la part des enquêtés.
- 4 La catégorie de celles qui pensent que les enfants doivent travailler inclut d'autres réponses différentes, telles que a) ils doivent travailler seulement si la famille se trouve dans une situation de pénurie, b) ils doivent travailler d'un temps à autre pour aider les parents même si ils ne sont pas dans une situation très critique, c) ils doivent travailler toujours parce que cela est une obligation, et d) ils doivent travailler et étudier en même temps.
- 5 En moyenne, les femmes s'attendent à ce que les garçons commencent à travailler environ deux ans et demi plus jeunes que les filles (à l'âge de 13,5 pour les premiers contre 15,9 pour les dernières).

- 6 Pour faire la division entre les secteurs formel et informel nous avons utilisé l'information sur les professions des femmes, codées à trois chiffres selon la nouvelle version de la Classification Internationale Normalisée de l'Activité Professionnelle (Bureau International du Travail). Grâce à cette information très détaillée, nous avons pu faire un regroupement assez exact.
- 7 A titre d'expérimentation, nous avons incorporé le revenu des femmes comme variable indépendante dans l'analyse, ce qui nous a permis de constater que son pouvoir explicatif est en effet nul.
- 8 Dans le cas de la scolarité prévue pour les enfants, nous n'avons pas trouvé de différence significative selon sexe: Une moyenne de 10,6 pour les garçons contre une de 10,4 pour les filles.
- 9 Parmi les femmes qui ont un enfant décédé, la majorité (74 pour cent) ont subi la perte de juste un enfant, 15 pour cent en ont perdu deux et 11 pour cent en ont perdus trois ou plus. Nous ne faisons pas cette distinction dans l'analyse pour avoir de catégories qui englobent un plus grand nombre de cas.
- 10 Chiffre calculé par la variation de Trussell de la méthode de Brass (voir Nations Unies, 1983).
- 11 Malheureusement, les données du dernier recensement (1982) n'ont pas encore été publiées pour la capitale, c'est pourquoi nous ne pouvons pas faire une comparaison avec des chiffres plus récents.
- 12 Dans les cas où le nombre d'enfants désirés est inférieur au nombre de survivants, la valeur de nombre d'enfants additionnel désirés est fixé à zéro.

CHAPITRE V

LE COMPORTEMENT PROCREATEUR

5.1 Les niveaux de fécondité

Nous avons déjà signalé au premier chapitre que la fécondité des femmes marginales est beaucoup plus élevée que celle des autres femmes citadines. L'indice synthétique de fécondité chez les premières, pour l'année 1984, est de 5,3 l/, alors que, d'après les résultats de l'Enquête Démographique Rétrospective de 1977, cet indice était de 2,9 pour l'ensemble de la ville (Brizuela de Ramirez, 1982 2/.

Etant donné qu'il y a un décalage de temps considérable entre ces deux sources, et que dans les dernières décennies on a observé une nette tendance à la baisse de la fécondité (Secretaria Técnica de Planificacion, 1980; Brizuela de Ramirez, 1981; Schoemaker, 1984), nous pouvons supposer qu'actuellement la différence est encore plus prononcée. Prudemment, on peut avancer que le nombre d'enfants que les

femmes auront à la fin de leur vie reproductive, si elles maintiennent le rythme actuel de fécondité (ce qui est indiqué par l'indice synthétique de fécondité), sera deux fois plus élevé chez les femmes résidant dans les bidonvilles.

Le Graphique 5.1 illustre le nombre moyen d'enfants par femme dans la population totale et marginale. Les données de la population totale proviennent de l'Enquête Nationale de Fécondité de 1979. On peut remarquer dans ce graphique que, déjà aux âges 25-29, les femmes marginales ont en moyenne un enfant de plus, et que la différence entre la population totale et marginale s'amplifie visiblement avec l'âge. Il faut tenir compte du fait que dans ce cas aussi il y a un décalage de temps de 5 ans et que, par conséquent, les différences sont probablement plus prononcées.

D'après les propagateurs de la planification familiale, cette différence s'expliquerait, entre autres, soit par la méconnaissance en matière de méthodes anticonceptionnelles efficaces, soit par l'hésitation à s'en servir, soit à cause des attitudes traditionnelles et fatalistes des femmes marginales. Ceci donnerait lieu à de nombreuses grossesses non désirées.

Afin de vérifier ces hypothèses, dans la prochaine section nous examinons la question de la connaissance et de la pratique de la contraception parmi les marginaux.

5.2 La régulation de la fécondité

5.2.1 La connaissance et l'utilisation de la contraception

Pour saisir la connaissance générale des moyens contraceptifs suivant le modèle de l'Enquête Mondiale de Fécondité, nous avons posé deux questions à toutes les femmes, indépendamment de leur état civil ou de leur fécondité. Premièrement, nous leur avons demandé directement si elles connaissaient des méthodes grâce auxquelles une femme peut éviter de devenir enceinte, les alternatives de réponse étant simplement oui ou non. Ensuite, afin d'approfondir ce sujet, nous leur avons demandé, en expliquant chaque méthode, si elles en avaient entendu parler. A celles qui donnaient des réponses affirmatives, on demandait aussi si elles les avaient utilisées. A cause de la formulation de la question, "connaître" veut en effet dire que l'enquêtée a entendu parler d'une méthode donnée. On ne sait pas si elle la connaît dans le sens strict du mot, c'est-à-dire si elle saurait l'utiliser et d'où l'obtenir. La question a été posée de façon plutôt vague, parce que nous supposons que

les femmes qui ne sont pas intéressées à se servir d'une certaine méthode, ou qui croient que telle méthode est inaccessible, ne vont probablement pas s'efforcer d'en obtenir des renseignements détaillés, même si elles sont au courant de son existence.

Comme on pouvait s'y attendre, le pourcentage de réponses affirmatives est plus élevé quand les questions sont formulées méthode par méthode. Il est possible que ce type de question amène les femmes à répondre affirmativement, même si elles n'avaient jamais entendu parler d'un certain type de contraceptif. D'autre part, il y a aussi des femmes qui, même étant au courant de l'existence d'une ou plusieurs méthodes, donnent une réponse négative à la première question. Ainsi, nous avons trouvé que, parmi les femmes qui avaient déclaré ne pas connaître de contraceptifs, 20 pour cent en avaient déjà utilisés. Au cours de la discussion qui suit, nous nous basons sur le deuxième type de question, soit celle posée spécifiquement pour chaque méthode.

Une chose très évidente est que les marginaux ne constituent pas une population non informée en matière de contraception: 96 pour cent des femmes aux âges fertiles connaissent des méthodes anticonceptionnelles, pourcentage aussi élevé que celui de l'ensemble des femmes de la capitale.

En parlant des moyens contraceptifs, il faut tenir compte que ce terme comprend une grande gamme de méthodes très différentes. D'abord, existe celles dont l'efficacité est reconnue, comme la pillule, le stérilet et la stérilisation, soit masculine ou féminine. En deuxième lieu, on trouve les contraceptifs modernes, qui ont une certaine efficacité, mais dont l'incidence d'échec est assez importante. Dans cette catégorie on peut regrouper le condom, le diaphragme, les gelées contraceptives, les injections, etc. Finalement, il y a les méthodes traditionnelles, telles le retrait, le rythme, l'infusion d'herbes dites "anticonceptionnelles" selon les croyances populaires, etc. L'efficacité de ces méthodes est pratiquement nulle. Vue que la capacité de contrôler effectivement les naissances dépend non seulement du fait de pratiquer ou non la contraception, mais aussi du type de méthode utilisée, nous tendrons compte de ce dernier facteur dans notre analyse.

Il est intéressant de signaler que parmi les femmes marginales non célibataires, pratiquement toutes -- 96 pour cent -- connaissent au moins un moyen contraceptif d'efficacité reconnue. Trois pour cent ne connaissent que des méthodes d'efficacité douteuse ou des méthodes traditionnelles, et à peine un pour cent déclare ne pas connaître une seule méthode.

Cette connaissance semble être également répandue parmi toutes les catégories de femmes. Indépendamment de leur scolarité, du revenu familial ou de l'âge, la proportion d'entre elles qui déclarent connaître une méthode dépasse 90 pourcent. Cette diffusion s'explique par le fait que, même si elles sont économiquement marginalisées, ces femmes vivent dans un milieu urbain et sont exposées à beaucoup d'information grâce aux moyens de communication de masse. Etant donné l'entassement de ces familles, on peut supposer que la communication personnelle d'une femme à l'autre joue aussi un rôle important. En tout cas, quelle que soit la source d'information, la conclusion à laquelle ces résultats nous amènent est qu'on ne peut pas argumenter que la fécondité élevée de ces femmes résulte de leur ignorance en matière des méthodes anticonceptionnelles efficaces.

L'emploi des contraceptifs constitue une pratique assez généralisée. En fait, la proportion des femmes marginales en ayant utilisé dépasse le niveau qui existait dans l'ensemble de la population en 1979, tel que nous pouvons le constater dans le Tableau 5.1. Cette proportion est 58 pour cent chez les premières, contre 47 pour cent dans la population totale.

TABLEAU 5.1

ASUNCION: POURCENTAGE DE FEMMES AUX AGES FERTILES AYANT UTILISE AU MOINS UNE METHODE ANTICONCEPTIO-NELLE, SELON L'AGE. POPULATION TOTALE ET MARGI-NALE. 1979, 1984.

POPULATION		
GROUPES D'AGES	TOTALE a/	MARGINALE b/
15-24	24	38
25-34	66	74
35 et plus	66	65
Total	47	58
N=	(1360)	(1587)

Sources: a/ ENF, 1979; b/ EFBA, 1984.

Il faut tenir compte, cependant, que la contraception ne se pratique pas toujours de la façon la plus efficace. Soixante pour cent des femmes ayant utilisé des contraceptifs, soit 44 pour cent des femmes non célibataires, ont utilisé les méthodes les plus efficaces. Mais 12 pour cent des femmes en ayant utilisé se sont servi des moyens peu fiables, et 28 pour cent ne se sont servi que des méthodes traditionnelles, dont l'efficacité est très douteuse. Cela veut dire qu'il y a une proportion importante de femmes qui tâchent de contrôler leur fécondité, mais apparemment elles n'arrivent pas à le faire de façon effective, comme nous pouvons le constater dans le tableau suivant.

TABLEAU 5.2

ASUNCION: POURCENTAGE DE FEMMES RESIDANT DANS LES BIDONVILLES AYANT UTILISE DES CONTRACEPTIFS, SELON LE TYPE UTILISE. FEMMES NON CELIBATAIRES SEULEMENT. 1984.

TYPE DE MOYEN CONTRACEPTIF	TOUTE LES FEMMES	FEMMES AYANT UTILISE
D'efficacité reconnue a/	44	60
D'efficacité douteuse b/	9	12
Moyens traditionnels c/	21	28
Total	74	100
N=	(1155)	(847)

a/ Les pillules, le stérilet et la stérilisation.

b/ Le condom, les gelées contraceptives, le diaphragme, etc.

c/ Le rythme, le retrait, l'infusion d'herbes "contraceptives", etc.

Source: EFBA, 1984.

Même parmi les femmes qui ont utilisé les méthodes les plus efficaces, l'utilisation des moyens traditionnels est très fréquente: 82 pour cent de ces femmes ont utilisé, en plus des moyens efficaces, des moyens traditionnels. Cela veut dire, qu'au total 62 pour cent des femmes ayant pratiqué la contraception l'ont fait en utilisant des méthodes traditionnelles, soit exclusivement, soit en les combinant

avec des moyens plus efficaces.

La question se pose alors à savoir pourquoi, si la majorité de ces femmes sont au courant d'une ou plusieurs méthodes anticonceptionnelles modernes, l'utilisation des moyens traditionnels demeure tellement répandue. La réponse la plus évidente est la différence du coût monétaire. Le coût des moyens traditionnels de contraception est insignifiant ou tout à fait inexistant, tandis que les moyens modernes impliquent toujours un coût plus ou moins élevé selon la méthode. En effet, au Paraguay il n'y a pas de programme gouvernemental de diffusion et de promotion de la planification familiale, la position officielle étant nettement populationniste. 3/ Le programme de promotion le plus important est entre les mains d'une entreprise privée, affiliée à l'International Planned Parenthood Federation, et apparemment elle n'atteint qu'à une partie très réduite de la population. D'après une enquête menée en 1977 sur la prévalence de contraceptifs, seulement 10 pour cent des utilisatrices d'Asuncion recourraient à cette institution; la majorité (53 pourcent) recourait soit à des pharmacies, soit à des cliniques privées (Morris et al., 1978). Donc, il semble plutôt rare qu'une femme soit capable de se procurer des contraceptifs efficaces gratuitement. Et, étant donné la faiblesse de leur revenu, elles ne sont sans doute pas capables de s'en acheter très souvent des entreprise

commerciales.

La popularité des moyens traditionnels est sans doute la raison pour laquelle une proportion relativement importante de femmes contraceptrices échouent dans leur effort de contrôler leur naissances: 15 pour cent des femmes enceintes lors de l'entrevue le sont devenues alors qu'elles pratiquaient la contraception. Ceci contribue aussi à ce qu'il y ait un nombre de grossesses non désirées: 18 pour cent des femmes interrogées admettent ne pas avoir voulu la dernière grossesse.

En regard de ces circonstances, on devrait s'attendre à ce que certaines femmes recourent à l'avortement pour mettre fin à une grossesse non-désirée. Malheureusement, nous avons posé la question de façon à ne pas distinguer les avortements provoqués des fausses couches. Nous l'avons fait délibérément car, en plus des tabous sociaux à l'égard de l'avortement, il est illégal. Une question qui vise à saisir directement son incidence donnerait des résultats peu fiables, à cause du grand nombre de femmes qui nieraient l'avoir fait intentionnellement. Nous avons trouvé que dans les bidonvilles, 21 pour cent des femmes non-célibataires, et 4 pour cent des femmes jamais mariées ont eu au moins un avortement, soit provoqué, soit spontané. Il est intéressant de noter que Morris et al., pour leur part, ont trouvé

des proportions beaucoup plus importantes pour la totalité de la capitale: 36 pour cent des non-célibataires et 11 pour cent des jamais mariées ont déjà eu un avortement. Et vu que le pourcentage des femmes ayant connu un avortement est beaucoup plus élevés à la capitale que dans les petites villes ou en milieu rural (36 contre 20 pour cent), ces auteurs soupçonnent qu'une partie importante des avortements qui se produisent à Asuncion sont provoqués (Morris et al, 1978:275-276).

Le fait que le pourcentage de femmes ayant fait l'expérience d'un avortement est plus faible dans les bidonvilles que dans le reste de la capitale, même si dans les bidonvilles le nombre d'enfants par femme est plus important, nous donne de bonnes raisons pour avancer que les femmes marginales recourent moins fréquemment à l'avortement comme moyen pour limiter les naissances. Ceci suggère que ces femmes sont moins inclinées à interrompre leurs grossesses, même si quelques unes n'ont pas été désirées, ce qui peut être du au fait qu'elles tendent à préférer des familles plutôt nombreuses.

En peu de mots, il est évident que les résidents des bidonvilles ne constitue une population non-malthusienne. La connaissance des moyens contraceptifs est généralisée, et l'utilisation est autant répandue, voire plus, que dans

l'ensemble de la capitale. L'emploi de méthodes d'efficacité douteuse est très commune, ce qui est probablement une des raisons pour lesquelles il y a un nombre relativement important de grossesses non-désirées. Les résultats nous donnent des indications qui montrent qu'elles recourent parfois à l'avortement pour mettre fin à une grossesse, mais les données suggèrent qu'en général, c'est une pratique plus rare dans les bidonvilles que dans le reste de la capitale.

Enfin, quelle que soit l'efficacité des moyens utilisés, le point important à souligner est que ces femmes tâchent de contrôler leur fécondité et, qu'en général, elles sont capables de le faire. Les échecs de contraception et les grossesses non-désirées qui en découlent semblent constituer des exceptions plutôt que la règle. L'idée que leur fécondité élevée soit une résultante de leur méconnaissance en matière de méthodes anticonceptionnelles ou de leur hésitation à les employer n'est pas soutenable. Si cela était le cas, la proportion de femmes ayant utilisé des contraceptifs devrait être beaucoup plus importante dans l'ensemble de la capitale, et vraisemblablement, le pourcentage d'avortements devrait être plus important dans les bidonvilles. Or, nous avons trouvé que le résultat contraire.

Un facteur étroitement associé à l'emploi de contraceptifs modernes est la scolarité de la femme et des adultes actifs dans la famille. Tel qu'on peut s'y attendre, plus la scolarité est élevée, plus le pourcentage de femmes ayant utilisé des contraceptifs est important, comme nous pouvons le noter dans le Tableau 5.3.

TABLEAU 5.3

ASUNCION: POURCENTAGE DE FEMMES NON-CELIBATAIRES RESIDANT DANS LES BIDONVILLES AYANT UTILISE DES CONTRACEPTIFS MODERNES, SELON LA SCOLARITE DE LA FEMMES ET DES ADULTES ACTIFS DANS LA FAMILLE. 1984.

SCOLARITE DE LA FEMME	SCOLARITE DES ADULTES ACTIFS		
	Moins de 6	6 ou plus	Total
Moins de 6	44	52	47
6 ou plus	56	62	60
Total	48	59	53
N=	(529)	(590)	(1119)

Source: EFBA, 1984.

Là où le degré de scolarité de la femme et des adultes actifs est en dessous du niveau primaire, le pourcentage est de 44, contre 62 pour cent dans les cas où les femmes et les adultes actifs ont complété ou dépasser le niveau primaire. Le fait qu'il y ait un rapport avec la scolarité des adultes, indépendamment de celle de la femme, suggère que le comportement procréateur est un phénomène où des autres adultes de la famille -- vraisemblablement le mari, ou peut être parfois les parents de la femme -- interviennent aussi.

5.2.2 L'utilisation actuelle de la contraception

Afin d'obtenir l'information relative à l'utilisation actuelle de la contraception, nous avons demandé à toutes les femmes exposées au risque de conception si elles ou leur mari pratiquaient la contraception actuellement. Pour cette question, on n'a pas recueilli d'information sur le type de contraceptif. Les femmes exposées au risque de conception sont celles qui sont fertiles, qui vivent en état d'union stable et qui n'étaient pas enceintes lors de l'entrevue.

Le pourcentage de femmes ayant utilisé des contraceptifs -- ce que nous avons vu dans la section précédente -- nous donne un indice du degré de diffusion des contraceptifs dans une population, c'est-à-dire combien de personnes en ont utilisés au moins une fois dans leur vie. La pratique actuelle de la contraception parmi les femmes exposées au risque de conception constitue plutôt un indice de l'intensité de l'usage: combien de femmes s'en servent à un moment donné. Ces deux concepts montrent deux aspects différents d'un même phénomène. Dans une population il peut y avoir un grand nombre de couples qui ne se sont servis des contraceptifs qu'à l'occasion, d'une manière qui ne soit pas régulière. D'autre part, il se peut que l'usage soit moins répandu, c'est-à-dire que le pourcentage de femmes en ayant utilisés soit relativement faible, mais que les utilisatri-

ces s'en servent plus régulièrement.

Ceci paraît être le cas à Asuncion. Nous avons vu que le pourcentage des femmes ayant utilisé des contraceptifs est plus important dans les bidonvilles (voir Tableau 5.1), mais comme nous pouvons l'observer dans le tableau suivant, la proportion de femmes exposées au risque de grossesse pratiquant actuellement la contraception est plus faible dans les bidonvilles.

TABLEAU 5.4

ASUNCION: POURCENTAGE DES FEMMES EXPOSEES AU RISQUE DE CONCEPTION PRATIQUANT ACTUELLEMENT LA CONTRACEPTION, SELON L'AGE. POPULATION TOTALE ET MARGINALE. 1979, 1984.

GROUPES D'AGES	POPULATION	
	TOTALE a/	MARGINALE b/
15-24	61	53
25-34	77	61
35 et plus	61	50
Total	66	56
N=	(556)	(631)

Sources: a/ ENF, 1979; b/ EFBA, 1984.

Nous avons vu que la connaissance des contraceptifs est très répandue, autant parmi les résidentes des bidonvilles que dans la population totale, et que la proportion de femmes en ayant utilisés est plus importante chez les premières. Donc, la conclusion que nous en tirons est que si les couples dans les bidonvilles pratiquent moins la contraception actuellement, c'est parce qu'ils sont moins motivés pour contrôler leur naissances. Nous trouvons encore ici une indication qui montre que les femmes marginales tâchent moins de limiter la taille de leur famille, vraisemblablement parce qu'elles tendent à préférer des familles nombreuses.

L'analyse du rapport entre les attitudes des femmes et l'utilisation actuelle de la contraception corrobore cette affirmation et révèle des tendances intéressantes. Comme nous le constatons dans la section suivante, les femmes qui pensent que les enfants devraient commencer à travailler plus jeunes et celles qui n'envisagent pour eux qu'une scolarisation modeste sont aussi celles qui ont un plus grand nombre d'enfants. Et apparemment, cette augmentation de la fécondité n'est pas aléatoire mais le résultat d'un effort délibéré. En effet, ce sont ces femmes qui, même si elles ont déjà une famille plus nombreuse, utilisent actuellement moins de contraceptifs.

Tel que nous pouvons le remarquer dans le Tableau 5.5, indépendamment de l'âge, de la scolarité ou du nombre d'enfants survivants, les femmes qui considèrent que les enfants devraient commencer à travailler avant 14 ans se servent moins de contraceptifs que celles qui considèrent qu'ils devraient commencer à travailler après cet âge.

Ici, nous dichotomisons la variable au lieu de l'utiliser en trois catégories, comme nous l'avons fait auparavant, parce que nous traitons un nombre de cas relativement réduit. Si nous utilisions des variables trichotomiques, le nombre d'enquêtées dans certaines cases des tableaux croisés deviendrait trop petit pour être significatif.

TABLEAU 5.5

ASUNCION: POURCENTAGE DE FEMMES PRATIQUANT ACTUELLEMENT LA CONTRACEPTION, SELON L'OPINION SUR L'AGE AUQUEL LES ENFANTS DEVRAIENT COMMENCER A TRAVAILLER, L'AGE, LA SCOLARITE ET LE NOMBRE D'ENFANTS SURVIVANTS. 1984.

AGE AUQUEL LES ENFANT DEVRAIENT COMMENCER A TRAVAILLER			
	Moins de 14	14 ou plus	Total (N)
AGE			
Moins de 30	48	62	57 (345)
30 ou plus	45	60	54 (323)
SCOLARITE			
Moins de 6	39	55	47 (312)
6 ou plus	58	64	62 (354)*
ENFANTS SURVIVANTS			
Moins de 4	54	64	61 (439)
4 ou plus	36	52	45 (229)
TOTAL	46	61	55 (668)

* $p > .10$

Source: EFBA, 1984.

La scolarité prévue pour les enfants montre une tendance dans le même sens: les femmes qui pensent que leurs enfants devraient faire moins de 12 ans de scolarité pratiquent moins la contraception actuellement que celles qui disent que leurs enfants devraient en faire 12 ans ou plus.

La différence est spécialement marquée chez les femmes les plus jeunes, les plus scolarisées et celles qui ont les plus d'enfants, comme nous l'observons dans le Tableau 5.6.

TABLEAU 5.6

ASUNCION: POURCENTAGE DE FEMMES PRATIQUANT ACTUELLEMENT LA CONTRACEPTION, SELON LE NOMBRE D'ANNEES DE SCOLARITE PREVU POUR LES ENFANTS, L'AGE, LA SCOLARITE, ET LE NOMBRE D'ENFANTS SURVIVANTS. 1984.

	NOMBRE D'ANNEES DE SCOLARITE PREVU POUR LES ENFANTS		
	Moins de 12	12 ou plus	Total (N)
AGE			
Moins de 30	44	63	56 (313)
30 ou plus	51	60	56 (269)*
SCOLARITE			
Moins de 6	44	53	48 (277)*
6 ou plus	54	66	63 (303)
ENFANTS SURVIVANTS			
Moins de 4	51	67	62 (370)
4 ou plus	43	48	46 (212)*
TOTAL	48	62	44 (582)

* $p > .10$

Source: EFBA, 1984.

D'après ces résultats, il apparaît évident que les femmes croyant que les enfants devraient devenir des soutiens pour la famille plus jeunes et qu'ils ne devraient pas avoir une scolarisation très avancée (avec la perte de soutien potentiel que cela impliquerait) sont celles qui tâchent le moins de contrôler leur fécondité. Dans la section 4.2 nous avons trouvé que plus la situation de la famille est critique, plus les femmes tendent à favoriser l'activité économique des enfants. Ici, nous observons que les femmes qui prévoient une participation économique prématurée des enfants sont celles qui se servent le moins de contraceptifs, sans doute parce qu'elles veulent avoir plus d'enfants. Ces résultats vont visiblement dans le sens de nos hypothèses, et ils montrent qu'il y a une logique cohérente à la base de la pratique de la contraception des femmes marginales.

5.2.3 Nombre d'enfants survivants au commencement de la contraception

Nous avons posé une troisième question concernant la pratique de la contraception: le nombre d'enfants vivants que la femme avait quand elle l'a commencée. Nous n'avons pas interrogé sur le type de méthode, parce que ce qui nous intéresse est de voir à quelle étape de leur vie reproduc-

tive les femmes ont commencé à essayer de contrôler leur fécondité, indépendamment de l'efficacité de la méthode utilisée. Pour des raisons évidentes, la question a été posée seulement aux femmes qui avaient déclaré avoir pratiqué la contraception, et notre analyse se limite aux non-célibataires.

Naturellement, cette variable joue un rôle déterminant direct sur la fécondité: plus les femmes ont d'enfants quand elles commencent à pratiquer la contraception, plus leur fécondité est élevée. Statistiquement parlant, le coefficient de corrélation partiel entre ces deux variables, l'âge et la scolarité de la femme étant contrôlés, est de 0.59. Ceci veut dire que la première explique 35 pour cent de la variation de la deuxième, après que l'influence des autres a été éliminée. En fait, cette variable est celle qui explique le mieux le nombre d'enfants nés vivants. Cette découverte n'est certainement pas inattendue, mais étant donné la valeur prédictive du nombre d'enfants au commencement de la contraception, cela nous donne un indice que la fécondité des femmes marginales est sujette à un contrôle délibéré plutôt qu'à un phénomène fondamentalement accidentel.

Pour ce qui est de l'analyse, il faut mentionner d'abord que nous n'avons trouvé aucun rapport entre les attitudes de la femme (âge auquel les enfants devraient commencer à travailler, aide prévue des enfants, nombre désiré, etc.) et le nombre d'enfants survivants que la femme avait quand elle a commencé la contraception. Pour cette raison, nous ne discutons dans les paragraphes qui suivent que des caractéristiques de la femme et de la famille comme facteurs qui influencent cette variable.

Nous pouvons observer dans le Tableau 5.7 que le revenu moyen des adultes actifs et la scolarité de la femme sont significativement associés à la fécondité effective de la femme au moment de commencer la contraception. Moins les femmes sont scolarisées et plus le revenu de leur famille est faible, plus elles retardent le commencement de la contraception. Etant donné que les méthodes anticonceptionnelles traditionnelles sont également accessibles à toutes les femmes, indépendamment de leur situation socio-économique, nous ne pouvons pas expliquer cette tendance par une plus grande difficulté d'en obtenir parmi les femmes plus pauvres et moins instruites. Si celles-ci ont plus d'enfants lorsqu'elles commencent la contraception, c'est sans doute parce qu'elles veulent en avoir plus, ou du moins parce qu'elles se sentent moins motivées d'en avoir moins. Cela nous donne une autre indication que l'augmentation de


la taille de la famille qui va de pair avec l'aggravation de la pauvreté est le résultat d'un comportement conscient.

On pourrait proposer une hypothèse alternative à cette dernière: les femmes plus défavorisées économiquement ont commencé la contraception plus tard parce qu'à l'époque elles étaient moins au courant sur l'existence de contraceptifs, précisément à cause de leur situation défavorisée. Selon cette optique, ce serait toujours la pauvreté qui entraîne une augmentation de la fécondité, mais non pas par le biais d'une motivation pour avoir plus d'enfants, mais par l'ignorance des méthodes anticonceptionnelles.

Nous n'avons pas de données concernant la date où ces femmes ont eu les premières informations sur les divers moyens de pratiquer la contraception, donc cette hypothèse ne peut être ni corroborée ni réfutée empiriquement. Nous avons, cependant, des raisons pour la trouver plutôt insoutenable. En premier lieu, il faut tenir compte que si dans le passé il y avait une différence quant à la connaissance des moyens contraceptifs, cette différence se produisait vraisemblablement en fonction de la scolarité de la femme et non pas en fonction du revenu moyen des adultes actifs de la famille. Or, la tendance à retarder le commencement de la contraception augmente en raison inverse du revenu, même quand l'effet de la scolarité de la femme a été contrôlé,

comme nous pouvons l'observer dans le Tableau 5.7. Deuxièmement, tel que nous l'avons signalé, dans cette estimation nous incluons les méthodes traditionnelles, dont la connaissance n'a probablement jamais été associée à la scolarité de la femme, et encore moins à la situation économique de la famille.

Bref, l'argument selon lequel les femmes plus défavorisées ont commencé à pratiquer la contraception plus tard parce que elles étaient moins au courant sur des méthodes n'est pas acceptable. D'après ce que nous pouvons noter dans le Tableau 5.7, le facteur le plus important est l'âge. Il y a une tendance nette à commencer la contraception de plus en plus tôt: les femmes 35 ans ou plus ont commencé au troisième enfant, celles âgées de 15 à 24 l'ont fait après le premier. Il paraît très évident, alors, que les générations plus jeunes sont plus motivées pour limiter leurs naissances. On ne sent pas ici non plus attribuer cette tendance seulement à la plus grande disponibilité de contraceptifs dans les années récentes. Il est vrai que presque tous les contraceptifs modernes qui sont maintenant relativement accessibles n'existaient pas il y a une vingtaine d'années. Mais les méthodes traditionnelles, qui sont d'ailleurs amplement utilisées, existent depuis toujours. Nous supposons que si les femmes plus âgées avaient voulu contrôler leurs naissances, elles auraient utilisé ces



derniers, même si ils ne sont pas tout à fait fiables.

TABLEAU 5.7

ANALYSE DE CLASSIFICATION MULTIPLE: MOYENNES NON-AJUSTEES ET AJUSTEES DU NOMBRE D'ENFANTS SURVIVANTS AU COMMENCEMENT DE LA CONTRACEPTION, SELON REVENU MOYEN PAR ADULTE ACTIF, LA SCOLARITE ET L'AGE DE LA FEMME. 1984.

VARIABLES ET CATEGORIES	N	NON AJUSTEE (eta)	AJUSTE POUR LES AUTRES FACTEURS (beta)
REVENU MOYEN PAR ADULTE ACTIF			b/
Moins de 20	248	2,2	2,1
20 à 39,9	392	1,9	1,9
40 ou plus	154	1,5	1,6
		(.14)	(.11)
SCOLARITE DE LA FEMME			a/
Moins de 6	348	2,4	2,2
6 ou plus	446	1,5	1,6
		(.26)	(.16)
AGE DE LA FEMME			a/
15-24	174	0,9	1,0
25-34	359	1,6	1,7
35 ou plus	261	2,9	2,8
		(.42)	(.38)
R multiple au carré			.21

a/ p= .001

b/ p= .004

Source: EFBA, 1984.

Il faut mentionner que le fait que la contraception commence plus tôt chez les femmes plus jeunes explique la tendance décroissante de la fécondité. Comme nous l'avons mentionné dans la section 5.1, il y a eu une diminution importante de la fécondité au Paraguay. L'indice synthétique pour la population totale du pays est passé de 7,5 en 1960 à 5,0 en 1978, ce qui veut dire une réduction de 40 pour cent en une peu moins de 20 ans (Schoemaker, 1984).

Nos données montrent que ce processus s'est produit aussi dans le milieu marginal de la capitale: dans tous les groupes d'âges, le nombre d'enfants équivalent (F_i) est plus petit que le nombre moyen d'enfants déclaré (P_i), comme nous pouvons remarquer le dans le Tableau 5.8. P_i indique la fécondité cumulée à chaque groupe d'âges des cohortes réelles. F_i montre la fécondité hypothétique des cohortes fictives, soit le nombre moyen d'enfants que ces cohortes auraient si les taux de fécondité par âge demeuraient constants aux niveaux actuels. Si il n'y pas eu d'erreurs importantes de déclaration et si la fécondité n'a pas changé dans le passé récent, le rapport P_i/F_i devrait se rapprocher de l'unité. Quand la fécondité cumulée hypothétique (F_i) est inférieure à la réelle (P_i), cela dénote une diminution récente des taux de fécondité.

TABLEAU 5.8

ASUNCION: RAPPORT P/F DES FEMMES DE 15 A 49 ANS RESIDANT
DANS LES BIDONVILLES. 1984.

GROUPES D'AGE	PARITE MOYENNE DECLAREE (P_i)	EQUIVALENT ACTUEL DE LA PARITE (F_i)	RAPPORTS P/F
15-19	0.2237	0.1452	1.5409
20-24	1.3035	0.9340	1.3956
25-29	2.4967	2.1421	1.1655
30-34	3.4581	3.0516	1.1332
35-39	3.8239	3.5317	1.0827
40-44	5.1544	3.9977	1.2893
45-49	5.4386	4.1452	1.3120

Note: Calculé par la méthode P/F de Brass, à partir des données du Tableau A.5.1.

Source: EFBA, 1984.

Ceux qui sont familiers avec la méthode de Brass, dont nous nous sommes servi pour faire les estimations du tableau ci-dessus, savent que des erreurs de déclaration peuvent aussi produire des rapports P_i/F_i qui ne sont pas égaux à un, même si la fécondité n'a pas varié récemment. Une erreur se produit par omission. Les femmes oublient de déclarer des enfants nés vivants, spécialement ceux décédés peu après leur naissance et il y a longtemps. Ce type d'erreur se produit surtout chez les femmes les plus âgées.

L'autre erreur résulte du fait que les femmes peuvent avoir une période de référence inexacte -- de plus ou de moins de 12 mois -- quand elles sont interrogées sur le nombre d'enfants nés vivants l'année précédente. C'est à partir de cette information qu'on calcule l'indice F_i . Si la perception de l'année est de moins de 12 mois, il y aura une sous-estimation de la fécondité récente. La conclusion que la tendance de la fécondité est à la baisse serait donc fallacieuse. 4/

En ce qui concerne le premier type d'erreur, nous pouvons noter dans le Graphique 5.1 et dans le Tableau 5.8 que la fécondité cumulée augmente graduellement pour tous les groupes d'âges, y compris les plus avancés. Cela nous donne un indice que l'omission n'est pas très importante, parce que si tel était le cas, la fécondité cumulée devrait se réduire dans les cohortes les plus âgées.

Quant au deuxième type d'erreur, nous n'avons pas posé la question du nombre d'enfants nés vivants pendant l'année précédant l'enquête, mais nous avons recueilli la date exacte de toutes les naissances. C'est à partir de ces données que nous avons obtenu le nombre de naissances pendant les 12 mois qui ont précédé l'enquête, ce qui veut dire que le problème de distortion que nous avons expliqué plus haut ne se présente pas. Nous avons donc de bonnes raisons de

croire que les rapports P_i/F_i du Tableau 5.8 révèlent des tendances réelles de la fécondité plutôt que des erreurs des déclarations des enquêtées. Cela nous permet d'avancer que, suivant la tendance générale, il y a eu effectivement une diminution récente des niveaux de fécondité dans la population marginale. Une grande partie de cette tendance peut être associée au fait que les générations plus jeunes commencent à pratiquer la contraception beaucoup plus tôt dans leur vie reproductive.

Ayant constaté dans la section 5.1 que la fécondité est nettement supérieure dans les bidonvilles, nous avons essayé de voir si cela pouvait s'expliquer par l'ignorance des femmes marginales en matière de contraception. Loin de cela, nous avons trouvé que presque la totalité d'entre elles, mêmes les plus jeunes et les moins scolarisées, sont au courant de l'existence des contraceptifs modernes. Quant à l'utilisation, le pourcentage de femmes en ayant déjà utilisé est plus important parmi les marginaux que dans la population totale. Donc, l'hypothèse que les premières ont beaucoup d'enfants à cause de leur méconnaissance des méthodes anticonceptionnelles ou parce qu'elles refusent de s'en servir n'est pas soutenable.

Le fait que les pourcentages de femmes pratiquant actuellement la contraception et des femmes ayant eu au moins un avortement soient plus faibles dans les bidonvilles révèle plutôt que ces femmes font moins d'effort pour limiter leur fécondité, vraisemblablement parce qu'elles favorisent les familles nombreuses. Nous avons trouvé aussi que ce sont les femmes qui s'attendent le plus à une participation économique des enfants qui tâchent le moins de limiter leur famille, ce qui montre une certaine rationalité dans leur comportement procréateur.

Finalement, parmi les contraceptrices nous avons trouvé une corrélation très forte entre la fécondité et le nombre d'enfants qu'elles avaient quand elles ont commencé à pratiquer la contraception. Ce résultat n'est certainement pas étonnant mais il révèle qu'en général ces femmes ont la volonté de contrôler leur fécondité, et que celles qui ont beaucoup d'enfants les ont surtout parce qu'elles commencent la contraception plus tard dans leur vie reproductive. Nous reprendrons ce point dans la Section 5.5.

5.3 Les facteurs associés à la fécondité

Dans la section précédente nous avons montré qu'en général la fécondité des femmes marginales semble être un phénomène contrôlé plutôt qu'aléatoire. Bien sûr, il y a aussi des "accidents". Ainsi, nous avons vu que 15 pour cent des femmes enceintes lors de l'entrevue, le sont devenues pendant qu'elles pratiquaient la contraception; et 18 pour cent des femmes fécondes admettent qu'elles ne désiraient pas d'autres enfants avant leur dernière grossesse. Mais apparemment, ces "accidents" consistent les exceptions et non pas la norme générale.

Mais il ne suffit pas de montrer que la fécondité n'est pas un phénomène aléatoire pour corroborer le fait qu'elle correspond à une stratégie de survie. Pour faire cela il faut montrer a) qu'elle est rationnelle et consciente, c'est-à-dire qu'elle est cohérente avec les attitudes exprimées par les femmes et b) qu'elle augmente au fur et à mesure que la situation de la famille devient plus critique. Ce sont ces deux questions que nous examinons dans les paragraphes qui suivent.

L'analyse se limite aux femmes non-celibataires, la fécondité des femmes jamais mariées étant négligeable. En effet, ces dernières contribuent à 3 pour cent de la fécon-

dité totale, et elles ont en moyenne 0,3 enfants, contre 3,4 chez les non-celibataires. Puisque le comportement reproducteur est très étroitement associé à l'âge de la femme, nous incluons cette variable en tant que variable de contrôle. Une autre variable, la scolarité de la femme, a aussi une influence déterminante sur la fécondité: moins les femmes sont instruites, plus elles ont d'enfants. Cette tendance est très connue et elle a été constatée par de nombreux travaux provenant de contextes très différents. C'est pourquoi nous ne croyons pas qu'il vaille la peine de l'analyser comme variable indépendante, mais nous l'utilisons, avec l'âge, comme variable de contrôle. Nous voulons quand même signaler que parmi les non célibataires le coefficient de corrélation partiel entre le degré de scolarité et le nombre d'enfants nés vivants (l'âge de la femme et le revenu moyen des adultes actifs étant contrôlé) est de -0.23, ce qui est significatif. Et le nombre moyen d'enfants, ajusté par l'analyse de classification multiple (dans ce cas aussi contrôlé par le revenu et l'âge), est de 3,9 chez les femmes qui n'ont pas complété l'école primaire contre 2,9 parmi celles qui l'ont complétée ou dépassée.

Pour examiner le rapport entre la fécondité et les attitudes, nous recourons au Tableau 5.9, où l'on peut observer le nombre moyen d'enfants par femme, ajusté et non-ajusté, selon les attitudes que les femmes ont exprimé

pendant l'entrevue. Nous pouvons noter que la tendance générale est dans le sens de nos hypothèses. En ce qui concerne l'opinion à savoir si les enfants devraient travailler ou non et de l'aide prévue pendant la vieillesse, elles deviennent insignifiantes une fois que l'influence de l'âge et de la scolarité de la femme est éliminée.

L'opinion sur l'âge auquel les enfants devraient commencer à travailler, par contre, se montre étroitement associé à la fécondité. Comme on l'avait prévu sur la base des hypothèses que nous proposons, plus les femmes pensent que les enfants devraient commencer à travailler jeunes, plus elles ont d'enfants. Ainsi, une fois que l'effet des autres variables a été statistiquement contrôlé, le nombre moyen d'enfants par femme est de 4,0 parmi celles croyant que les enfants devraient commencer à travailler avant 14 ans, contre 3,4 chez celles qui pensent qu'ils ne devraient pas commencer avant 18 ans.

TABLEAU 5.9

ANALYSE DE CLASSIFICATION MULTIPLE: MOYENNES NON-AJUSTEES ET AJUSTES DU NOMBRE D'ENFANTS VIVANTS SELON LES ATTITUDES DE LA FEMME A L'EGARD DU TRAVAIL DES ENFANTS, L'AGE ET LA SCOLARITE DE LA FEMME ETANT CONTROLES. 1984.

VARIABLES ET CATEGORIES	N	NON AJUSTEE (eta)	AJUSTE POUR LES AUTRES FACTEURS ET LA COVARIANTE (beta)
ATTITUDES FACE AU TRAVAIL DES ENFANTS a/			
Juste étudier	472	3,2	3,6
Travailler	557	4,1	3,8
		(.20)	(.05)
AIDE PREVUE FEMME b/			
Beaucoup	451	3,9	3,8
Peu ou aucune	578	3,6	3,7
		(.08)	(.03)
AGE AUQUEL LES ENFANTS DEVRAIENT COMMENCER A TRAVAILLER a/			
Moins de 14	412	4,2	4,0
14 à 17	502	3,9	3,6
18 ou plus	115	2,9	3,4
		(.19)	(.09)
R multiple au carré			.32

a/ p= .001

b/ p= .008

Source: EFBA, 1984.

Le nombre d'années de scolarité prévu pour les enfants a été examiné séparément, puisque cette question ne s'applique qu'aux femmes ayant des enfants de moins de 10 ans. Cette variable montre également une influence significative sur la fécondité. Le nombre moyen d'enfants par femme ajusté pour les autres facteurs et les covariantes (les mêmes que ceux inclus dans le Tableau 5.9) est de 4,0 pour celles qui envisagent moins de 12 années de scolarité, contre 3,5 pour celles qui envisagent 12 ans ou plus.

Cela montre qu'il y a un certain fondement logique et cohérent dans l'activité de procréation de ces femmes. Celles qui s'attendent à ce que les enfants deviennent des soutiens économique à un âge plus jeune, et qui pensent que les adultes de la famille vont investir moins dans leur formation, sont les femmes qui ont plus d'enfants.

On pourrait ici questionner légitimement le rapport de causalité. Est-ce que les femmes ont plus d'enfants à cause de leurs attitudes, ou est-ce que le fait d'avoir beaucoup d'enfants, avec la contrainte économique que cela implique, qui les amène à s'attendre à ce qu'ils deviennent une source d'aide économique à un âge plus jeune? Comme nous ne disposons pas d'information pour analyser le processus de formation des attitudes, on ne sent donc pas fournir une réponse exacte à cette question. Nous avons comme même une piste.

Comme nous l'avons montré dans la section 5.2.2, ce sont les femmes qui se prononcent plus en faveur du travail prématuré des enfants celles qui utilisent moins de contraceptifs actuellement, malgré le fait qu'elles ont une taille moyenne de famille plus grande. Cela suggère que ce sont plutôt les attitudes qui déterminent le comportement reproducteur. En effet, si le rapport de causalité était dans le sens inverse, c'est-à-dire si le nombre d'enfants dans la famille n'était pas le résultat d'un comportement délibéré, et si les attentes des femmes se formaient à cause de la pression économique causée par les enfants, on devrait alors trouver que les femmes qui s'attendent à ce que leurs enfants commencent à travailler à un âge plus jeune tâchent davantage d'éviter d'autres grossesses. Or, ce sont elles qui utilisent actuellement le moins de contraceptifs.

Le rapport entre la fécondité et la situation socio-économique de la famille montre aussi une tendance dans le sens prévu par les hypothèses. Plus le revenu des adultes actifs est faible et moins ils sont scolarisés, plus la fécondité des femmes est élevée. Et cette relation se maintient même après que l'influence de l'âge et du degré d'instruction de la femme ait été éliminée, tel que nous pouvons le noter dans le Tableau 5.10.

TABLEAU 5.10

ANALYSE DE CLASSIFICATION MULTIPLE: MOYENNES NON-AJUSTEES ET AJUSTEES DU NOMBRE D'ENFANTS NES VIVANTS SELON LA CONDITION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA FAMILLE ET LE SECTEUR D'ACTIVITE DE LA FEMME, L'AGE ET LA SCOLARITE DE LA FEMME ETANT CONTROLES. 1984.

VARIABLES ET CATEGORIES	N	NON AJUSTEE (eta)	AJUSTE POUR LES AUTRES FACTEURS ET LA COVARIANTE (beta)	
SCOLARITE MOYENNE DES ADULTES ACTIFS				a/
Moins de 6	529	3,9	3,5	
6 ou plus	590	3,0	3,3	
		(.18)	(.04)	
REVENU MOYEN PAR ADULTE ACTIF				a/
Moins de 20	363	3,8	3,6	
20 à 39,9	557	3,4	3,4	
40 ou plus	199	2,8	3,0	
		(.14)	(.07)	
SECTEUR D'ACTIVITE DE LA FEMME				b/
Inactives	648	3,3	3,5	
Sect. informel	363	3,7	3,3	
Sect. formel	108	2,9	3,0	
		(.09)	(.06)	
R multiple au carré			.33	

a/ p= .001

b/ p= .04

Source: EFBA, 1984.

Pour ce qui est du secteur d'activité de la femme, le fait que la fécondité soit plus élevée parmi les femmes inactives est généralement reconnu, et on a su aussi le constater dans le cas du Paraguay (Brizuela de Ramirez et Schoemaker, 1978; Schoemaker, 1981). Mais le rapport de cause à effet entre l'activité économique et la fécondité n'est pas facilement déterminable. Est-ce que les femmes restent ou deviennent inactives parce que leurs enfants les empêchent de travailler, ou est-ce que à cause de leur inactivité économique qu'elles ont plus d'enfants? Nous n'essaierons pas d'approfondir sur cette question, car les travaux qui en discutent sont très nombreux, et elle ne constitue pas un sujet d'importance dans le contexte des hypothèses que nous explorons dans cette thèse.

Parmi les femmes actives, par contre, nous observons une tendance pertinente en ce qui concerne la problématique qui nous intéresse. Indépendamment de l'âge, de la scolarité ou du revenu des adultes, les femmes qui travaillent dans le secteur informel ont plus d'enfants que celles qui travaillent dans le secteur formel. Cette tendance pourrait s'expliquer par le besoin plus grand des femmes du secteur informel de renforcer leurs stratégies de survie par l'augmentation de la taille de la famille, étant donné que la situation de celles qui se trouvent dans ce secteur, est plus incertaine. Mais, comme nous allons le voir plus tard,

il n'est pas évident que pour les femmes marginales le fait de travailler dans l'un ou l'autre secteur soit de conséquence pour la fécondité. Il est donc difficile de proposer une explication.

Par ailleurs, il faut tenir compte que les moyennes que nous venons d'examiner correspondent à toutes les femmes non célibataires, d'entre lesquelles presque un tiers sont audessous de l'âge moyen de fécondité (estimé en 27,1 ans). Cela implique qu'il y a parmi ces femmes une proportion importante qui ont à peine commencé leur période procréatrice, et que donc leur fécondité n'a pas été influencée visiblement par les variables indépendantes que nous considérons dans cette section. Cela atténue les différences que l'on observe entre les catégories des variables en question, ce qui, à son tour, affaiblit leur association statistique avec la fécondité.

Afin d'obvier cette situation, nous nous limitons dans les paragraphes qui suivent aux femmes qui sont plus avancées dans leur période de reproduction, à savoir, celles ayant 35 ans et plus. A ces âges, les femmes ont déjà dépassé la pointe de leur fécondité, elles sont proches de la fin de leur activité procréatrice et leurs familles sont, pour la plupart, déjà formées. Notons que le taux de fécondité de ces femmes est du tiers du taux estimé pour les

femmes de moins de 35 ans. Le taux annuel est de 7,4 pour cent chez les premières contre 21,9 pour cent chez les deuxièmes. 5/

Dans les deux tableaux qui suivent, nous pouvons noter qu'en général, les variables indépendantes se révèlent plus étroitement associées au nombre moyen d'enfants par femme. Le Tableau 5.11 montre qu'effectivement l'opinion sur la participation économique des enfants semble influencer la fécondité de façon plus déterminante que ce que les résultats du Tableau 5.9 le suggeraient. Le nombre moyen d'enfants par femme (ajusté) est de 5,2 parmi celles qui croient que les enfants devraient travailler, contre 4,5 parmi celles qui pensent qu'ils devraient seulement étudier, corroborant l'hypothèse que le fait de considérer les enfants comme une source potentielle d'aide économique entraîne une augmentation de la fécondité. L'opinion sur l'âge auquel les enfants devraient commencer à travailler révèlent les mêmes tendances qu'on a observées auparavant, ce qui veut dire qu'on constate que plus les femmes pensent que les enfants devraient commencer à travailler jeunes, plus elles en ont.

Pour ce qui est de l'aide prévue des enfants pendant la vieillesse, cette variable s'avère non-significative. Plus précisément les femmes qui s'attendent à avoir beaucoup

d'aide de ces enfants quand elles seront vieilles, n'ont pas une fécondité plus élevée que celles qui s'attendent à avoir juste un peu ou aucune aide. L'étude de Vlassoff et Vlassoff (1980) que nous avons déjà mentionnée n'analyse pas la fécondité comme telle, mais les auteurs montrent que, dans un village rural des Indes, les attentes quant à l'aide prévue des enfants ne semblent pas avoir un effet important sur la motivation pour en produire. Ces auteures contestent donc l'idée, assez répandue d'ailleurs, que le désire ou le besoin d'avoir une sécurité au moment de la vieillesse contribue à l'augmentation de la fécondité. Nos données sur les femmes marginales d'Asuncion, même si elles proviennent d'un contexte très différent et si elles ont été examinées par des méthodologies aussi différentes, semblent corroborer cette position.

TABLEAU 5.11

ANALYSE DE CLASSIFICATION MULTIPLE: MOYENNES NON-AJUSTEES ET AJUSTES DU NOMBRE D'ENFANTS NES VIVANTS SELON LES ATTITUDES DE LA FEMME A L'EGARD DU TRAVAIL DES ENFANTS, L'AGE ET LA SCOLARITE DE LA FEMME ETANT CONTROLES. FEMMES DE 35 ANS ET PLUS SEULEMENT. 1984.

VARIABLES ET CATEGORIES	N	NON AJUSTEE (eta)	AJUSTE POUR LES AUTRES FACTEURS ET LA COVARIANTE (beta)
ATTITUDES FACE AU TRAVAIL DES ENFANTS a/			
Juste étudier	142	4,3	4,5
Travailler	253	5,3	5,2
		(.17)	(.13)
AIDE PREVUE FEMME */			
Beaucoup	181	5,1	5,0
Peu ou aucune	214	4,8	4,9
		(.05)	(.02)
AGE AUQUEL LES ENFANTS DEVRAIENT COMMENCER A TRAVAILLER a/			
Moins de 14	169	5,6	5,2
14 à 17	186	4,6	4,9
18 ou plus	40	4,0	4,5
		(.21)	(.08)
R multiple au carré			.15
a/ p= .001			
b/ p= .008			
Source: EFBA, 1984.			

Chez les femmes ayant des enfants de moins de 10 ans, le nombre moyen ajusté d'enfants par femme est de 6,0 parmi celles qui envisage moins de 12 ans de scolarité, contre 5,3 chez celles qui envisagent 12 ou plus.

Le fait de nous concentrer sur les femmes de 35 ans et plus met surtout en évidence l'influence des variables socio-économiques. Nous pouvons noter, en comparant les coefficients Beta du Tableau 5.12 avec ceux du Tableau 5.10, que ces variables influent sur la fécondité de façon plus déterminante que ce qu'on a pu constater auparavant. Après les ajustements statistiques, les femmes dont le revenu familial est le plus faible, ont une moyenne de 5,1 enfants, contre une moyenne de 3,8 enfants chez les femmes dont le revenu mensuel moyen par adulte actif est de 40.000 ou plus. La scolarité des adultes s'avère aussi un facteur important. Le nombre moyen d'enfants par femme est de 5,1 et 4,5, respectivement, selon que la scolarité moyenne des adultes actifs est de moins ou de plus de 6 ans (voir Tableau 5.12).

TABLEAU 5.12

ANALYSE DE CLASSIFICATION MULTIPLE: MOYENNES NON-AJUSTEES ET AJUSTEES DU NOMBRE D'ENFANTS NES VIVANTS SELON LA CONDITION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA FAMILLE ET LE SECTEUR D'ACTIVITE DE LA FEMME, L'AGE ET LA SCOLARITE DE LA FEMME ETANT CONTROLES. FEMMES DE 35 ANS ET PLUS SEULEMENT. 1984.

VARIABLES ET CATEGORIES	N	NON AJUSTEE (eta)	AJUSTE POUR LES AUTRES FACTEURS ET LA COVARIANTE (beta)
SCOLARITE MOYENNE DES ADULTES ACTIFS a/			
Moins de 6	218	5,4	5,1
6 ou plus	190	4,1	4,5
		(.23)	(.11)
REVENU MOYEN PAR ADULTE ACTIF a/			
Moins de 20	148	5,3	5,1
20 à 39,9	201	4,8	4,8
40 ou plus	59	3,5	3,8
		(.21)	(.15)
SECTEUR D'ACTIVITE DE LA FEMME b/			
Inactives	209	5,0	5,1
Sect. informel	159	4,7	4,5
Sect. formel	40	4,2	4,5
		(.08)	(.10)
R multiple au carré			.15

a/ p= .001

b/ p= .05

Source: EFBA, 1984.

Pour ce qui est du type d'activité, on peut noter, toujours chez les femmes de 35 ans et plus, que la fécondité des inactives s'avère plus élevée que celle des actives. Mais contrairement à ce que nous avons vu auparavant, il semble que chez les actives, le secteur d'activité n'influe pas sur la fécondité. Pour ces dernières, le nombre moyen d'enfants par femme est le même qu'elles travaillent dans le secteur formel ou dans le secteur informel. Ainsi, si nous nous attardons aux femmes qui sont les plus avancées dans leur vie reproductive, l'hypothèse que celles qui travaillent dans le secteur informel ont davantage d'enfants parce qu'elles ont un plus grand besoin de consolider des stratégies de survie alternatives ne trouve pas d'appui empirique.

Cette manque d'association peut s'expliquer parce que pour les femmes marginales le fait de travailler dans le secteur formel ne doit pas impliquer une amélioration importante quant à leur sécurité et à leur situation économique en générale. Leur niveau de salaire et leur sécurité d'emploi ne sont sans doute pas radicalement différents de ce qu'on observe dans le secteur informel.

5.4 L'âge à la première naissance

Pour aborder le processus de formation de la famille d'une autre perspective, nous pouvons discuter de l'âge auquel les femmes ont commencé à procréer, c'est-à-dire l'âge à la naissance du premier enfant. Ici encore nous préférons nous limiter aux femmes de 35 ans et plus, parmi lesquelles presque toutes celles qui sont fertiles ont déjà eu leur premier enfant.

Dans la population que nous étudions, la procréation commence tôt, l'âge médian à la première naissance étant 20,1 ans. Presque toutes les premières naissances -- 70 pour cent -- se produisent entre 17 et 24 ans. Dix pour cent se produisent avant 17 ans et 20 pour cent après 24 ans. Seulement 6 pour cent des femmes ont leur premier enfant après trente ans.

Evidemment, cette variable est étroitement liée -- en raison inverse -- à la fécondité. Plus les femmes sont jeunes quand elles ont leur premier enfant, plus leur fécondité est élevée quand elles s'approchent à la fin de leur période de procréation. Le coefficient de corrélation partiel entre ces deux variables (l'âge, le revenu, et la scolarité étant contrôlés) est de -0.40, ce qui est très

significatif.

Tel que nous l'avons fait dans la section précédente à propos du nombre moyen d'enfants par femme, nous examinons dans quelle mesure la situation socio-économique et les attitudes des femmes sont associées à l'âge auquel elles ont leur premier enfant. Contrairement à la tendance qu'on trouve à propos de la fécondité moyenne, ni le revenu moyen ni la scolarité moyenne des adultes actifs ne s'avèrent significativement associés à l'âge à la première naissance. La seule variable qui semble avoir une influence déterminante sur cet âge est la scolarité de la femme. Les femmes qui ont fini ou dépassé l'école primaire ont le premier enfant en moyenne deux ans plus tard que celles qui ne l'ont pas complétée (22,6 contre 20,7, respectivement). En fait, une des raisons pour laquelle les femmes plus scolarisées ont moins d'enfants est qu'elles tendent à retarder le commencement de la procréation.

Il faut tenir compte, cependant, que pour la majorité de ces femmes la première naissance a eu lieu 15 ou 20 ans auparavant, et que pendant ces années leur situation économique a probablement subi quelques changements. C'est-à-dire que, vraisemblablement, elles ont toujours été aussi pauvres, mais que leur situation a pu être plus ou moins critique que ce qu'elle l'est aujourd'hui. Donc, bien que

nous n'ayons pas de certitude que l'âge à la première naissance est lié à la situation économique de la famille, il serait audacieux d'affirmer le contraire. En effet, nous ignorons dans quelle situation les familles se trouvaient lorsque les femmes ont eu leur premier enfant.

Pour ce qui est du degré d'instruction de la femme, il est improbable que ces femmes continuent à étudier après avoir eu leur premier enfant. On peut donc raisonnablement supposer que leur scolarité actuelle reflète assez fidèlement celle qu'elles avaient au moment de leur première naissance.

TABLEAU 5.13

ANALYSE DE CLASSIFICATION MULTIPLE: MOYENNES NON-AJUSTEES ET AJUSTEES DE L'AGE A LA NAISSANCE DU PREMIER ENFANT, SELON PLUSIEURS VARIABLES SELECTIONNEES, L'AGE DE LA FEMME ETANT CONTROLE. FEMMES FECONDES DE 35 ANS ET PLUS. 1984.

VARIABLES ET CATEGORIES	N	NON AJUSTEE (eta)	AJUSTE POUR LES AUTRES FACTEURS ET LA COVARIANTE (beta)	
REVENU MOYEN PAR ADULTE ACTIF				*/
Moins de 20	135	21,3	21,5	
20 à 39,9	185	21,1	21,0	
40 ou plus	53	22,7	22,3	
		(.11)	(.09)	
SCOLARITE MOYENNE ADULTES ACTIFS				*/
Moins de 6	194	20,8	21,2	
6 ou Plus	179	22,1	21,6	
		(.13)	(.04)	
SCOLARITE DE LA FEMME				a/
Moins de 6	240	20,7	20,7	
6 ou Plus	133	22,7	22,6	
		(.21)	(.19)	
R multiple au carré			.05	

a/ p= .001 */ Non significatif

Source: EFBA, 1984.

Pour ce qui est des attitudes, le Tableau 5.14 montre que la seule variable qui se révèle significativement associée à l'âge à la première naissance est l'opinion concernant l'âge auquel les enfants devraient commencer à travailler. Comme on pourrait s'y attendre d'après les hypothèses que nous proposons, les femmes croyant que les enfants devraient commencer à travailler à un âge plus jeune, tendent elles mêmes à commencer à procréer à un âge plus jeunes. Indépendamment de l'âge actuel ou de la scolarité, l'âge moyen à la première naissance est de 21,1 parmi celles qui pensent que les enfants devraient commencer à travailler avant 14 ans, contre 22,9 parmi celles qui pensent qu'ils devraient commencer à travailler à 18 ans ou plus. Quant à l'aide prévue des enfants au moment de la vieillesse et à l'opinion sur l'étude versus le travail des enfants, ces variables montrent des différences dans le sens attendu, mais elles sont trop petites pour être statistiquement significatives.

TABLEAU 5.14

ANALYSE DE CLASSIFICATION MULTIPLE: MOYENNES NON-AJUSTEES ET AJUSTEES DE L'AGE A LA NAISSANCE DU PREMIER ENFANT, SELON LES ATTITUDES DE LA FEMME A L'EGARD DU TRAVAIL DES ENFANTS, L'AGE ET LA SCOLARITE DE LA FEMME ETANT CONTROLES. FEMMES FECONDES DE 35 ANS ET PLUS. 1984.

VARIABLES ET CATEGORIES	N	NON AJUSTEE (eta)	AJUSTE POUR LES AUTRES FACTEURS ET LA COVARIANTE (beta)
ATTITUDES FACE AU TRAVAIL DES ENFANTS */			
Juste étudier	133	22,0	21,7
Travailler	237	21,1	21,3
		(.09)	(.05)
AIDE PREVUE DES ENFANTS */			
Beaucoup	166	21,5	21,6
Peu ou aucune	204	21,4	21,3
		(.01)	(.03)
AGE AUQUEL LES ENFANTS DEVRAIENT COMMENCER A TRAVAILLER a/			
Moins de 14	158	20,6	20,9
14 à 17	174	21,9	21,7
18 ou plus	38	22,9	22,3
		(.19)	(.09)
R multiple au carré			.06

a/ $p = .02$

*/ Non significatif

Source: EFBA, 1984.

Il faut mentionner que la scolarité prévue pour les enfants révèle aussi une tendance dans le sens attendu mais beaucoup plus faible. Les femmes qui s'attendent à ce que leurs enfants étudient moins de 12 ans ont leur premier enfant en moyenne à 21,5 ans, contre 21,8 ans chez les femmes qui prévoient pour eux une scolarité de 12 ans ou plus.

Les résultats que nous avons discutés jusqu'à présent vont visiblement dans le sens de nos hypothèses. Ce sont apparemment les femmes qui prévoient que les enfants deviendront des soutiens économiques plus tôt qui commencent à avoir des enfants les premières. Il faut se rappeler que, comme nous l'avons montré dans la section précédente, ce sont ces femmes qui atteignent à la fin de leur vie reproductive la fécondité la plus élevée.

Il faut tenir compte, cependant, que nous ne possédons de l'information que concernant l'opinion actuelle des femmes, non pas l'opinion avant ou au moment de la naissance du premier enfant. Cela implique qu'on ne peut pas avoir la certitude du rapport de causalité établi entre ces deux variables. Il en résulte que les conclusions que l'on puise dériver de ces résultats doivent être interprétés plutôt prudemment.

Bref, le seul facteur dont nous pouvons affirmer avec une certaine assurance qu'il influe sur l'âge à la naissance du premier enfant est la scolarité de la femme. La scolarité ou le revenu moyen des adultes actifs, par contre, ne semblent pas avoir une influence aussi importante. L'opinion sur l'âge auquel les enfants devraient commencer à travailler s'avère étroitement associée, de façon cohérente avec nos hypothèses, avec l'âge à la première naissance. Mais le décalage de temps entre cette dernière et l'expression de l'opinion au moment de l'enquête ne nous permet pas d'avancer une conclusion solide concernant leur lien de causalité.

5.5 La pratique de la contraception, la fécondité et le niveau de pauvreté

La pratique de la contraception, la fécondité et le niveau de pauvreté sont des éléments d'importance fondamentale dans notre hypothèse de base. Au cours des sections précédentes, nous avons traité sur le rapport entre la pratique de la contraception et la fécondité d'une façon plutôt superficiel. Nous voulons maintenant examiner plus en détail dans quelle mesure la situation économique de la famille affecte la pratique de la contraception, et jusqu'à quel point cette pratique influe sur la fécondité. La der-

nière question est pertinente pour deux raisons. Premièrement, comme nous l'avons remarqué, même si une proportion relativement importante de femmes marginales pratiquent ou ont pratiqué la contraception dans le passé, elles le font très souvent en utilisant des moyens contraceptifs peu efficaces. Il s'agit donc de voir si elles arrivent à contrôler effectivement leur naissances. Deuxièmement, pour soutenir l'hypothèse que leur comportement reproducteur est essentiellement conscient et rationnel, il faut préalablement montrer que ces femmes sont plus ou moins capables de contrôler leur fécondité, même si souvent elles le font d'une façon rudimentaire.

Si le nombre d'enfants que les femmes ont vers la fin de leur période de procréation ne s'avère pas significativement associé à l'utilisation passée de la contraception, cela révélerait que, dans la population que nous étudions, la fécondité est déterminée par des facteurs autres que la volonté consciente de la contrôler. Nous examinons donc le nombre moyen d'enfants par femme, selon qu'elles ont utilisé ou non des contraceptifs, et selon l'étape dans leur vie reproductive où elles ont commencé à en utiliser. Nous nous limitons aux femmes de 35 ans et plus chez lesquelles, comme nous l'avons signalé, la taille de la famille est très proche de la taille finale, et où les effets de la pratique de la contraception sont plus visibles.

D'après les moyennes du Tableau 5.15, l'effet de la pratique de la contraception sur la fécondité est déterminante. Indépendamment de l'âge auquel les femmes ont eu le premier enfant, celles qui ont commencé à pratiquer la contraception après le troisième enfant ont en moyenne 2,3 enfants de plus que celles l'ayant commencé avant le troisième enfant. Evidemment, l'âge à la première naissance a aussi un impact sur la fécondité: les femmes ayant commencé la procréation avant 20 ans ont en moyenne un peu plus d'un enfant que celles qui ont eu le premier enfant après cet âge. Les différences les plus importantes ne proviennent pas de l'effet de cette variable (l'âge au début de la procréation) mais selon la pratique de la contraception, ce qui suggère que c'est cette dernière qui est le facteur le plus déterminante.

TABLEAU 5.15

ASUNCION: NOMBRE MOYEN D'ENFANTS PAR FEMME, SELON L'AGE A LA NAISSANCE DU PREMIER ENFANT ET L'UTILISATION DE LA CONTRA-CEPTION. FEMMES FECONDES DE 35 ANS OU PLUS. 1984.

UTILISATION DE CONTRACEPTIFS	AGE A LA PREMIERE NAISSANCE		
	Moins de 20 ans	20 ans ou plus	Total
N'a jamais utilisé	5,1	4,5	4,8
A commencé avant troisième enfant	4,7	3,2	3,8
A commencé après troisième enfant	7,0	5,5	6,3
Total	5,8	4,5	5,0
N=	(181)	(200)	(381)

F=29,2, p= .001

Source: EFBA, 1984.

Le tableau ci-dessus montre aussi des tendances qui apparaissent paradoxales, puisque les femmes n'ayant jamais pratiqué la contraception ont moins d'enfants que celles qui l'ont pratiquée, mais qui ont commencé après le troisième enfant. Normalement, la fécondité devrait être plus élevée parmi ces premières. Cette tendance s'explique par le fait que les femmes n'ayant jamais utilisé de contraceptifs ont été moins exposées au risque de conception.

Nos données révèlent, en effet, que ces femmes ont leur premier enfant en moyenne deux ans plus tard que les femmes qui ont commencé à utiliser des contraceptifs après le troisième enfant (à 22 ans, chez les premières contre 20 chez les deuxièmes). De plus, les femmes qui en principe ne sont pas exposées au risque de conception (les veuves, les divorcées et les séparées) constituent 24 pour cent des premières, contre seulement 11 pour cent des deuxièmes. La durée moyenne de la dernière union est pour ces deux catégories des femmes de 15,0 et 18,2 années respectivement. Même parmi celles qui sont en union stable et qui ont déjà eu un enfant ou plus, 54 pour cent n'ayant jamais utilisé de contraceptifs se croient stériles ou doutent qu'elles pourraient tomber enceinte, contre 32 pour cent de celles qui ont commencé à pratiquer la contraception après le troisième enfant.

A propos de ce dernier résultat, il faut signaler que le nombre de femmes de 35 ans ou plus qui ont été fécondes mais qui se croient stériles ou qui ne savent si elles sont encore fertiles est assez important. Cette situation affecte 39 pour cent des femmes vivant en union stable. Cette incidence relativement importante de stérilité secondaire, est probablement causée, au moins en partie, par les conditions sanitaires très précaires dans lesquelles ces femmes se trouvent. Un fait très révélateur est que trois femmes sur

dix ont eu leur dernier accouchement à la maison. Pour l'ensemble de la capitale, cette proportion est de un sur dix. Cela est particulièrement significatif si l'on tient compte du fait que les conditions de ces logements sont extrêmement insalubres. Une grande partie de ces logements n'ont qu'un plancher de terre, et la majorité n'a pas de salle de bain ou même d'eau courante à l'intérieur des murs. On peut donc raisonnablement supposer que les infections consécutives aux accouchements, qui entraînent une perte partielle ou totale de la fertilité, doivent être très fréquentes.

En tout cas, le point qui importe de signaler est que les femmes n'ayant jamais utilisé de contraceptifs ont une fécondité plus faible que ce à quoi on pourrait s'attendre, parce que plusieurs d'entre elles ont été moins exposées au risque de conception que celles qui ont commencé la contraception après le troisième enfant.

La conclusion à tirer de cela est que la fécondité des femmes marginales varie significativement en fonction des pratiques anticonceptionnelles qu'elles ont adoptée ou pas. Cela implique qu'il y a une certaine volonté et une certaine capacité de contrôler le comportement reproducteur, celui-ci n'est donc pas accidentel ou irrationnel. Evidemment, le moment où la femme ou le couple décide de commencer à

contrôler leur fécondité, ne peut pas être un événement purement accidentel, mais il doit être lié à une décision consciente à l'égard de la taille de famille que cette femme ou ce couple veut atteindre.

Dans la section 5.2.3, nous avons montré que plus le revenu familial est faible, plus les femmes tendent à retarder le commencement de la contraception. Cela nous amène à penser que le lien entre le niveau de revenu et la fécondité s'établit, au moins dans une certaine mesure, par le biais de la pratique de la contraception. C'est le sujet de la discussion que nous abordons dans les paragraphes qui suivent.

Le Tableau 5.16 présente des informations sur l'utilisation de contraceptifs pour l'ensemble des femmes non célibataires en fonction du revenu. Il est possible d'y observer qu'au fur et à mesure que la situation économique de la famille se détériore, les pourcentages des femmes qui n'ont jamais utilisé des contraceptifs, ou qui en ont utilisé mais à partir du troisième enfant, augmentent significativement. La proportion de celles qui commencent la contraception avant le troisième enfant passe de 65 pour cent parmi celles dont le revenu moyen est de 40 000 ou plus à 46 pour cent parmi celles qui sont dans la catégorie inférieure de revenu.

TABLEAU 5.16

ASUNCION: DISTRIBUTION EN POURCENTAGE DE L'UTILISATION DE MOYENS CONTRACEPTIFS, SELON LE REVENU MOYEN PAR ADULTE ACTIF. ENSEMBLE DES FEMMES NON CELIBATAIRES. 1984.

UTILISATION DE CONTRACEPTIFS	REVENU MOYEN PAR ADULTE ACTIF (x 1 000)		
	Moins de 20	20 à 39,9	40 ou plus
N'a jamais utilisé	30	27	20
A commencé avant troisième enfant	46	55	65
A commencé après troisième enfant	24	18	15
Total	100	100	100
N=	(369)	(573)	(202)

$$\chi^2 = 21,5 \quad p = .0003$$

Source: EFBA, 1984.

Nous avons déjà mentionné que, visiblement, la pratique de la contraception est beaucoup plus répandue parmi les générations plus jeunes. On peut constater cela dans le Tableau 5.17. Tant chez les jeunes que chez les femmes de 35 ans ou plus, l'augmentation du revenu familial va de pair avec l'augmentation de la proportion qui ont commencé à limiter leur naissances avant le troisième enfant. Mais parmi les premières, le pourcentage ayant commencé à ce moment est toujours beaucoup plus important, indépendamment

du niveau de revenu. Il est intéressant de noter que dans les générations plus jeunes, même parmi les plus pauvres, 59 pour cent des femmes ont commencé à pratiquer la contraception avant le troisième enfant. Parmi celles qui se trouvent dans la catégorie supérieure de de l'échelle de revenu, presque les trois-quarts des femmes ont commencé l'utilisation de contraceptifs avant le troisième enfant. Chez les femmes de 35 ans ou plus, ces proportions sont beaucoup plus faibles, de 27 et de 46 pour cent, respectivement. Il faut tenir compte que parmi les femmes plus jeunes, il y en a qui n'ont pas encore commencé à utiliser de contraceptifs mais qui vont probablement le faire avant du troisième enfant. Cela signifie que parmi ces femmes il y a, vraisemblablement, une certaine sous-estimation des proportions qui ont commencé à pratiquer la contraception avant le troisième enfant. Mais, pour nous, cela ne représente pas une complication importante, puisque ce qui nous intéresse surtout c'est de faire notre comparaison selon le revenu des adultes actifs et non pas selon l'âge.

TABLEAU 5.17

ASUNCION: POURCENTAGE DE FEMMES AYANT COMMENCE LA CONTRACEPTION AVANT LE TROISIEME ENFANT, SELON LE REVENU MOYEN PAR ADULTE ACTIF ET L'AGE DE LA FEMME. ENSEMBLE DES FEMMES NON CELIBATAIRES. 1984.

AGE DE LA FEMME	REVENU MOYEN PAR ADULTE ACTIF (x 1 000)		
	Moins de 20	20 à 39,9	40 ou plus
Moins de 35	59	65	74
35 ou plus	27	37	46
Total	46	55	65
N=	(369)	(573)	(202)

Source: EFBA, 1984.

Les résultats que nous avons discuté ici corroborent l'hypothèse que les femmes adoptent la pratique de la contraception à différentes étapes de leur période de procréation, selon leur niveau de pauvreté. Apparemment, plus elles sont pauvres, moins elles font d'effort pour contrôler leur fécondité, ou si elles le font, ce n'est qu'après avoir eu un nombre important d'enfants. La conclusion la plus logique est que, vraisemblablement, c'est parce qu'elles veulent avoir plus enfants ou elles se sentent moins motivées pour limiter la taille de famille.

Une autre conclusion importante qui découle de ce que nous venons de discuter, et que nous avons déjà commenté ailleurs, est que les générations plus jeunes recourent davantage et beaucoup plus tôt à la contraception. Nous discutons les implications de ces résultats plus loin.

Il s'agit maintenant de voir si une fois qu'on tient compte de l'utilisation de contraceptifs, le revenu familial se révèle toujours associé à la fécondité. Les chiffres du Tableau 5.18 montrent le nombre moyen d'enfants par femme non célibataire de 35 ans ou plus. Nous pouvons observer que tant parmi celles n'ayant jamais utilisé de contraceptifs que parmi celles ayant commencé après le troisième enfant, le revenu demeure toujours étroitement associé au nombre moyen d'enfants par femme. Tant chez les femmes non contraceptrices que chez les contraceptrices "tardives", le nombre moyen d'enfants par femme demeure toujours étroitement associé au revenu familial. Pourtant, parmi les femmes qui ont commencé la contraception tôt, c'est-à-dire avant le troisième enfant, l'impact du revenu sur la fécondité semble être beaucoup plus faible. Il apparaît, alors, qu'il y a parmi les femmes marginales un certain nombre qui ont décidé de ne pas avoir beaucoup d'enfants: elles ont commencé à pratiquer la contraception plus tôt et ont réussi à en avoir significativement moins d'enfants que les autres. Pour ce groupe de femmes, le fait d'être plus ou moins pauvre ne

semble pas influencer de façon déterminante sur leur fécondité.

Le rapport entre le revenu et la fécondité qu'on observe chez les femmes ayant pratiqué la contraception, peut être dû au fait que celles qui comptent sur plus de ressources se sont servi des contraceptifs plus consciencieusement et plus efficacement, soit parce qu'elles ont les moyens de le faire, soit parce qu'elles sont plus motivées. Vu que nous n'avons pas l'histoire détaillée de la pratique de la contraception des ces femmes, nous ne sommes pas en état de corroborer cette hypothèse.

Pourtant, la tendance dans le même sens que l'on note chez les femmes n'ayant jamais pratiqué la contraception, nous amène à penser qu'il existe des facteurs, outre que la dite pratique en soi, qui contribuent à ce que les femmes plus pauvres aient plus d'enfants. Nous avons exploré la possibilité que cette tendance puisse s'expliquer par d'autres facteurs, également associés à la fécondité. Nous avons examiné la durée d'exposition au risque de conception (durée de la dernière union), les incidences des avortements et l'âge à la première naissance. Mais aucune de ces variables ne s'avère significativement associée au revenu familial. Etant donné que l'information dont nous disposons nous permet pas d'explorer plus à fond cette question, nous

la laissons ouverte.

TABLEAU 5.18

ASUNCION: NOMBRE MOYEN D'ENFANTS PAR FEMME, SELON L'UTILISATION DES MOYENS CONTRACEPTIFS ET LE REVENU MOYEN PAR ADULTE ACTIF. FEMMES NON CELIBATAIRES DE 35 ANS ET PLUS. 1984.

UTILISATION DE CONTRACEPTIFS	REVENU MOYEN PAR ADULTE ACTIF (x 1 000)		
	Moins de 20	20 à 39,9	40 ou plus
N'a jamais utilisé	5,1	4,3	3,3*
A commencé avant troisième enfant	3,7*	4,1	2,8*
A commencé après troisième enfant	7,0	6,2	4,8*
Total	5,4	4,8	3,5
N=	(151)	(206)	(61)

F= 23,3 p= .001

*/ Basé sur moins de 50 cas

Source: EFBA, 1984.

Dans la présente section et la précédente, nous avons vu deux facteurs étroitement liés à la fécondité: l'âge auquel la femme commence à avoir des enfants et le nombre d'enfants vivants qu'elle a quand elle commence à pratiquer la contraception. On pourrait argumenter que le premier

survient de façon plus ou moins fortuite. En effet, la proportion des femmes qui utilisent des contraceptifs avant la première naissance est très faible (9 pour cent des femmes de 35 ans ou plus) et le fait d'en avoir utilisé ou non n'influe pas significativement sur l'âge à la première naissance. Pour ce qui est du deuxième, le moment où la femme commence à tâcher de limiter sa fécondité par le biais de la contraception, il doit être le résultat d'un processus de décision, donc fondamentalement rationnel. Nous croyons qu'il n'est pas du au hasard que le revenu familial s'avère associé au deuxième facteur et non pas au premier. Cela signifie que le lien entre le niveau de pauvreté et la fécondité ne s'explique pas à cause du fait que les femmes plus pauvres commencent à procréer plus jeunes. D'après ce que nous avons pu observer, plus les femmes sont défavorisées, moins elles recourent aux contraceptifs. Même quand elles le font, ce n'est qu'après que leur famille ait déjà atteint une taille assez importante.

Alors, bien que les différences concernant la pratique de la contraception n'expliquent pas toute la variation de la fécondité selon le revenu familial, il est clair qu'elles jouent un rôle important. Par contre, les facteurs qui sont en principe les moins liés à la volonté de contrôler la taille de la famille, tels que l'exposition au risque de conception, l'âge à la naissance du premier enfant et l'in-

cidence des avortements (en supposant que ces derniers sont pour la plupart spontanés), ne montrent aucun rapport avec le revenu. Il apparaît donc que le lien entre la situation économique de la famille et la fécondité ne se produit pas à cause de ces facteurs involontaires. Plutôt, le fait d'avoir plus d'enfants chez les femmes plus pauvres est le résultat de leurs moindres efforts pour limiter la fécondité. Au fur et à mesure que la situation économique se fait plus grave, la pratique de la contraception devient moins fréquente, elle se fait vraisemblablement de manière moins consciencieuse, et par conséquent la fécondité tend à augmenter significativement. Nous voyons donc qu'il semble y avoir une logique derrière le comportement reproducteur des femmes marginales, ce qui confirme un aspect très important de notre hypothèse.

5.6 Le comportement reproducteur des générations plus jeunes: la naissance de nouvelles stratégies de survie?

Nous avons déjà signalé au cours des sections précédentes que les femmes plus jeunes commencent la contraception beaucoup plus tôt que les plus âgées. Dans l'ensemble des non célibataires, 65 pour cent des femmes de moins de 35 ans ont commencé à utiliser des contraceptifs avant le troisième enfant, contre 35 pour cent chez les femmes de 35 ans ou

plus. Les proportions des femmes qui ont commencé après le troisième enfant sont de 12 pour cent parmi les premières et de 32 pour cent parmi les deuxièmes. Le pourcentage n'ayant jamais pratiqué la contraception est aussi plus important parmi les femmes plus âgées. Nous illustrons cela dans le Tableau 5.19.

Cette différence de comportement selon l'âge est partiellement attribuable au fait que les femmes plus jeunes sont plus scolarisées: 61 pour cent des femmes de moins de 35 ans ont complété ou dépassé le niveau primaire, tandis que cette proportion chez les femmes de 35 ans ou plus est de 36 pour cent. Et nous savons que plus les femmes sont instruites, plus les attentes quant à la scolarisation des enfants sont grandes, moins elles perçoivent les enfants comme sources potentielles de revenu. En conséquence plus elles pratiquent la contraception.

TABLEAU 5.19

ASUNCION: DISTRIBUTION EN POURCENTAGE DE L'UTILISATION DE CONTRACEPTIFS, SELON L'AGE DE LA FEMME. ENSEMBLE DE FEMMES NON CELIBATAIRES. 1984.

UTILISATION DE CONTRACEPTIFS	AGE DE LA FEMME		Total
	Moins de 35	35 ou plus	
N'a jamais utilisé	23	33	27
A commencé avant troisième enfant	65	35	54
A commence après le troisième enfant	12	32	19
Total	100	100	100
N=	(727)	(417)	(1144)
$\chi^2 = 106,5$ $p = .00001$			

Source: EFBA, 1984.

Pourtant, la différence de niveau de scolarité n'explique pas tout. En fait, en examinant les facteurs associés au nombre d'enfants vivants au commencement de la contraception, l'âge de la femme s'avère un facteur explicatif plus important que la scolarité. Les coefficients F sont de 103,8 et 30,6, respectivement. Et, dans le Tableau 5.20, nous pouvons constater que même parmi les femmes qui ont un niveau de scolarité semblable, les femmes plus jeunes tendent à adopter la contraception beaucoup plus tôt dans leur

vie.

TABLEAU 5.20

ASUNCION: NOMBRE MOYEN D'ENFANTS VIVANTS AU COMMENCEMENT DE LA CONTRACEPTION, SELON L'AGE ET LA SCOLARITE DE LA FEMME. FEMMES NON CELIBATAIRES AYANT PRATIQUE LA CONTRACEPTION. 1984.

SCOLARITE DE LA FEMME	AGE DE LA FEMME		Total
	Moins de 35	35 ou plus	
Moins de 6	1,6	3,3	2,3
6 ou plus	1,1	2,0	1,4
Total	1,3	2,8	1,8
N=	(559)	(277)	(833)
F= 85,4 p= .001			

Source: EFBA, 1984.

On peut noter dans le tableau ci-dessus, qu'indépendamment du niveau de scolarité, le nombre moyen d'enfants au commencement de la contraception est le double chez les femmes de 35 ou plus par rapport à celles de moins de 35 ans. D'autre part, on peut observer que chez les femmes plus jeunes, le fait d'avoir fini l'école primaire ou non n'influe pas de façon déterminante sur le nombre d'enfants au commencement de la contraception, la moyenne étant de 1,6 chez les moins instruites, contre 1,1 chez celles qui ont

fini la primaire. Il apparaît évident, alors, que quel que soit le niveau de scolarité, les femmes plus jeunes tendent à adopter la contraception beaucoup plus tôt. Comme nous l'avons déjà signalé, la grande popularité des méthodes anticonceptionnelles traditionnelles écarte la possibilité que cette tendance soit résultante d'une plus grande disponibilité de contraceptifs actuellement. Cette affirmation est indiscutablement vraie pour ce qui est des contraceptifs plus modernes et efficaces, mais non pas pour les moyens traditionnels.

Ces résultats suggèrent plutôt qu'il y a chez les nouvelles générations une plus grande motivation pour contrôler la fécondité, et peut-être une plus grande nécessité de le faire. Il est possible que le comportement reproducteur des femmes soit dans un processus de transformation. Il y aurait une adaptation, en tant que stratégie, aux changements qui se sont produits et qui sont en train de se produire dans la société globale. Apparemment, le processus de "modernisation" qu'a subi la société a touché aussi, dans une certaine mesure, les marginaux. Nous avons remarqué, par exemple, une importante amélioration des niveaux d'alphabetisation et de scolarisation. On pourrait avancer l'hypothèse que des transformations de l'économie urbaine, et par conséquent des forces qui contrôlent le marché de travail, exigent une sorte de réalignement des stratégies de

survie chez les marginaux. Il est donc probable que pour les nouvelles générations, avoir moins d'enfants et de faire en sorte qu'ils deviennent aussi scolarisés que les moyens de la famille le permettent, soit une alternative plausible, compte tenu de leur situation et de leurs possibilités actuelles. Une telle alternative était peut-être moins valable ou moins réalisable pour les femmes plus âgées quand elles étaient dans la pointe de leur période de reproduction.

Bien qu'il soit un indicateur problématique, il est intéressant de noter, qu'indépendamment de leur niveau de scolarité, les femmes plus jeunes déclarent un nombre d'enfants désirés inférieur de un en moyenne par rapport à ce qu'indiquent les femmes plus âgées.

Mais ici encore, nous n'avons pas suffisamment de données pour approfondir cette hypothèse, nous devons donc nous contenter de l'avancer comme une explication plutôt spéculative. La seule chose que nous pouvons affirmer avec assez de certitude est que les générations plus jeunes adoptent beaucoup plus la contraception, et qu'il y a, globalement, une nette tendance à la baisse de la fécondité des femmes marginales.

5.7 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons examiné le comportement reproducteur des femmes marginales. Nous avons constaté qu'en effet, leur fécondité est à peu près le double de celle des autres femmes de la capitale. De plus, dans l'ensemble des femmes marginales, il est évident que la fécondité augmente à mesure que la situation économique de la famille devient plus précaire, indépendamment de l'âge ou de la scolarité de la femme.

L'étude du comportement reproducteur nous donne plusieurs indices qu'il ne s'agit pas d'un phénomène aléatoire, mais qu'il y a une logique cohérente qui l'explique. Par contre, les facteurs qui sont pas directement liés à la volonté de contrôler la fécondité, tel que l'âge à la naissance du premier enfant, la durée d'exposition au risque de conception ou la fréquence d'avortements (en supposant qu'ils sont pour la plupart spontanés), ne s'avèrent pas du tout associés au revenu familial. Voyons maintenant les résultats qui nous amènent à penser que le comportement reproducteur de ces femmes a une base rationnelle.

D'abord, presque toutes ces femmes, quels que soient leur âge, leur scolarité ou leur revenu familial, sont au courant de l'existence des contraceptifs modernes. Bien

sûr, "être au courant" a une signification plutôt générale, dans le sens où il veut dire qu'elles ont entendu parler de ces contraceptifs, et non pas nécessairement qu'ils leur sont familiers. Mais même le fait de savoir qu'une telle méthode existe est de significatif, puisque quand elles veulent obtenir plus d'information à son sujet, cela est sans doute facile. En effet, il n'est pas nécessaire de consulter un médecin pour se renseigner sur les méthodes anticonceptionnelles. Pour cela, il suffit de voir le pharmacien du coin, dont le rôle de conseiller en matière de santé est souvent prépondérant pour les couches défavorisées. Une sage femme, ou même une voisine qui les a déjà utilisé, peut aussi fournir de l'information.

En deuxième lieu, l'usage, mesuré par la proportion des femmes ayant utilisé des contraceptifs, semble être aussi répandu dans les bidonvilles que dans l'ensemble de la capitale. La pratique actuelle de la contraception, cependant, s'avère nettement plus faible chez les femmes marginales, ce que nous interprétons comme un indice que ces dernières font moins d'effort pour contrôler leur fécondité, vraisemblablement parce qu'elles favorisent les familles plus nombreuses. A ce propos, il est significatif que parmi les femmes exposées au risque de conception, celles qui pensent que les enfants devraient commencer à travailler plus jeunes et qu'ils devraient passer moins d'années aux études sont cel-

les qui se servent le moins des contraceptifs actuellement, malgré le fait que ce sont ces femmes qui ont, en moyenne, le plus d'enfants. Nous voyons donc un comportement qui s'avère cohérent avec une certaine stratégie sous-jacente. Plus les femmes voient les enfants comme des sources de soutien potentiel, moins elles tâchent de limiter leurs naissances, et, en effet, plus elles ont d'enfants.

L'examen de la pratique passé de la contraception révèle aussi une rationalité. Indépendamment du niveau de scolarité ou de l'âge, les femmes dont la situation économique de la famille est plus critique recourent moins aux contraceptifs. En même quand elles les utilisent, elles ne le font qu'après avoir atteint une taille de famille significativement plus grande que celle des femmes dont le revenu familial est moins restreint. Cela suggère que la différence des niveaux de fécondité selon le revenu n'est pas fortuite, mais qu'elle peut s'expliquer, si non totalement du moins dans une certaine mesure, par l'adoption de comportements différents face à la contraception. Cette conclusion, à son tour, implique qu'il y a une certaine rationalité derrière le comportement reproducteur, laquelle consiste à laisser augmenter la taille de la famille, ou faire moins d'efforts pour la limiter, au fur et à mesure que la situation économique se détériore.

Pour les générations plus jeunes, cependant, il paraît que ces stratégies seraient moins axées sur l'augmentation de la taille de la famille. Nous avons observé qu'elles tendent à adopter des contraceptifs beaucoup plus tôt et en plus grandes proportions que les générations de 35 ans et plus. Cela nous amène à penser que peut-être les femmes marginales plus jeunes sont en train de développer des nouvelles stratégies pour s'adapter aux transformations que la société paraguayenne a subi au cours des dernières décennies. Cela expliquerait, d'ailleurs, la tendance à la baisse de la fécondité que nous avons signalé.

NOTES

- 1 Ces taux ont été calculés par la méthode P/F de Brass, en utilisant les modèles de fécondité de Coale et Trussell (voir Coale et Trussell, 1974; Nations Unies, 1983).
- 2 Malheureusement, nous n'avons pas d'indice comparable plus récent. Les données du dernier recensement de la capitale n'ont pas encore été publiées, et le rapport de l'Enquête nationale de fécondité (1979) n'a pas fourni cet indice.
- 3 Dans le dernier plan national de développement, la petite taille de la population est considérée comme un des facteurs qui entravent l'expansion industrielle du pays (Secretaria Tecnica de Planificacion, 1976).
- 4 Pour une discussion approfondie sur ce sujet, voir Brass, 1968, 1978; Hobcraft et al., 1982; Nations Unies, 1983.
- 5 Taux corrigés calculés par la méthode de Brass.
- 6 En principe, cette question devrait être posée à toutes les femmes fécondes et non seulement aux femmes vivant en union. Nous ne l'avons pas fait à cause d'une erreur dans l'élaboration du questionnaire.

CHAPITRE VI

CONCLUSIONS FINALES

Comme toutes les capitales latino-américaines, Asuncion a ses bidonvilles, des zones de la ville caractérisées par l'extrême pauvreté chronique. Une des hypothèses les plus répandue veut que ces dernières aient été formées par l'arrivée massive d'immigrants ruraux. Mais la contribution de l'immigration a été aussi importante dans l'ensemble de la population que dans les bidonvilles. Ce ne sont pas les immigrants ruraux qui, conservant leur style de vie paysan et ne parvenant pas à se loger convenablement, sont à l'origine des bidonvilles. L'origine de ces quartiers s'explique plutôt par l'écart qui existe, parmi les couches sociales défavorisée, entre le prix d'un loyer convenable et le revenu disponible.

Les bidonvilles ne représentent pas seulement un problème d'habitat. En effet, les personnes qui y résident sont visiblement désavantagées dans tous les aspects de leur vie sociale et économique. Elles sont moins scolarisées, elles font les travaux les moins rémunérateurs et elles sont plus affectées par le sous-emploi. Même si elles réussissent à compléter plusieurs années de scolarité, ce qui est

assez exceptionnel, leur situation d'emploi et leur niveau de revenu les maintiennent toujours au bas de l'échelle. Bref, elles sont en quelque sorte laissées en marge du système économique global. C'est pourquoi nous considérons approprié de les appeler marginales, même si la justesse du terme peut être discutée. Ces groupes marginaux, qui se voient refuser les bénéfices du système économique, sont obligés de mettre en pratique des stratégies de survie pour assurer leur subsistance. Ces stratégies se manifestent dans tous les aspects de leur vie: la vie familiale et les échanges sociaux, les positions et les activités politiques, l'activité économique et même le comportement démographique. Elles ont par ailleurs le but commun d'affermir, de la meilleure manière possible, les faibles moyens de subsistance dont la famille dispose.

Quelques auteurs ont contesté l'emploi de l'expression "stratégies de survie", mais nous la jugeons adéquate. Stratégie veut dire dans ce cas adoption de certains comportements qui tendent à réduire les probabilités d'une détérioration des conditions de vie de la famille. Une telle détérioration mettrait en danger l'existence même du groupe familial ou de ses membres. En effet, pour la plupart les marginaux vivent près d'un niveau de subsistance minimal. Le fait que le taux de mortalité infantile soit deux fois plus élevé dans les bidonvilles que dans l'ensemble de la

capitale, montre jusqu'à quel point c'est leur existence physique même qui est en jeu. Nous avons axé notre discussion sur un aspect particulier de ces stratégies, à savoir le comportement démographique ou, plus précisément, le comportement procréateur.

On sait que dans les villes latino-américaines les femmes marginales ont en général une fécondité nettement supérieure à la moyenne. Dans le cas d'Asuncion, nous avons constaté que l'indice synthétique de fécondité des femmes qui résident dans les bidonvilles est à peu près le double de celui des autres femmes de la ville. Cette forte fécondité ne s'explique pas, selon nous, par une attitude fataliste ou traditionnelle, ou par la méconnaissance des moyens contraceptifs. Plutôt, face à une situation d'extrême pauvreté ces femmes sont conscientes de ce qu'il y a certains avantages à s'entourer de plusieurs enfants. Ces derniers auront plus tard des activités rémunératrices qui leur permettront de contribuer au soutien de la famille, ou encore ils participeront aux tâches ménagères. Cela ne veut pas dire que les femmes ont des enfants dans le seul but d'en tirer profit. Mais elles voient un avantage au fait d'avoir une famille relativement nombreuse, et donc elles se soucient moins d'en limiter la taille.

Pour vérifier ces hypothèses dans des conditions idéales, il faudrait examiner comment la situation économique de la famille influe sur les attitudes et sur le comportement procréateur au cours de toute ou de la plus grande partie de la période de reproduction des femmes. Ce serait le seul moyen de s'assurer qu'on a véritablement saisi la relation de cause à effet qui lie ces deux variables. Mais une analyse longitudinale de ce type demande plusieurs années de travail et serait très difficile à réaliser du point de vue pratique.

Une analyse transversale, par contre, est plus facilement réalisable, mais elle n'établit pas hors de tout doute la relation de cause à effet, difficulté qui demeure parfois insurmontable. On peut quand même identifier, dans la plupart des cas, quelle serait la variable indépendante et quelle serait la dépendante. Quand l'information dont nous disposons ne nous permet pas de faire une telle inférence, il nous faut accepter cette restriction et laisser la question ouverte. Malgré cette limitation, il est possible de vérifier si le rapport entre le niveau de pauvreté, les attitudes et le comportement procréateur va dans le sens prévu par les hypothèses qui font appel à la notion de stratégie de survie. C'est cette tâche que nous avons entreprise dans cette thèse.

Dans les bidonvilles d'Asuncion, comme dans toutes les populations urbaines défavorisées de l'Amérique latine, l'affaiblissement du revenu que les adultes actifs sont capables de produire entraîne une augmentation du nombre de personnes actives. L'intensification de l'activité économique des membres est donc une des stratégies de survie de la famille, pour empêcher l'aggravation de la pauvreté. On pourrait également penser que le fait d'avoir une famille nombreuse pourrait faciliter cette intensification.

En effet, l'aggravation de la pauvreté semble entraîner aussi une augmentation de la fécondité. Nous avons déjà mentionné que le taux de fécondité des marginaux est beaucoup plus élevé que celui du reste de la population. Ce qui est plus intéressant, c'est que même dans le contexte de pauvreté généralisée des bidonvilles, les variations de revenu sont associées à des différences significatives du nombre moyen d'enfants par femme. Indépendamment de la scolarité ou de l'âge des femmes, plus le revenu de la famille est faible, plus elles ont d'enfants. Les différences de revenu entre ces familles n'étant pas très importantes, il appert que même une amélioration modeste de la situation économique peut avoir un impact significatif sur la fécondité.

La relation entre le niveau de fécondité et le degré de pauvreté de la famille, ne semble pas être fortuite. Tout d'abord, l'information sur les méthodes anticonceptionnelles efficaces est très répandue parmi les femmes marginales, même parmi les plus pauvres et les moins instruites. De plus, les facteurs que l'on pourrait juger plutôt indépendants de la volonté d'atteindre une certaine taille de famille -- tels l'âge à la première naissance, la durée d'exposition au risque de conception, et l'incidence des avortements (en supposant que ceux derniers soient pour la plupart spontanés) -- ne semblent pas dépendre du revenu familial. Par ailleurs, les grossesses non désirées ne sont pas plus nombreuses chez les femmes plus pauvres que chez les autres. Enfin, on ne peut pas alléguer que le rapport de cause à effet va dans le sens inverse, et que c'est parce que les femmes ont beaucoup d'enfants que le revenu familial est faible. Une telle relation pourrait se vérifier si nous utilisions le revenu familial per capita. Dans ce cas, évidemment, plus la famille est nombreuse, plus le revenu per capita tendrait à être faible. Nous avons utilisé, précisément pour éviter ce biais, le revenu moyen des adultes actifs. Or il est peu vraisemblable que le revenu des adultes qui ont une activité rémunératrice soit déterminé ou influencé par le nombre d'enfants de la famille.

Par contre, l'examen du comportement en matière de contraception de même que les attitudes exprimées par les femmes elles mêmes, suggère que dans ce domaine la volonté et la rationalité jouent un rôle important. Nous avons vu qu'indépendamment de leur degré de scolarité, plus les femmes sont pauvres, moins elles utilisent de contraceptifs. Quant aux femmes ayant pratiqué la contraception, plus elles sont pauvres, plus elles tendent à la retarder.

Notons qu'ici nous ne parlons pas seulement de contraceptifs efficaces, dont l'utilisation requiert, en principe, un certain bagage d'information et un certain pouvoir d'achat. Nous parlons de toutes les méthodes, y compris les méthodes traditionnelles, qui sont connues même par les femmes les moins instruites et qui sont facilement accessibles. Donc l'hypothèse selon laquelle les femmes les plus pauvres commencent à pratiquer la contraception plus tard parce qu'elles sont moins informées ou parce qu'elles ont moins de moyens financiers, est difficilement soutenable. Si elles pratiquent moins la contraception, et si elles commencent à le faire après avoir eu un plus grand nombre d'enfants, c'est vraisemblablement parce qu'elles préfèrent les familles nombreuses. Ou du moins parce qu'elles sont moins motivées pour limiter leur famille. On a pu établir, d'ailleurs, un rapport très étroit entre le comportement en matière de contraception et le nombre d'enfants nés vivants

que les femmes ont vers la fin de leur période de procréation. En fait, la variable qui explique statistiquement le mieux la fécondité, est le nombre d'enfants vivants lorsque la femme a commencé la contraception. Cela nous porte à penser que la fécondité est en effet l'objet d'un mécanisme de décision conscient et non pas un phénomène aléatoire. Ce résultat implique également, que malgré la diffusion des moyens contraceptifs traditionnels, ces femmes parviennent à avoir un certain contrôle sur leur fécondité.

Les attitudes révèlent aussi une certaine cohérence. Plus la situation de la famille est critique, plus les femmes considèrent que les enfants devraient commencer à travailler jeunes et moins elles pensent que la famille devrait investir dans leur éducation. Autrement dit, plus elles sont pauvres, plus elles voient les enfants comme une source d'aide supplémentaire pour la famille. Qui plus est, ces attitudes semblent influencer le comportement procréateur: les femmes qui favorisent le travail des enfants, et qui n'attendent pour eux qu'un niveau de scolarisation modeste, tendent à avoir une fécondité sensiblement supérieure.

On pourrait contester cette relation de cause à effet et dire que ces attitudes n'expliquent pas la forte fécondité de ces femmes, mais qu'il s'agit plutôt du contraire, c'est parce qu'elles ont beaucoup d'enfants qu'elles préfè-

rent voir ces derniers commencer à travailler plus jeunes et à étudier moins, de façon à alléger la charge qu'ils représentent. Toutefois, nous avons vu qu'indépendamment de l'âge, de la scolarité et du nombre d'enfants survivants, la pratique actuelle de la contraception est moins importante parmi les femmes qui veulent que leurs enfants commencent à travailler plus jeunes et qui ne pensent leur assurer qu'un niveau de scolarité minimale. Si elles avaient développé ces attitudes à cause de la pression que leurs nombreux enfants représentent, vraisemblablement elles devraient être plus motivées pour éviter d'autres grossesses et elles devraient donc utiliser plus de contraceptifs. D'autre part, on doit croire que si elles ont moins recours aux contraceptifs actuellement, c'est parce qu'elles sont plus enclines à avoir d'autres enfants. Rappelons qu'il s'agit de femmes qui en principe sont exposées au risque de conception.

Nous croyons donc avoir de bonnes raisons pour affirmer que les femmes développent ces attitudes à cause de leur extrême pauvreté et que ces attitudes, à leur tour, contribuent à favoriser une fécondité plus élevée.

Comme nous l'avons signalé, ces résultats proviennent d'une analyse transversale, raison pour laquelle nous n'avons pas suffisamment d'information pour confirmer ces

hypothèses avec plus de certitude. Mais il est évident que nos résultats vont dans le sens des hypothèses que nous avons proposées.

Par ailleurs, on s'en doute, le niveau de scolarisation de la femme est un facteur d'importance fondamentale. Nous avons constaté que quelle que soit la situation économique de la famille, la scolarité influe de façon déterminante sur les attitudes de la femme aussi bien que sur son comportement procréateur. D'un côté, elle contribue à élargir l'horizon et à donner une perspective différente face à l'avenir et face à la vie en général. D'un autre côté, le fait d'être plus instruite implique une marge de manoeuvre plus grande et de meilleures possibilités de se débrouiller dans l'existence. Cela signifie également que la femme est capable de développer des stratégies de survie autres que la procréation et la maximisation de l'activité économique des enfants.

Non seulement la scolarité de la femme est importante, mais celle des adultes dans la famille aussi. En effet, la participation économique des adolescents se fait non seulement en fonction du niveau de pauvreté de la famille qu'en fonction de la scolarité moyenne des adultes actifs. L'utilisation de contraceptifs chez les femmes est aussi significativement influencée par cette variable.

Cette étude laisse par ailleurs entrevoir l'adoption de nouveaux comportements en matière de contraception et de procréation parmi les générations les plus jeunes. Nos résultats montrent qu'indépendamment du degré de scolarité, les femmes de moins de 35 ans ont beaucoup plus souvent recours aux contraceptifs et elles commencent à le faire avant d'avoir beaucoup d'enfants. Il est possible qu'à cause des changements qui se sont produits dans la société au cours des dernières années, les familles ou les femmes soient en train de mettre en pratique de nouvelles stratégies de survie. Ces stratégies seraient vraisemblablement moins axées sur l'augmentation du nombre d'enfants et favorisent peut-être davantage leur scolarisation. Quelle qu'en soit la raison, il est évident que le niveau de fécondité des marginaux accuse une tendance à la baisse. A en juger par la pratique de la contraception parmi les nouvelles générations, il semble que cette tendance se poursuivra pour quelques années.

Il faut dire enfin, que contrairement à ce que nous attendions, certaines des variables que nous avons examinées n'ont pas apporté d'élément de réponse. Les déclarations des femmes quant au nombre d'enfants désirés, par exemple, semblent être biaisées par des normes sous-jacentes concernant la taille idéale de la famille. En effet, ces déclarations ne varient pas beaucoup même quand on les examine par

rapport à des variables qui sont normalement associées au comportement procréateur. Il est donc difficile de déterminer dans quelle mesure le nombre d'enfants désirés révèle les véritables intentions en ce qui concerne la taille désirée de la famille, et dans quelle mesure il s'agit de réponses influencées par les dites normes.

Contrairement à ce que nos réflexions théoriques nous amenaient à croire, le fait de travailler dans le secteur formel ou informel ne semble pas influencer sur le comportement procréateur de façon déterminante. Mais cela peut s'expliquer par le fait que même dans le secteur formel les marginaux occupent généralement les postes les plus bas, les moins rémunérés et les plus précaires. A ce niveau, les disparités entre les secteurs formel et informel sont minimales et la ligne de démarcation qui les sépare devient très floue.

Enfin, l'espoir de bénéficier du soutien des enfants au moment de la vieillesse, ne semble pas avoir beaucoup d'influence sur le comportement procréateur. Plus précisément, les femmes qui s'attendent à recevoir beaucoup d'aide de leurs enfants quand elles seront vieilles, n'ont pas une fécondité plus élevée que celles qui croient qu'elles n'en recevront aucune ou seulement un peu. Il est possible que la différence quant au comportement procréateur n'existe pas

entre ces deux catégories mais plutôt entre les femmes qui s'attendent à recevoir de l'aide -- beaucoup ou un peu -- et celles qui ne s'y attendent pas du tout. Cependant, dans la population marginale que nous étudions, ce dernier groupe ne constitue que deux pour cent de l'échantillon, ce qui ne nous permet pas de le considérer comme une catégorie séparée. Ici encore, peut-être que si l'on observe cette variable ainsi dichotomisée dans l'ensemble de la population, on obtiendrait des résultats plus significatifs.

Ce travail nous amène finalement à une réflexion sur l'impact qu'aurait un programme de planification familiale dirigé vers la population marginale que nous avons étudiée.

Nos résultats montrent que cette population a besoin d'un programme subventionné qui rende les méthodes contraceptives modernes accessibles à tous. Très souvent les femmes essaient de contrôler leur fécondité au moyen de méthodes qui ont peu ou qui n'ont aucune efficacité. A peu près 60 pour cent des femmes ayant pratiqué la contraception ont utilisé des méthodes traditionnelles au moins une fois. Cela implique qu'elles ne sont pas toujours en mesure de contrôler leur comportement reproducteur de façon aussi satisfaisante qu'elles le voudraient. Il y a, par conséquent, une proportion non négligeable de grossesses et d'enfants non désirés.

Etant donné que presque toutes les femmes connaissent les moyens contraceptifs efficaces, l'hypothèse la plus plausible est qu'elles recourent aux méthodes traditionnelles parce que les autres leur sont financièrement inaccessibles. Nous ne mentionons que l'aspect économique, parce que d'après notre expérience dans cette enquête et dans d'autres auxquelles nous avons participé, l'utilisation de contraceptifs ne semble pas entraîner de coûts sociaux. C'est-à-dire nous n'avons pas vu d'indices d'une pression sociale ou d'un contrôle dans la communauté, qui empêcherait ou rendrait difficile l'obtention des moyens contraceptifs. Ces femmes discutent de ces moyens et du comportement procréateur en général de façon très libérale et très ouverte. En fait, elles font preuve d'une ouverture d'esprit plus large que celle qui paraît exister dans les couches sociales plus favorisées.

Le budget et le pouvoir d'achat des marginaux étant très restreints, un tel programme devrait être subventionné, sinon totalement, du moins en grande partie. Ce serait le seul moyen d'atteindre la majorité de cette population. Il importe de souligner par ailleurs que ce programme vise à aider ces gens à planifier leur famille et non pas à établir des mécanismes pour contrôler leur reproduction. Malgré la similitude apparente, ces deux orientations sont diamétralement opposées. Le contrôle de la population implique une

intervention effectuée et dictée de l'extérieur. La planification familiale, dans la mesure où elle est libre de propagande et de moyens de pression, aide les familles à contrôler elles-mêmes leur comportement procréateur, en fonction de leurs besoins et de leurs choix.

La question qui se pose maintenant, est dans quelle mesure un tel programme affecterait la fécondité des femmes marginales. D'un côté, nous avons vu qu'une certaine rationalité amène ces femmes à avoir beaucoup d'enfants, et à en avoir davantage à mesure que la situation économique de la famille se détériore. D'un autre côté, ce même résultat implique qu'une amélioration de la situation économique de la famille, même s'il ne s'agit pas d'une amélioration radicale, peut produire des changements importants du comportement procréateur.

Vraisemblablement, si l'on veut provoquer une baisse substantielle de la fécondité dans la population marginale, un programme de planification familiale devrait être intégré à un programme global d'amélioration des conditions de vie de cette population. Cette dernière doit avoir accès à une meilleure scolarisation et à des emplois productifs et stables. Quelqu'un a affirmé que pour les pays du Tiers-monde la meilleure pilule est le développement. Concernant les populations marginales urbaines, nous ne sommes sans doute

pas très loin de la vérité si nous affirmons que la meilleure pilule est la justice.

BIBLIOGRAPHIE

ALTIMIR, O., 1979. "La Dimension de la Pobreza en America Latina", in Cuadernos de la CEPAL, Santiago: Naciones Unidas.

THE AMERICAN ASSEMBLY, 1963. The Population Dilemma, P. M. Hauser, Ed., Englewood Cliffs, N.J.: Prentice Hall, Inc.

AMNISTIE INTERNATIONALE, 1984. Paraguay en Etat de Siège depuis Trente Ans, Paris: EFAI.

ARGUELLO, O, 1981. "Estrategias de supervivencia: un concepto en busca de contenido", en Demografia y Economia, Vol. 15, No. 2.

ARNOLD, F. et AL., 1975. Introduction and Comparative Analysis. The Value of Children: A Cross-National Study, Vol. 1, Honolulu: East West Population Institute.

BECKER, G. 1960. "An economic analysis of fertility", in Universities National Bureau Committee for Economic Research Demographic and Economic Change in Developed Countries, Princenton, Princeton University Press.

BECKER, G. 1965. "A theory of the allocation of time", in The Economic Journal, Vol. 75.

BEN-PORATH, Y., 1978. "Family functions and structure and the organization of exchange", in Economic and Demographic Change: Issues for the 1980's, Proceedings. IUSSP, Liège: Ordina Editions.

_____., 1980. "Transactional elements in a theory of fertility", in C. Hohn and R. Mackensen, Determinants of Fertility Trends: Theories Re-Examined, Liège: Ordina Editions

BERELSON, B., 1969. "Beyond family planning", in Studies in Family Planning, No. 38.

BERTAUX, D., 1977. Destins Personnels et Structures de Classe, Vendôme: Presses Universitaires de la France.

BONDESTAN, L., 1980. "The political ideology of population control", in L. Bondestan and S. Bergstrom, Poverty and Population Control New York: Academic Press.

BOHRNSTEDT, G. W., 1970. "Reliability and validity assessment in attitude measurement", in G. Summers, Attitudes Measurement, Chicago: Rand McNally & Co.

BORSOTTI, C., 1981. "La organizacion social de la reproduccion de los agentes sociales, las unidades familiares y sus estrategias", in Demografia y Economia, Vol. 15, No. 2.

BOURDIEU, P., 1972. "Stratégies matrimoniales dans le système de reproduction", in Annales Economies, Sociétés et Civilisations, Vol. 27, No. 4-5.

BRASS, W. et AL., 1973. The Demography of Tropical Africa, Princeton: Princeton University Press.

BRASS, W., 1975. Methods for Estimating Fertility and Mortality from Limited and Defective Data, Chapel Hill: University of North Carolina Press.

_____, 1978. Screening procedures for detecting errors in maternity history data, WFS Technical Paper No. 810.

BRASS, W. et C. BARRETT, 1975. "The measurement of fertility and child mortality to investigate their relationship in studies of aggregate and family data", in Seminar on Infant Mortality in Relation to the Level of Fertility, Bangkok:CICRED.

BRIZUELA DE RAMIREZ, F., 1981a. "Fecundidad general y fecundidad diferencial en el Paraguay", in S.T.P., CELADE et D.G.E.C. Encuesta Demografica Nacional del Paraguay: 1977, San Jose: CELADE.

_____., 1981b. "La fecundidad", in Encuesta Nacional de Fecundidad, Asuncion, Paraguay: Direccion General de Estadistica y Censos.

BRIZUELA DE RAMIREZ, F. et J. SCHOEMAKER, 1978. Tendencia de la Poblacion Economicamente Activa Femenina de 1950 a 1972, Asuncion, Paraguay: Centro Paraguayo de Estudios Sociologicos.

BULATAO, R. et F. ARNOLD, 1977. "Relationship between the value and cost of children and fertility: Cross-cultural evidence", in Congrès Internationale de la Population, Mexique, Liège: UIESP.

BUTTERWORTH, D. et J. K. CHANCE, 1981. Latin American Urbanization, New York: Cambridge University Press.

CADBURY, G. W., 1962. "Outlook for government action in family planning in the West Indies", in C. V. Kiser, ed. Research in Family Planning, Princeton: Princeton University Press.

CALDWELL, J. C., 1982. Theory of Fertility Decline, New York: Academic Press.

CALDWELL, J. C., 1983. "Direct economic costs and benefits of children", in R. A. Bulatao and R. D. Lee, Determinants of Fertility in Developing Countries, New York: Academic Press.

CARDOSO, F. H., 1971. "Comentarios sobre los conceptos de superpoblacion relativa y marginalidad", in Revista latinoamericana de Ciencias Sociales, Nos. 1/2.

CARDONA, R., 1971. "L'urbanisation sauvage en Colombie", in Espaces et Sociétés, No. 3.

CASTELLS, M., 1971. "L'urbanisation dependente en Amérique latine", in Espaces et Sociétés, No. 3.

COALE, A. et J. TRUSSELL, 1974. "Model fertility schedules variations in the age structure of childbearing in human populations", in Population Index, Vol. 40.

CONFERENCIA EPISCOPAL PARAGUAYA, 1984. Tierra y Sociedad: Problematica de la tierra urbana, rural e indigena en el Paraguay, Asuncion: Cuadernos de Pastoral Social.

DEBATY, P., 1967. La Measure des Attitudes, Paris: Presses Universitaires de France.

DAVIS, K., 1967. "Population policies: will current programs succeed?", in Science, No. 158.

DIERCKXSENS, W., 1982. Capitalismo y Poblacion, San José: EDUCA.

DIRECCION GENERAL DE ESTADISTICA Y CENSOS, 1981. Encuesta Nacional de Fecundidad, Asuncion, D.G.E.C.

DUQUE et PASTRANA, 1973. Las Estrategias de Supervivencia Economica de las Unidades Familiares des Sector Popular Urbano: Una Investigacion exploratoria, Santiago: Programa ELAS/CELADE.

EASTERLIN, R. A., 1973. "Relative economic status and the American fertility swing", in E. B. Sheldon, Family Economic Behavior, Philadelphia, J. B. Lippincott Company.

_____, 1975. "An economic framework for fertility analysis", in Studies in Family Planning, Vol. 6, No. 3

EHRlich, P. R., 1970. The Population Bomb, New York: Ballantine Books.

FEDERACION DE TRABAJADORES BANCARIOS, 1985. "Indice de variacion del costo de vida de una familia bancaria tipo", in Tribuna Bancaria, mars/avril.

FRAKENHOFF, C. A., 1967. "Elements of an economic model for slums in a developing economy", in Economic Development and Cultural Change, Vol. 16, No. 1.

FREEDMAN, R., 1963. "Norms for family size in underdeveloped areas, in Proceedings of the Royal Society, 159.

FREEDMAN, R. et J. Y. TAKESHITA, 1969. Family Planning in Taiwan: An Experiment in Social Change, Princeton: Princeton University Press.

FRIEDLANDER, D., 1977. "The effect of child mortality on fertility", in Congrès International de la Population, Mexique, Liège, UIESP.

FRISCH, R. E., 1981. "Population, nutrition and fecundity: Significance for the interpretation of changes of fertility", in N. Eberstadt, Fertility Decline in Less Developed Countries, New York: Praegers Publishers.

GAUVREAU, D., J. GREGORY, M. KEMPENEERS et V. PICHE, 1986. Démographie et Sous-Développement dans le Tiers-Monde Montréal: Centre for Developing Areas Studies, McGill University.

GIFFIN, K., 1980. Familia, Estrategias de Supervivencia, Fuerza de Trabajo. Communication non publiée, présentée dans le colloque sur stratégies de survie, Buenos Aires: PISPAL.

GOMEZ, L. et G. MACCIO, 1981. "La mortalidad en el Paraguay. Informe sobre niveles y características diferenciales", in S.T.P., CELADE et D.G.E.C., Encuesta Demografica Nacional del Paraguay: 1977, San Jose: CELADE.

GREGORY, J. et V. PICHE, 1981. The Demographic process of Peripheral Capitalism illustrated with African Examples, Working Paper Series No. 29, Montréal: McGill University Press.

_____., 1986. "Démographie, impérialisme et sous-développement: le cas africain", in D. Gauvreau et al. Démographie et sous-développement dans le Tiers-Monde, Montréal: Centre for Developing Areas Studies, McGill University.

HASS, P., 1971. Maternal Employment and Fertility in Metropolitan Latin America, Duke University, Thèse Doctoral.

HEER, D. M., 1983. "Infant and child mortality and the demand for children", in R. A. Lee et R. D. Bulatao, Determinants of Fertility in Developing Countries, New York: Academic Press.

HOBcraft, J., N. GOLDMAN et V. C. CHIDAMBARAM, 1982. Advances in the P/F ratio method for the analysis of birth histories, in Population Studies, Vol. 36, No. 2.

HUGON, Ph., 1980. "Dualisme sectoriel ou soumission des formes de production au capital: peut-on dépasser le débat?", in Revue Tiers Monde, Vol. 21, No. 82.

_____, 1982. "Secteur souterrain ou réseaux apparents", in I. Deblé et Ph. Hugon Vivre et Survivre dans les Villes Africaines, Paris: Presses Universitaires de France.

IKONIKOFF, M., et S. SIGAL, 1980. "Armée de réserve, marginalité et secteur informel", in Revue Tiers Monde, Vol. 21, No. 82.

INTER-AMERICAN DEVELOPMENT BANK, 1983. Economic and Social Progress in Latin America, Washington, D.C.: I.D.B.

JELIN, E., 1978. La Mujer y el Mercado de Trabajo Urbano, Buenos Aires: Estudios CEDES.

JOHNSON, C., 1979. "Critical comments on marginality: Relative surplus population and Capital/Labor relations", in Labor, Capital and Society, Vol. 12 No. 2.

JOHNSON, S., 1973. The Population Problem, Newton Abbot: David and Charles.

KIESLER, S. B., 1977. "Post hoc justification of family size", in Sociometry, Vol. 40, No. 1.

KNODEL, J., 1978. "European Populations in the past: family level relations", in S. H. Preston, Effects of Infant and Child Mortality on Fertility, New York: Academic Press.

KONO, S., 1977. "The concept of family life cycle as a bridge between demography and sociology", in Congrès Internationale de la Population: Mexique, Liège: UIESP.

KOWARICK, L., 1979. "Desarrollo capitalista y marginalidad: El caso Brasilenos", in Revista Mexicana de Sociologia, Vol. 39 No. 1.

_____., 1981. "El precio del progreso: Crecimiento economico, expoliacion urbana y la cuestion del medio ambiente" in O. Sunkel et N. Gligo, Estilos de Desarrollo y Medio Ambiente en America Latina, Mexico: Fondo de Cultura Economica.

LAMPARD, E.E., 1983. "The nature of urbanization", in D. Frazer et A. Sutcliffe, The Pursuit of Urban History, Londres: Edward Arnold.

LEE, R. D. et R. A. BULATAO, 1983. "The demand for children: A critical essay", in R. A. Bulatao and R. D. Lee, Determinants of Fertility in Developing Countries, New York: Academic Press

LEIBENSTEIN, H., 1977. "The economic theory of fertility - Survey, issues and considerations", in Congrès International de la Population, Mexique, Liège: UIESP.

_____., 1982. "Relaxing the maximisation assumption in the economic theory of fertility", in C. Hohn et R. Mackensen, Determinants of Fertility Trends: Theories

Re-examined, Liège: Ordina Editions.

LEWIS, O., 1969. "The culture of Poverty", in D.P. MOYNIHAM, On Understanding Poverty, New York: Basic Books.

LEWIS, P. H., 1980. Paraguay under Stroessner, Chapel Hill: University of North Carolina Press.

LINDERT, P. H., 1980. "Child cost and economic development", in R. A. Easterlin, Population and Economic Change in Developing Countries, Chicago: The University of Chicago Press.

_____, 1983. "The changing economic costs and benefits of having children", in R. A. Bulatao et R. D. Lee, Determinants of Fertility in Developing Countries, New York: Academic Press.

LOMNITZ, L. A., 1977. Networks and Marginality in a Mexican Shantytown, New York: Academic Press.

_____, 1978. "Mecanismos de articulacion entre el sector informal y el sector formal urbano", in Revista Mexicana de Sociologia, vol. 40, No. 40.

McCLELLAND, G. H., 1983. "Family-size desires as measures of demand", in R. A. Bulatao and R. D. Lee, Determinants of Fertility in Developing Countries, New York: Academic Press.

MAMDANI, M., 1972. The Myth of Population Control: Family, Caste and Class in an Indian Village, New York: Monthly review.

MANGULIS, M., T. RANDON et M. PEDRERO., 1981. "Fuerza de trabajo y estrategias de supervivencia en una poblacion de origen migratorio: colonias populares de Reynosa", in Demografia y Economia, Vol. 15, No. 3.

MARSHALL, A. et D. ORLANSKY, 1982. "La inmigracion de fuerza de trabajo de paises limitrofes en la Argentina: Heterogeneidad de tipos, composicion y localizacion regional", Demografia y Economia, Vol. 16, No. 4.

MATHIAS, G., 1983. "Urbanisation et sous-développement: secteur informel et strategie de survie", in Critiques de l'Economie Politique, No. 25.

MATOS MAR, J., 1962. "Migration et urbanisation", in P. M. Hauser, L'Urbanisation en Amérique Latine, Liège:UNESCO.

MEILLASOUX, C., 1975. Femmes, Greniers and Capitaux, Paris: François Maspero.

MINISTERIO DE JUSTICIA Y TRABAJO, 1985. Rapport non publié sur l'évolution des salaires minimum.

MIRO, C. et D. RODRIGUEZ, 1982. "Capitalism and population in Latin American agriculture: Recent trends and problems, in CEPAL Review, No. 16.

MONTANO, J., 1976. Los Pobres de la Ciudad en los Asentamientos Espontaneos, Mexico: Siglo veintiuno.

MORALES, E., s. d. Integracion Social, Marginalidad y Mercado de Trabajo, Santiago: FLACSO.

MORICE, A., 1979. "La théorie de la 'marginalité: Les limites d'un concept de bons sens", in Travail, Capital et Societé, Vol. 12 No. 1.

MORRIS, L. et AL., 1978. "Contraceptive prevalence in Paraguay", in Studies in Family Planning, Vol. 9, No. 10-11.

MUELLER, E. et K. SHORT, 1983. "Effect of income and wealth on the demand of children", in R. A. Bulatao and R. D. Lee, Determinants of Fertility in Developing Countries, New York: Academic Press.

MUKERJEE, R., 1962. "Motivations and values", in C. V. Kiser, Research in Family Planning, Princeton: Princeton University Press.

MURGA FRANSINETTI, A., 1978. "La marginalidad en America Latina: Una bibliografia comentada", in Revista Mexicana de Sociologia, Vol 40, No. 40.

NAG, M., 1981. "Economic value and cost of children in relation to human fertility", in N. Eberstadt, Fertility Decline in the Less Developed Countries, New York: Praeger's Publishers.

NAG, M, et N. KAK, 1984. "Demographic transition in a Punjab village", in Population and Development Review, Vol. 10, No. 4.

NAG, M., R. C. PEET et B. WHITE, 1977. "Economic value of children in two peasant societies", in Congrès International de la Population, Mexique, Liège: UIESP.

NATIONS UNIES, 1983. Manual X, Indirect Techniques for Demographic Estimation, New York: Nations Unies.

_____. , 1984. Economic Survey of Latin America and the Caribbean 1982, Santiago, Chile: United Nations.

NUN, J., 1969. "Superpoblacion relativa, ejercito industrial de reserva, y masa marginal", in Revista Latinoamericana de Sociologia, No. 2.

OPPENHEIM MASON, K., 1983. "Norms relating to the desire of children", in R. A. Bulatao and R. D. Lee, Determinants of Fertility in Developing Countries, New York: Academic Press.

PERON, Y., 1979. "L'analyse démographique et la famille: Premises d'une auto-critique", in Cahiers Québécois de Démographie, Vol. 8, No. 3.

PERON, Y. et E. LAPIERRE-ADAMCYK, 1986. "Le cycle de la vie familiale comme cadre d'analyse de la statistique des familles", in Association International de Démographes de Langue Française Les Familles d'aujourd'hui, Paris: AIDELF.

PISPAL, 1978. Lineas Prioritarias de Investigacion para la 3a Fase del Programa, Mexico: El Colegio de Mexico.

PORTES, A. et J. WALTON, 1976. Urban Latin America, Austin: University of Texas Press.

PREALC, 1975. Situacion y perspectivas del Empleo en el Paraguay, Santiago, Chili: Bureau International du Travail.

_____., 1984. Employment Planning, Genève: Bureau International du Travail.

PULLUM, T. W., 1980. "Illustrative analysis: Fertility preferences in Sri Lanka", WFS Scientific Reports, No. 9, Voorburg, Hollande: International Statistical Institute.

QUIJANO, A. 1971. "La formation d'un univers marginal dans les villes d'Amérique latine", in Espaces et Sociétés Vol. 3.

RAINA, B. L., 1969. "Family size norms", in Family Planning News, Vol. 10.

RAULET, H., 1970. "Family planning and population control in developing countries", in Demography, Vol. 7, No. 2.

ROBERTS, B., 1979. Cities of Peasants: The Political Economy of Urbanization in the Third World, Beverly Hills: Sage Publications.

ROBINSON, W. et D. HORLACHER, 1971. "Population growth and economic welfare", in Reports on Population/Family Planning, No. 6.

REPETTO, R., 1981. "The effect of income distribution on fertility in developing countries", in N. Eberstadt, Fertility Decline in the Less Developed Countries, New York: Praeger Publishers.

RODRIGUEZ, D., 1981. "Discusiones en torno al concepto de estrategias de supervivencia", in Demografia y Economia, Vol. 15, No. 2.

RUTSTEIN, S. et V. MEDICA, 1975. "The effects of infant and child mortality on fertility in Latin America" in Seminar on Infant Mortality in Relation to the Level of Fertility, Bangkok, CICRED.

RYDER, N. B., 1978. "Some problems of fertility research", in D. E. Taeuber, L. L. Bumpass et J. A. Sweet, Social Demography, New York: Academic Press.

SAENZ, A. et DI PAULA, 1981. "Precisiones teorico-metodologicas sobre la nocion de estrategias de existencia", in Demografia y Economia, Vol 15, No. 2.

SAFA, H. I., 1974. The Urban Poor in Puerto Rico: a Study in Development and Inequality, New York: Holt, Rinehart and Winston, Inc.

SANTINI, A. 1977. "The family life cycle as a context for the measurement of nuptiality and fertility", in Congrès International de la Population: Mexique, Liège: UIESP.

SANTOW, G. et M. D. BRACHER, 1984. "Child death and time to the next birth in Central Java", in Population Studies, Vol. 38, No. 2.

SCHOEMAKER, J., 1981. Participacion Laboral Femenina y Fecundidad en Paraguay, Santiago, Chili: CELADE.

_____. , 1984. "Evaluacion de la Encuesta Nacional de Fecundidad de Paraguay de 1979"., WFS Scientific Reports, No. 62, Voorburg, Hollande: International Statistical

Institute.

SCHULTZ, T. W., 1974. "Fertility and economic values", in T. W. Schultz, Economics of the Family: Marriage, Children and Human Capital, Chicago: The University of Chicago Press.

SCRIMSHAW, S. C., 1981. "Infant mortality and behavior in regulation of family size", in N. Eberstadt, Fertility Decline in the Less Developed Countries, New York: Praeger Publishers.

SECRETARIA TECNICA DE PLANIFICACION, 1980. Diagnostico Demografico del Paraguay, 1950-1977, Asuncion: S.T.P.

SIMMONS, A. B., 1977. "The VOC approach in population policies: New hope or false promise?", in Congrès International de la Population, Mexique, Liège: UIESP.

_____, 1984. Household Demographic Strategies in Rural Latin America: A structural-historical model. Premier brouillon, présenté à la Reunion sur Strategies de Survie, Vancouver.

SINGARIMBUN, M. et T. H. HULL, 1977. "Social responses to high mortality which act to support high fertility", in International Population Conference, Mexique, Liège: Ordina Editions.

SINGER, P., 1976. "Reproduction de la force de travail et developpement", in Revue Tiers-Monde, Vol. 17, No. 68.

_____. , 1978. "Factores determinantes del comportamiento demografico en el mundo contemporaneo", in Revista Mexicana de Sociologia, Vol. 40, No. 40.

STARK, O., 1981a. "The asset demand for children during agricultural modernization", in Population and Development Review, Vol. 7, No. 4.

STARK, O., 1981b. Migration Theory, Game Theory. Toward a New Theory of Rural to Urban Migration in Less Developed Countries, communication non publiée.

STYCOS, M., 1962. "Experiments in social change: the Caribbean fertility studies", in C. V. Kiser, Research in Family Planning, Princeton: Princeton University Press.

TAEUBER, I., 1963. "Population growth in underdeveloped areas", in P. M. Hauser, The Population Dilemma, Englewood Cliffs, N. J.: Prentice Hall, Inc.

THURSTONE, L. L., 1970. "Attitudes can be measured", in G. Summers, Attitudes Measurement, Chicago: Rand McNally & Co.

TORANZO, C., 1977. "Notas sobre la teoria de la marginalidad social", in Historia y Sociedad, No. 13.

TORRADO, S., 1978. "Clases sociales, familia y comportamiento demografico: Orientaciones metodologicas", in Demografia y Economia, Vol. 12, No. 3.

_____. , 1981. "Sobre los conceptos de 'Estrategias Familiares de Vida' y 'Proceso de Reproduccion de la Fuerza de Trabajo': Notas teorico-metodologicas", in Demografia y Economia, Vol. 15, No. 2.

TOYNBEE, A., 1972. Les Villes dans l'Histoire, Paris: Payet.

TURAINÉ, A., 1977. "La marginalidad urbana", in Revista Mexicana de Sociologia, Vol. 39, No. 4.

URZUA, R., 1973. El Desarrollo y la Poblacion en America Latina, Mexico: Ediciones Siglo Veintiuno.

UTHOFF, A. et G. GONZALEZ, 1976. Women's Participation in Economic Activity as Strategic Factor of Change in Fertility: The case of Mexico and Costa Rica, Genève: Bureau International du Travail.

VALDES, X. et M. ACUNA, 1981. "Precisiones metodologicas sobre las estrategias de supervivencia", en Demografia y Economia, Vol. 15, No. 2.

VINOCOUR, J., 1984. "A republic of fear: Thirty years of General Stroessner's Paraguay" in The New York Times Magazine, 23 septembre 1984.

VLASSOFF, C., 1983. Migration and Fertility as 'Survival Strategies' An exploratory analysis, Communication Présentée à la réunion annuel de la Population Association of America en Pittsburgh.

VLASSOFF, M. et C. VLASSOFF, 1980. "Old age security and the utility of children in rural India", in Population Studies, Vol. 34, No. 3.

WARE, H., 1977. "The relationship between infant mortality and fertility: Replacement and insurance effects", in Congrès International de la Population, Mexique, Liège: UIESP.

WEISSLITZ, J, 1971. "Migration rurale et integration urbaine au Perou", in Espaces et Sociétés, No. 3.

WILKIE, J. W. et A. PERKAL, Statistical Abstract of Latin America, Volume 23, Los Angeles: UCLA Latin American Center Publications.

A N N E X E

GRAPHIQUE A.3.1 ASUNCION: PYRAMIDE DES AGES DES POPULATIONS MARGINALE ET TOTALE. 1982, 1984.

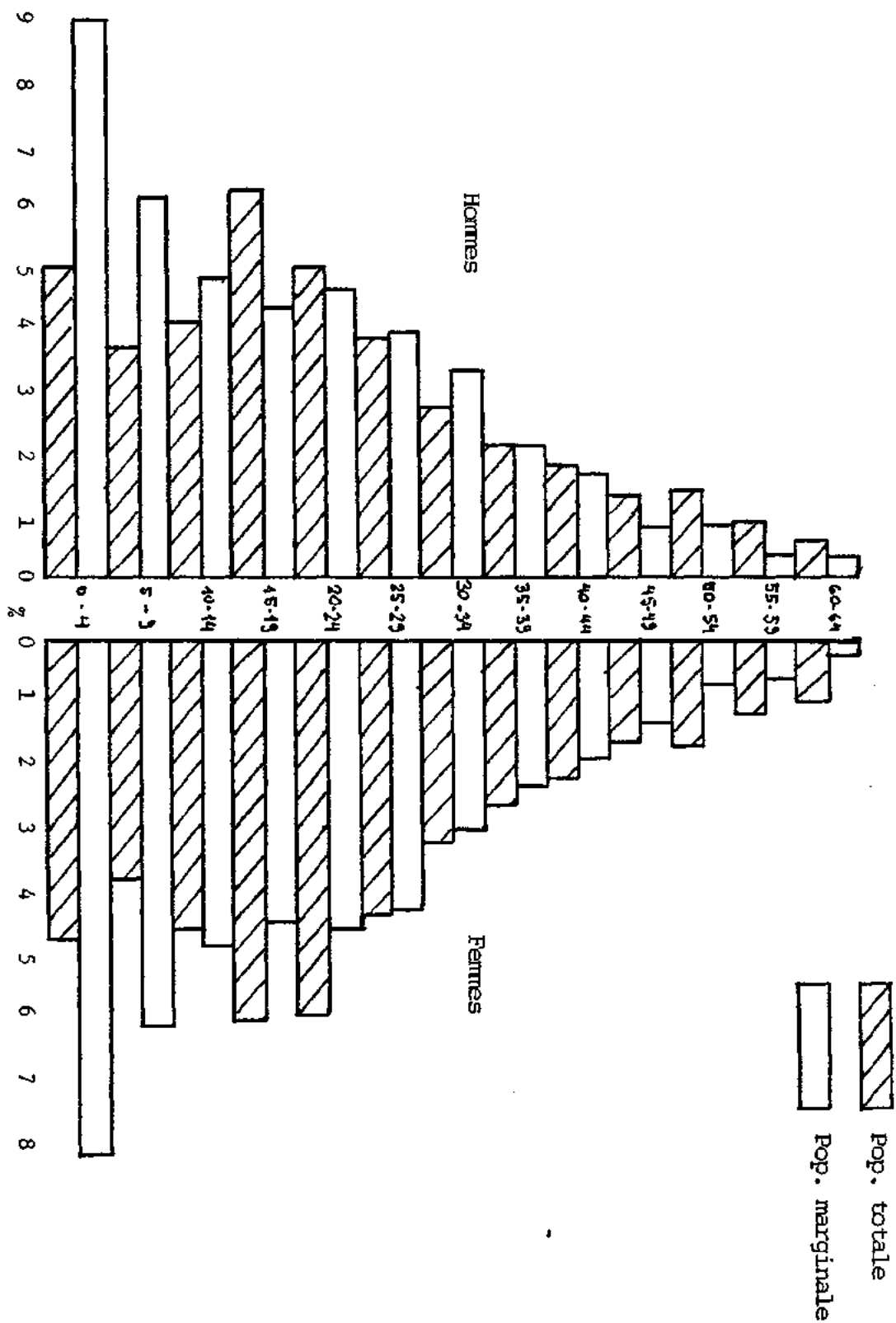


TABLEAU A.3.1

ASUNCION: QUELQUES INDICATEURS DES CONDITIONS DE LOGEMENT DES RESIDENTS DES BIDONVILLES, SELON LA ZONE DE RESIDENCE. 1984.

INDICATEURS	SECTEUR DE RESIDENCE		
	Permanent	Inondable	Total
No. de Personnes par Pièce	3,0	3,9	3,4
Pourcentage de Logements improvisés	2	22	12
Pourcentage de Maisons avec:			
Murs de Brique	78	58	68
Toit de Tuile ou Beton	74	46	60
Plancher de Terre	26	43	34

Source: EFBA, 1984.

TABLEAU A.3.2

ASUNCION: VALEURS DES LOTS URBAINS-TYPES 1/ ESTIMES EN NOMBRE D'ANNEES DE TRAVAIL AVEC LE SALAIRE MOYEN DE LA POPULATION AYANT UN EMPLOI, SELON LA QUALITE DU TERRAIN ET LE STATUT PROFESSIONNEL. 1982

QUALITE DU TERRAIN	STATUT PROFESSIONNEL 2/			
	Ouvrier	Employé	Indépendant	Domestique
Proche du centre-ville; grande disponibilité de services.	17,5	11,0	8,6	43,2
Eloignée du centre-ville; disponibilité de services moyenne.	3,0	1,9	1,5	7,4
Secteur peri-urbain; très faible disponibi- lité de services.	1,8	1,1	0,9	4,3

Sources: Estimé des données de l'enquête EMOAS, 1982 et de Conferencia Episcopal Paraguaya, 1984.

1/ Un lot urbain type à Asuncion est de 360 metres carrés.

2/ La catégorie 'indépendant' inclut aussi les employeurs. Ceux-ci ont été joints aux independants parce-qu'ils ne représentent qu'une très faible minorité: 3 pour-cent de la population totale et 1 pour-cent de la population marginale.

TABLEAU A.3.3

ASUNCION: DISTRIBUTION EN POURCENTAGE DE LA POPULATION MARGINALE ET TOTALE SELON LE NOMBRE D'HEURES TRAVAILLEES PAR SEMAINE ET LE NIVEAU DE SCOLARITE. 1982,1984. POPULATION DE 12 ANS ET PLUS AYANT UN EMPLOI. 1982, 1984.

HEURES TRAVAILLEES	DUREE DE SCOLARITE					Total
	Moins de 4	4 à 6	7 à 9	10 à 12	13 et +	
Population Marginale a/						
Moins de 35	31	25	25	19	25	26
35 à 48	33	35	40	52	46	37
Plus de 48	36	40	35	29	29	37
Total	100	100	100	100	100	100
Population Totale b/						
Moins de 35	8	6	9	17	15	11
35 à 48	49	52	61	65	69	59
Plus de 48	43	42	18	30	16	30
Total	100	100	100	100	100	100

Sources: a/ EFBA, 1984 et b/ EMOAS, 1982

TABLEAU A.3.4

ASUNCION: REVENU FAMILIAL MENSUEL PERCAPITA DES RESIDENTS DES BIDONVILLES, SELON LA ZONE DE RESIDENCE ET LE SEXE DU CHEF DE MENAGE, 1984.

SEXE DU CHEF	SECTEUR DE RESIDENCE		
	Permanent	Inondable	Total
Masculin	11 601	9 359	10 462
Feminin	10 096	8 429	9 413
Total	11 224	9 189	10 233
N=	(587)	(557)	(1144)
F= 14,0 p= .0001			

Source: EFBA, 1984.

TABLEAU A.3.5

ASUNCION: DISTRIBUTION EN POURCENTAGE DES FOURNISSEURS DU REVENU LE PLUS IMPORTANT DANS LES FAMILLES RESIDANT DANS LES BIDONVILLES, SELON LE SEXE ET LA RELATION AVEC LE CHEF DE MENAGE. 1984.

RELATION AVEC LE CHEF	S E X E		Total
	Masculin	Féminin	
Chef	59	8	67
Conjoint	4	6	10
Enfant	13	3	16
Autres Parents	6	1	7
Total	82	18	100
N=			(1137)

X =160.9 p<.001

Source: EFBA, 1984.

TABLEAU A.3.6

ASUNCION: REVENU FAMILIAL MENSUEL PERCAPITA DES RESIDENTS DES BIDONVILLES, SELON LA ZONE DE RESIDENCE ET LE NOMBRE DE PERSONNES ACTIVES DANS LA FAMILLE, 1984.

NOMBRE DE PERSONNES ACTIVES	SECTEUR DE RESIDENCE		Total
	Permanent	Inondable	
Aucune	5 381	1 757	3 615
Une	8 779	8 149	8 442
Deux	12 072	9 576	10 865
Trois-Quatre	13 408	10 865	12 306
Cinq ou Plus	14 188	13 486	13 899
Total	11 224	9 189	10 233
N=	(587)	(557)	(1144)
F= 22,3	p= .0001		

Source: EFBA, 1984.

TABLEAU A.3.7

ASUNCION: REVENU FAMILIAL MENSUEL PERCAPITA DES RESIDENTS DES BIDONVILLES, SELON LA ZONE DE RESIDENCE ET LA SCOLARITE MOYENNE DES ADULTES ACTIFS DE LA FAMILLE, 1984. a/

SCOLARITE MOYENNE	SECTEUR DE RESIDENCE		
	Permanent	Inondable	Total
Moins de 6	9 657	7 731	8 633
6 a 7	10 783	9 534	10 129
7 a 9	12 914	12 279	12 670
9 ou Plus	13 530	12 844	13 275
Total	11 160	9 280	10 249
N=	(575)	(541)	(1116)
F= 21,7 p= .001			

Source: EFBA, 1984.

a/ Pour une explication sur l'estimation de la scolarité moyenne accomplie moyenne des membres actifs, voir note 12/.

TABLEAU A.3.8

ASUNCION: REVENU MENSUEL MOYEN PAR PERSONNE ACTIVE
SELON ZONE DE RESIDENCE ET SCOLARITE MOYENNE PAR PER-
SONNE ACTIVE, 1984. a/

SCOLARITE MOYENNE	SECTEUR DE RESIDENCE		Total
	Permanent	Inondable	
Moins de 6	24 229	22 636	23 376
6 a 7	28 260	28 933	28 612
7 a 9	32 387	31 373	31 997
9 ou Plus	34 054	38 300	35 634
Total	28 416	27 125	27 790
N=	(555)	(522)	(1077)
F= 16,8 p= .0001			

a/ Pour une explication sur l'estimation de la scola-
rité moyenne accomplie moyenne des membres actifs, voir
note 12/. Les familles où il n'y a personne qui tra-
vail ont été exclues.

Source: EFBA, 1984.

TABLEAU A.3.9

ASUNCION: REVENU MENSUEL MOYEN PAR PERSONNE ACTIVE
 SELON LA ZONE DE RESIDENCE ET LE NOMBRE DE PERSONNES
 ACTIVES DANS LA FAMILLE, 1984.

NOMBRE DE PERSONNES ACTIVES	SECTEUR DE RESIDENCE		Total
	Permanent	Inondable	
Une	33 401	33 631	33 524
Deux	26 960	22 847	24 972
Trois-Quatre	24 821	20 803	23 079
Cinq ou Plus	23 577	21 314	22 645
Total	28 389	26 836	27 633
N=	(567)	(538)	(1105)
F= 26,0 p= .0001			

a/ Les familles où il n'y a personne qui travail ont été exclues.

Source: EFBA, 1984.

TABLEAU A.3.10

ASUNCION: REVENU MENSUEL MOYEN PAR PERSONNE ACTIVE,
SELON LA TAILLE DE LA FAMILLE. 1984

TAILLE DE LA FAMILLE	REVENU MOYEN PAR PERSONNE ACTIVE
Moins de 5	27 748
5 à 7	28 909
8 ou Plus	24 295
Total	27 635
N=	(1105)
F= 5,3 P= .005	

Source: EFBA, 1984.

TABLEAU A.3.11

ASUNCION: NOMBRE MOYEN DE PERSONNES ACTIVES DANS LES FAMILLES RESIDANT DANS LES BIDONVILLES, SELON LA TAILLE DE LA FAMILLE. 1984.

TAILLE DE LA FAMILLE	NOMBRE MOYEN DE PERSONNES ACTIVES
Moins de 5	1,6
5 à 7	2,1
5 ou Plus	3,5
Total	2,2
N=	(1105)

F= 190,5 P= .001

Source: EFBA, 1984.

TABLEAU A.3.12

ASUNCION: NOMBRE MOYEN DE PERSONNES ACTIVES CHEZ LES FAMILLES RESIDANT DANS LES BIDONVILLES, SELON LA ZONE DE RESIDENCE ET LE SEXE DU CHEF. 1984.

SEXE DU CHEF	SECTEUR DE RESIDENCE		
	Permanent	Inondable	Total
Masculin	2,2	2,0	2,1
Feminin	2,4	2,4	2,4
Total	2,3	2,0	2,2
N=	(567)	(538)	(1105)
F=9,7 p=.0001			

Source: EFBA, 1984.

TABLEAU A.4.1

ASUNCION: DISTRIBUTION EN POURCENTAGE DES FEMMES RESIDANT DANS LES BIDONVILLES, SELON LE NOMBRE D'ENFANTS SURVIVANTS PAR RAPPORT AU NOMBRE D'ENFANTS DESIRES ET LE NOMBRE D'ENFANTS SURVIVANTS AU MOMENT DE L'ENQUETE. 1984.

RAPPORT ENTRE EN- FANTS SURVIVANTS ET ENFANTS DESIRES	NOMBRE D'ENFANTS SURVIVANTS			Total
	Moins de 3	3 à 4	5 ou Plus	
Egal nombre	7	20	21	14
Plus de survivants	2	7	33	10
Moins de survivants	92	73	46	77
Total	100	100	100	100
N=	(532)	(333)	(229)	(1094)

$$\chi^2 = 246,4 \quad p = .0001$$

Source: EFBA, 1984.

TABLEAU A.4.2

ASUNCION: DISTRIBUTION EN POURCENTAGE DES FEMMES RESIDANT DANS LES BIDONVILLES, SELON LE NOMBRE D'ENFANTS SURVIVANTS PAR RAPPORT AU NOMBRE D'ENFANTS DESIRES ET GROUPES D'AGES. 1984.

RAPPORT ENTRE EN- FANTS SURVIVANTS ET ENFANTS DESIRES	AGE DE LA FEMME			Total
	15 - 24	25 - 34	35 ou Plus	
Egal nombre	5	16	17	14
Plus de survivants	2	7	19	10
Moins de survivants	92	78	64	77
Total	100	100	100	100
N=	(257)	(454)	(383)	(1094)

$$\chi^2 = 84,3 \quad p = .0001$$

Source: EFBA, 1984.

TABLEAU A.4.3

ASUNCION: AGE MOYENNE AUQUEL LES ENFANTS DEVRAIENT COMMENCER A TRAVAILLER D'APRES L'OPINION DES FEMMES RESIDANT DANS LES BIDON-VILLES, SELON LA SCOLARITE DES FEMMES ET LA SCOLARITE ET REVENU MOYENS DES ADULTES ACTIFS. 1984.

REVENU MENSUEL MOYEN DES ADULTES ACTIFS	SCOLARITE DE LA FEMME			
	Moins de 6		6 ou Plus	
	Moins de 6	6 ou Plus	Moins de 6	6 ou Plus
Moins de 20	13,0	13,9*	14,9	14,9
20 à 39,9	13,6	14,5	15,1	15,6
40 ou Plus	13,9*	14,9*	15,4*	16,1
Total	13,5	14,4	15,0	15,5
N=	(417)	(178)	(278)	(621)

F=48,2 p = .001

* Moins de 50 cas

Source: EFBA, 1984.

TABLEAU A.4.4

ASUNCION: AGE MOYENNE AUQUEL LES ENFANTS DEVRAIENT COMMENCER A TRAVAILLER D'APRES L'OPINION DES FEMMES RESIDANT DANS LES BIDONVILLES, SELON LA SCOLARITE ET LE SECTEUR D'ACTIVITE DES FEMMES. 1984.

SECTEUR D'ACTIVITE	SCOLARITE DE FEMMES		Total
	Moins de 6	6 ou Plus	
Inactives	13,4	15,4	14,8
Secteur Informel	13,4	15,0	14,3
Secteur Formel	13,6*	15,8	15,4
Total	13,7	15,4	14,7
N=	(615)	(919)	(1542)

F= 30,4, p = .001

*Moins de 50 cas

Source: EFBA, 1984.

TABLEAU A.4.5

ASUNCION: AGE MOYENNE AUQUEL LES ENFANTS DEVRAIENT COMMENCER A TRAVAILLER D'APRES L'OPINION DES FEMMES RESIDANT DANS LES BIDON-VILLES, SELON LA SCOLARITE DES FEMMES ET LA SCOLARITE ET REVENU MOYENS DES ADULTES ACTIFS. 1984.

REVENU MENSUEL MOYEN DES ADULTES ACTIFS	SCOLARITE DE LA FEMME			
	Moins de 6		6 ou Plus	
	Moins de 6	6 ou Plus	Moins de 6	6 ou Plus
Moins de 20	8,5	10,6*	11,9	11,9
20 à 39,9	10,0	11,1	13,1	13,5
40 ou Plus	10,9*	12,4*	12,4*	13,9
Total	9,6	11,3	12,4	13,2
N=	(275)	(123)	(142)	(331)

F=43,6 p = .001

* Moins de 50 cas

Source: EFBA, 1984.

TABLEAU A.5.1

ASUNCION: NOMBRE TOTAL D'ENFANTS NES VIVANTS ET NOMBRE D'ENFANTS NES VIVANT L'ANNEE PRECEDANT L'ENQUETE, SELON GROUPES QUINQUENNAUX D'AGES DES FEMMES. 1984.

GROUPES D'AGES	TOTAL DE FEMMES	NOMBRE D'ENFANTS NES VIVANTS	NOMBRE D'ENFANTS NES DERNIERE ANNEE
15-19	304	68	21
20-24	313	408	66
25-29	304	759	72
30-34	227	785	33
35-39	176	673	14
40-44	149	768	12
45-49	114	620	1
Total	1587	4081	219

Source: EFBA, 1984